



FAÇONNONS NOTRE AVENIR ENSEMBLE

A L'ÉCOUTE DES PRIORITÉS DES CITOYENS POUR
L'AVENIR ET DE LEURS PROPOSITIONS D'ACTION



UN75
2020 ET AU-DELÀ

RAPPORT DE CONCLUSION DU BUREAU UN75
JANVIER 2021

Rédigé par le Bureau du Sous-Secrétaire

Général et Conseiller Spécial pour les préparatifs de la commémoration du 75^e anniversaire des Nations unies, avec l'aide de l'Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales et du Développement et le Pew Research Center. Avec nos remerciements à la Campagne d'Action pour les SDG pour son soutien continu.

Contact: un75@un.org

Conception par Akiko Harayama, Gestion des connaissances et solutions graphiques, Division de la sensibilisation du public, Département de la communication globale

Photo de couverture : UNICEF/UNI363386/
Schernbrucker

Nations unies, New York, janvier 2021

CONTENTS

FAÇONNONS NOTRE AVENIR ENSEMBLE : PRINCIPAUX RÉSULTATS DU SONDAGE ET DES DIALOGUES UN75	4
INTRODUCTION A L'INITIATIVE UN75	8
A l'écoute des priorités et des attentes des gens en matière de coopération internationale	8
Participation globale : qui a participé	12
Cinq flux de données UN75 pour recueillir les priorités et les solutions	14
Données analysées dans ce rapport	16
RESULTATS : PRIORITÉS POUR MIEUX SE RELEVER DE LA PANDÉMIE	19
RESULTATS : PERSPECTIVES POUR 2045 : MENACES ET DÉFIS	33
RESULTATS : PRIORITÉS À LONG TERME POUR L'AVENIR QUE NOUS VOULONS	45
RESULTATS : POINTS DE VUE SUR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE ET LES NATIONS UNIES	55
ANNEXES	71
ANNEXE 1 - Données détaillées des sondages et des dialogues analysés dans ce rapport	72
ANNEXE 2 - Méthodologie détaillée	81
ANNEXE 3 - Partenaires de financement	90
NOTES DE FIN	91

FAÇONNONS NOTRE AVENIR ENSEMBLE : PRINCIPAUX RÉSULTATS DU SONDAGE ET DES DIALOGUES UN75

Plus d'un million et demi de personnes dans 193 pays ont fait part de leurs priorités à court et à long terme, de leurs idées d'action et de leurs appels en faveur d'une ONU plus inclusive et plus transparente pour diriger la réponse face aux défis mondiaux urgents

En janvier 2020, le secrétaire général António Guterres a lancé l'initiative UN75, qui aura duré un an, afin que les Nations unies soient plus à l'écoute des populations qu'elles servent. Grâce à des sondages et à des dialogues, plus d'un million et demi de personnes issues des 193 États membres des Nations unies ont partagé leurs espoirs et leurs craintes pour l'avenir, et ont discuté de la manière dont tous les acteurs, y compris l'ONU, peuvent mieux travailler ensemble pour relever les défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés.

Par le biais de l'initiative UN75, l'ONU a cherché à comprendre quels sont les problèmes que les citoyens du monde entier perçoivent comme les plus urgents.

Alors que COVID-19 inversait les progrès en matière de développement humain et creusait les inégalités, beaucoup ont donné la priorité à l'accès aux services de base et au soutien aux endroits et communautés les plus durement touchés à court terme

- Face à l'insuffisance criante des soins de santé pour répondre aux besoins engendrés par la pandémie, la principale priorité immédiate et à court terme des répondants au niveau mondial était "l'accès universel aux soins de santé".
- Comme COVID-19 a forcé les enfants à quitter l'école dans le monde entier, la réponse "Plus d'investissement dans l'éducation et les programmes pour la jeunesse" a été mise en valeur par les répondants, en particulier en Afrique subsaharienne et en Asie centrale et du Sud.
- Reflétant la triste réalité que trois milliards de personnes n'ont pas accès à des installations de base pour se laver les mains avec de l'eau et du savon à la maison, "l'accès à l'eau potable et à l'assainissement" était une autre priorité immédiate essentielle pour les personnes interrogées pendant la pandémie, à tous les niveaux de développement humain.
- De nombreux répondants, en particulier dans les pays à faible et moyen revenu, ont donné la priorité à la "solidarité mondiale" et à la nécessité de fournir un "soutien aux personnes et aux communautés les plus durement touchées" et de "remédier aux inégalités qui se sont creusées à la suite de COVID-19".
- Dans les pays à très haut niveau de développement humain, les répondants sont moins nombreux à considérer le "soutien aux zones les plus touchées" comme une priorité.



NEW YORK, ÉTATS-UNIS
UN photo/Mark Garten

Les personnes interrogées vivant dans des pays à faible développement humain et celles vivant dans des situations de conflit ont eu tendance à exprimer un plus grand optimisme quant à l'avenir

- Globalement, les personnes interrogées sont beaucoup plus nombreuses à penser que la situation des gens sera meilleure (49 %) en 2045 qu'aujourd'hui, par rapport à celles qui pensent que la situation des gens sera pire (32 %).
- Les personnes interrogées en Afrique subsaharienne sont les plus optimistes quant à l'avenir (59 %), suivies par l'Asie centrale et du Sud (52 %) et l'Asie de l'Est et du Sud-Est (51 %). Les répondants d'Amérique du Nord (49 %), d'Europe (48 %), d'Amérique latine et des Caraïbes (48 %) et d'Océanie et d'Antarctique (47 %) sont les plus pessimistes quant à l'avenir.
- Les répondants des régions dont le développement humain est faible sont beaucoup plus optimistes quant à l'avenir que ceux des régions dont le développement humain est élevé. Les personnes interrogées vivant dans des situations de conflit sont plus optimistes quant à l'avenir.

Bien qu'ils s'attendent à une amélioration de l'accès aux services de santé au cours des 25 prochaines années, les répondants de toutes les régions ont identifié le changement climatique et les questions environnementales comme le principal défi mondial à long terme

- Davantage de protection de l'environnement" est la première priorité à long terme des répondants, au niveau mondial, et se classe parmi les trois premières priorités dans toutes les régions.

- Les pourcentages les plus élevés de répondants ayant choisi "Changement climatique et environnement" comme menace principale se trouvent en Amérique latine et dans les Caraïbes (73 %), tandis que l'Afrique subsaharienne (37 %) est la région la moins touchée.

Les autres priorités varient en fonction des niveaux de revenus, mais comprennent une préoccupation croissante pour les possibilités d'emploi, le respect des droits de l'homme et la réduction des conflits

- Alors que les personnes interrogées dans la catégorie des pays à développement humain élevé du PNUD ont tendance à accorder la plus haute priorité à l'environnement et aux droits de l'homme, celles des pays à développement humain faible ont tendance à accorder la plus haute priorité à la réduction des conflits et à la satisfaction des besoins fondamentaux, tels que l'emploi, les soins de santé et l'éducation.
- La réponse "Plus de respect pour les droits de l'homme" a été classée troisième au niveau mondial comme priorité à long terme. Elle est classée première en Afrique du Nord et en Asie occidentale et deuxième en Amérique du Nord et en Europe.
- La priorité "Plus d'opportunités d'emploi" est passée de la dixième priorité à long terme identifiée par les répondants en avril 2020 à la sixième priorité en décembre 2020. Cela peut refléter les fermetures de lieux de travail, les pertes d'heures de travail et de revenus du travail liées à la COVID-19.
- La réduction des conflits est une grande priorité pour les personnes interrogées en Asie de l'Est et du Sud-Est, en Afrique du Nord et en Asie occidentale, et en Afrique subsaharienne.

- Alors que les personnes interrogées dans les pays qui ne sont pas en conflit sont plus préoccupées par les tensions entre pays, celles qui vivent dans des pays en conflit sont plus préoccupées par la violence à l'intérieur de leurs frontières.

97% des personnes interrogées estiment que la coopération internationale est importante pour relever les défis mondiaux, le degré d'importance variant selon les régions

- La majorité des personnes interrogées estiment que la coopération internationale est essentielle (52 %) pour relever les défis mondiaux, tandis que 34 % la jugent très importante et 11 % assez importante. Seuls 3 % des répondants estiment que la coopération internationale n'est pas importante ou pas importante du tout.
- Le degré d'importance de la coopération internationale varie selon les régions, le pourcentage le plus élevé de personnes interrogées qui la considèrent favorablement provient d'Amérique du Nord.
- Les personnes interrogées dans les pays à développement humain élevé ont tendance à percevoir le besoin de coopération internationale comme plus important que celles des pays à développement humain faible.
- Une majorité de personnes interrogées dans le monde déclarent que COVID-19 a renforcé leur opinion sur l'importance d'une plus grande coopération entre les pays.

De nombreux répondants attendent des Nations unies qu'elles jouent un rôle de premier plan dans la coopération internationale pour relever les défis mondiaux immédiats et à long terme, et beaucoup souhaitent également que l'Organisation innove - qu'elle soit plus inclusive, plus engagée, plus responsable et plus efficace

Dans le cadre de sondages et de dialogues UN75 organisés dans le monde entier, les participants ont fait appel aux Nations unies pour :

- Un leadership moral.
- Un Conseil de sécurité des Nations unies réformé, plus représentatif et plus agile.
- Une charte révisée qui inclut les défis mondiaux les plus urgents d'aujourd'hui, comme le changement climatique.
- La poursuite des réformes de la gestion de l'Organisation et du leadership, y compris des pratiques d'embauche plus inclusives, une plus grande responsabilité et une plus grande transparence.
- Un système des Nations unies inclusif et participatif, avec une meilleure compréhension du travail des Nations unies parmi les citoyens du monde entier, et qui se montre plus attentif aux besoins des gens ordinaires.
- Amélioration de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des programmes des Nations unies au niveau mondial, afin de résoudre plus efficacement les problèmes internationaux.

“

En cette année du 75^e anniversaire, je veux donner au plus grand nombre de personnes possible la possibilité de s'entretenir avec les Nations unies. Pour partager leurs espoirs et leurs craintes. De tirer les leçons de leurs expériences. Pour susciter des idées pour construire l'avenir que nous voulons et les Nations unies dont nous avons besoin.

”

*Secrétaire général des Nations unies António Guterres,
22 janvier 2020.*

INTRODUCTION A L'INITIATIVE UN75

A L'ÉCOUTE DES PRIORITÉS ET DES ATTENTES DES GENS EN MATIÈRE DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

Le secrétaire général des Nations unies (ONU), António Guterres, a vu dans le 75^e anniversaire des Nations unies une occasion pour l'Organisation d'être à l'écoute directe des populations qu'elle sert. Avant même que la pandémie COVID-19 ne frappe, le monde était confronté à une liste croissante de défis mondiaux : de la crise climatique et de la dégradation de l'environnement aux armes nucléaires, en passant par l'aggravation des inégalités, l'évolution rapide de nos populations, l'impact transformateur des nouvelles technologies et les nouvelles formes de violence.

En janvier 2020, l'ONU a lancé une initiative mondiale d'un an pour écouter les priorités et les attentes des populations en matière de coopération internationale. Grâce à des [sondages](#) et à des [dialogues](#), plus d'un million et demi de personnes de tous horizons ont partagé leurs espoirs et leurs craintes pour l'avenir, et ont discuté de la manière dont tous les acteurs, y compris les Nations unies, peuvent innover et travailler ensemble pour mieux relever les défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés.

Participation accrue à la conversation UN75 après COVID-19

Même si l'initiative UN75 a eu une forte présence en ligne dès le début, nous avons été obligés, comme tout le monde, d'adapter notre façon de travailler. Nous avons encouragé les gens à dialoguer en ligne et nous avons redoublé d'efforts pour atteindre les personnes non connectées à Internet. En avril, nous avons ajouté deux questions liées au COVID-19 à notre sondage d'une minute et à notre boîte à outils de dialogue, en demandant aux gens de partager leurs priorités pour mieux se relever de la pandémie et de voir si celle-ci avait changé leur opinion sur l'importance de la coopération internationale - pour le meilleur ou pour le pire.

Alors que beaucoup craignaient que la pandémie n'entame les dialogues UN75, elle a eu l'effet inverse. Le nombre de personnes qui se sont jointes à l'initiative s'est multiplié. La conversation de l'UN75 a pris encore plus d'importance, car les gens du monde entier ont discuté non seulement de leurs priorités à long terme, mais aussi des problématiques socio-économiques immédiates qu'ils ont dû mener face à la pandémie, ainsi que de leurs préoccupations concernant le manque de coopération internationale pour faire face à COVID-19.

Lors des dialogues, de nombreuses personnes ont fait écho à la préoccupation du Secrétaire général

selon laquelle “la pandémie est un test clair de la coopération internationale – un test auquel nous avons essentiellement échoué... le résultat d’un manque de préparation, de coopération, d’unité et de solidarité au niveau mondial”.¹ Parallèlement à leurs appels à une coopération internationale accrue, ils ont suggéré des propositions d’action concrètes et parfois novatrices sur la manière dont nous pouvons faire face à la pandémie, nous relever après la pandémie et intensifier nos efforts pour relever d’autres défis mondiaux urgents tels que la crise climatique, la discrimination et les inégalités croissantes.

L’initiative UN75 et la déclaration UN75 menée par les États membres

Parallèlement à cette initiative de l’UN75, les États membres des Nations Unies ont adopté la [Déclaration sur la commémoration du soixante-quinzième anniversaire des Nations Unies](#) à l’Assemblée générale le 21 septembre 2020. Nous avons mis nos premières conclusions sur l’UN75 à la disposition des États membres pour qu’ils les examinent lors de la négociation de la déclaration, tirées de notre rapport d’avril, intitulé “[Résolus à conjuguer nos efforts](#)”. Les États membres sont parvenus à un consensus sur la déclaration en juillet 2020, en soulignant la nécessité d’un multilatéralisme amélioré et revigoré pour un monde plus égalitaire, plus résistant et plus durable.

2020 a démontré que le monde a besoin d’une voie qui assure l’accès universel à la protection sociale, aux soins de santé, à une éducation de qualité et à la connectivité numérique. Une voie vers une transition rapide et juste vers des économies à faibles émissions de carbone, résistantes au climat et génératrices d’investissements, de croissance et d’emplois. Et une voie qui favorise la cohésion sociale, fait progresser les droits de l’homme et l’égalité des sexes, et construit la paix.

La déclaration comprend 12 engagements visant à faire progresser “Notre agenda commun” – qui réaffirme la nécessité d’un multilatéralisme inclusif, efficace et en réseau et le rôle central des Nations unies. Grâce à l’initiative UN75, les Nations unies ont identifié les questions qui, selon les citoyens du monde entier, sont les plus urgentes dans le cadre des 12 engagements reflétés dans la déclaration UN75.

Les États membres ont demandé au Secrétaire général de présenter des recommandations sur la manière dont les Nations Unies aborderont ces 12 engagements “pour faire avancer notre agenda commun” avant la fin de la 75^e session de l’Assemblée générale, en septembre 2021.

Guidé par les 12 engagements pris dans la déclaration de l’UN75 et par les vastes dialogues et réactions reçus dans le cadre de cette initiative, le Secrétaire général a lancé un processus de réflexion approfondie sur l’avenir du multilatéralisme afin d’alimenter son rapport et ses recommandations sur “Notre agenda commun”. La coopération internationale étant à la fois plus éprouvée et plus vitale que jamais, “Notre agenda commun” revigorera les valeurs, les fondements et l’esprit du multilatéralisme pour atteindre ces objectifs et réexaminer la solidarité au sein des sociétés, entre les peuples, ainsi qu’avec les jeunes et les générations futures.

Pour ce faire, le Secrétaire général tiendra compte des contributions et des recommandations reçues d’un groupe diversifié de **leaders d’opinion** de divers pays et milieux, de **jeunes penseurs** de moins de 30 ans du monde entier, de “**Nous, les peuples**”, qui comprend des propositions de la **société civile** de toutes les régions qui nous ont été communiquées dans le cadre de la conversation mondiale de l’UN75, du **secteur privé, de dirigeants locaux et d’autres partenaires non gouvernementaux** ayant une expertise sur les thèmes de la Déclaration de l’UN75, et des **États membres de l’ONU**. Des gens du monde entier s’expriment, et les Nations unies et les États membres écoutent et agissent.

LES 12 ENGAGEMENTS DE LA DÉCLARATION UN75

01

NE LAISSER
PERSONNE
DERRIÈRE



02

PROTÉGER NOTRE
PLANÈTE



03

PROMOUVOIR
LA PAIX &
PRÉVENIR
LES CONFLITS



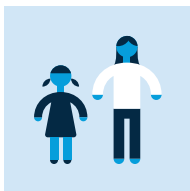
04

RESPECTER LE
DROIT INTERNA-
TIONAL & GARANTIR
LA JUSTICE



05

PLACER
LES FEMMES &
LES FILLES
AU CENTRE



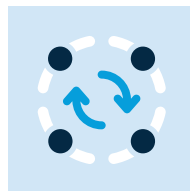
06

CONSTRUIRE
LA CONFIANCE



07

AMÉLIORER
LA COOPÉRATION
NUMÉRIQUE



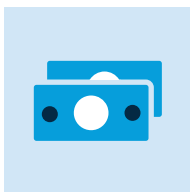
08

MODERNISER
LES NATIONS
UNIES



09

ASSURER UN
FINANCEMENT
DURABLE



10

RENFORCER LES
PARTENARIATS



11

ÉCOUTER &
TRAVAILLER AVEC
LES JEUNES



12

ÊTRE PRÉPARÉS



Dans le cadre de cette prochaine phase du 75e anniversaire de l'ONU, qui vise à faire progresser "Notre agenda commun" en revigorant un multilatéralisme inclusif, en réseau et efficace, le Secrétaire général proposera des recommandations pour une action mondiale transformatrice afin de résoudre les problèmes communs, de fournir des biens publics mondiaux essentiels et de se préparer aux menaces et aux opportunités de l'avenir. Le rapport sera disponible à la fin de la 75e session de l'AGNU en septembre 2021.

Synthétiser les priorités des gens, leurs idées d'action et leurs appels pour que les Nations unies changent leur mode de fonctionnement

Lors de la commémoration officielle du 75e anniversaire des Nations Unies, le 21 septembre 2020, le Secrétaire général a présenté les principales conclusions des dialogues et des sondages consignés dans notre rapport UN75, [L'avenir que nous voulons](#).²

Dans ce rapport, nous mettons à jour les conclusions sur les défis et priorités mondiaux et les attentes en matière de coopération internationale en nous basant sur les résultats du sondage et du dialogue UN75 jusqu'au 3 novembre 2020. Ce rapport comprend également des informations sur les multiples actions et solutions que des personnes de toutes les régions, de tous les secteurs, de tous les âges et de tous les milieux ont recommandées au cours des dialogues de l'UN75 comme mesures que l'ONU pourrait prendre pour relever les défis mondiaux d'aujourd'hui.

Dans un exercice séparé, nous avons examiné les priorités des participants, leurs idées pour

relever les défis mondiaux et la manière dont elles s'inscrivent dans les 12 engagements de la déclaration de l'UN75, en nous concentrant d'abord sur les solutions et les idées d'action partagées dans les dialogues, puis en intégrant les informations que nous avons reçues par le biais d'autres flux de données de l'UN75. Nous présentons cette analyse distincte sur le [site web de l'UN75](#).

Comment l'ONU 75 peut susciter des actions pour son 100e anniversaire

Que se passe-t-il ensuite ? Comment les idées partagées par tant de personnes dans le cadre de l'initiative de l'UN75 peuvent-elles susciter des actions concrètes et renforcer la coopération internationale ? En contribuant au processus de réflexion approfondie du Secrétaire général au cours de l'année à venir pour faire avancer "notre agenda commun", guidés par les 12 domaines d'engagement de la déclaration de l'UN75 et en écoutant attentivement ces idées et propositions partagées par le biais de la conversation mondiale de l'UN75, nous avons tracé deux voies pour y parvenir :

1) La création d'un dépôt numérique en ligne de toutes les conclusions (conformément à la réglementation sur la protection des données). Cela permettra aux voix des participants de résonner au-delà de 2020 et servira de ressource pour l'ONU et d'autres acteurs afin de rechercher des changements en accord avec les priorités identifiées.

2) Le suivi de la déclaration de l'UN75. Ce rapport de synthèse et les données brutes contenant les idées reçues dans le cadre de l'initiative UN75 sont à la disposition de tous pour le suivi de la Déclaration UN75.

PARTICIPATION GLOBALE : QUI A PARTICIPÉ

Plus d'1,5 million de personnes des 193 États membres et observateurs de l'ONU se sont jointes à la conversation de l'UN75. Plus de 1,3 million de personnes ont répondu au sondage d'une minute ; des centaines de milliers de personnes de plus de 100 pays ont participé aux dialogues de l'UN75 ; 50 000 personnes dans 50 pays ont participé à un sondage représentatif ; des centaines de milliers de jeunes ont joué aux jeux de

l'UN75 ; et des centaines de chercheurs ont participé à un processus de cartographie de la recherche. Nous estimons que grâce aux réseaux étendus et à nos collaborateurs, plus de 60 000 organisations et plus de 907 millions de personnes ont vu les nouvelles, les événements et les mises à jour de l'UN75. Les détails des organisations et réseaux collaborateurs peuvent être consultés sur le site [UN75](#).

LA PORTÉE MONDIALE DANS TOUS LES SECTEURS

JEUNESSE

- Les enfants et les jeunes à l'école
- Les jeux en ligne UN75, comme Kahoot!, auxquels jouent des centaines de milliers de jeunes
 - Organisations de jeunesse
- Le rapport U de l'UNICEF et le sondage 2030 Youth Force

COMMUNAUTÉS D'ENTREPRISES ET SPORTIVES

- Réseaux d'entreprises et d'employeurs
- Entreprises technologiques et compagnies de téléphone
- Plateformes de médias sociaux
- Associations sportives

UNIVERSITÉS ET GROUPES DE RÉFLEXION

- Plus de 400 universités, collèges, instituts de recherche politique, réseaux et associations
- Étudiants, chercheurs, enseignants, leaders d'opinion
- Recherche



PARLEMENTAIRES, VILLES, ACTEURS DU GOUVERNEMENT LOCAL

- Union interparlementaire, partenariat avec des parlementaires dans 179 États membres de l'ONU
- Le réseau Cités et gouvernements locaux unis a mobilisé plus de 1 000 villes, représentant la moitié de la population mondiale
- Le Club de Madrid a engagé les premiers ministres de 65 pays

LES CITOYENS, AU NIVEAU LOCAL

- Plus de 30 000 mouvements sociaux mondiaux, ONG, petits groupes communautaires de base
- Groupes vulnérables et sous-représentés
- Bureaux des coordinateurs résidents des Nations unies, centres d'information des Nations unies, Volontaires des Nations unies, bureaux régionaux de coordination du développement des Nations unies et organes des Nations unies
- Personnes influentes et personnalités de premier plan dans les médias sociaux

CINQ FLUX DE DONNÉES UN75 POUR RECUEILLIR LES PRIORITÉS ET LES SOLUTIONS

L'initiative de l'UN75 était un exercice de collecte de l'opinion mondiale sur les attitudes envers les défis mondiaux et la coopération internationale. Nous avons recueilli des points de vue, des priorités et des solutions par le biais de cinq "flux de données" :



SONDAGE D'UNE MINUTE SUR L'UN75

- www.un75.online ouvert à tous, disponible en 64 langues.
- Le sondage a saisi les préoccupations et les priorités des gens pour l'avenir, ainsi que leurs sentiments à l'égard de la coopération mondiale.
- Au 31 décembre 2020, plus de 1,3 million de personnes provenant des 193 États membres des Nations unies y ont participé.
- Analyse quantitative, en partenariat avec le Graduate Institute of International and Development Studies et l'Université de New York.
- Collaboration avec le Programme des Nations unies pour le développement, l'Institut pour l'économie et la paix et d'autres organismes pour faire une analyse croisée des données du sondage UN75 avec l'indice de développement humain, l'indice de paix mondiale et l'indice de bon pays..



DIALOGUES UN75

- Ouverts à tous pour dialoguer sur les priorités futures de leurs communautés et sur la manière de renforcer la coopération internationale, y compris par le biais des Nations unies.
- Une [boîte à outils de dialogue](#) a soutenu les dialogues, encouragé l'action locale et instauré la confiance dans les groupes.
- Les dialogues ont eu lieu en personne, en ligne, par le biais de chats et d'événements sur les médias sociaux, et les participants ont pu soumettre des résumés des dialogues : www.research.net/r/VJ59YQ7
- Au 31 décembre, plus de 3 500 dialogues UN75 ont été enregistrés dans plus de 120 pays, et plus de 1 200 résumés de dialogues ont été reçus de participants de 94 pays.
- Les résumés des dialogues ont été analysés en partenariat avec l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement, et ont permis de dégager les solutions et les idées d'action des participants, organisées en fonction des 12 engagements de la déclaration de l'UN75.



SONDAGES D'OPINION SCIENTIFIQUES ET INDÉPENDANTS

- Ont servi à recouper notre sondage public de masse UN75.
- Edelman Intelligence a mené des sondages représentatifs par téléphone et en ligne dans 36 pays (principalement des pays en développement).
- Le Pew Research Center a mené des sondages téléphoniques représentatifs dans 14 pays.
- Axé sur les vues transnationales des principes multilatéraux, les défis mondiaux, les vues des Nations Unies, la manière dont l'Organisation remplit sa mission.



ANALYSE DES MÉDIAS

- Edelman Intelligence a mené une analyse manuelle et une analyse d'intelligence artificielle de la presse écrite, de la radiodiffusion, de l'Internet et des médias sociaux dans 70 pays sur une période d'un an.
- Cette analyse a pris la température sur les attitudes envers les mégatendances et la coopération internationale.



CARTOGRAPHIE DE LA RECHERCHE

- Cartographie des six langues officielles des Nations unies, couvrant toutes les régions, en collaboration avec l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement
- La cartographie a fait le point sur les dernières réflexions et a rendu plus facilement accessible aux praticiens de la politique les recherches et les données factuelles sur le multilatéralisme, la coopération internationale, les Nations unies et leurs travaux.

DONNÉES ANALYSÉES DANS CE RAPPORT

Ce rapport contient l'analyse des données recueillies entre le 2 janvier et le 3 novembre 2020 :

- 1 220 848 réponses au sondage UN75 de 193 États membres des Nations unies. 12 310 d'entre elles ont été recueillies par le biais d'applications de téléphonie mobile qui ne permettaient pas la collecte de données démographiques et elles sont exclues des analyses croisées avec les données démographiques.
- 1 141 résumés de dialogue UN75 reçus de 94 pays.
- 14 276 réponses représentatives dans 14 pays, grâce au sondage du Pew Research Center.
- 35 777 réponses représentatives à des sondages en ligne et par téléphone dans 36 pays, grâce au sondage d'Edelman.
- Les médias sociaux et traditionnels dans 70 pays.
- Recherche universitaire et politique de toutes les régions, dans les six langues officielles des Nations unies.

RÉGION	RÉPONDANTS AU SONDRAGE DE L'UN75	RÉSUMÉS DES DIA-LOGUES REÇUS	RÉPONDANTS AU SONDRAGE PEW	RÉPONDANTS AU SONDRAGE EDELMAN
Asie centrale et du Sud	314 701	222	-	4 005
Asie de l'Est et du Sud-Est	130 709	304	2 247	5 009
Europe	145 139	75	8 973	6 009
Amérique latine et Caraïbes	88 821	126	-	6 240
Afrique du Nord et Asie occidentale	77 563	80	-	6 513
Amérique du Nord	40 559	122	2 040	-
Océanie et Antarctique	18 673	15	1 016	-
L'Afrique subsaharienne	400 171	86	-	8 001
Autres	4 512	37	-	-
Mixte/en ligne	-	74	-	-
GLOBAL	1 220 848	1 141	14 276	35 777

Voir les comptes détaillés par pays et par sous-région à l'annexe 3. Les données contenues dans ce rapport sont organisées par pays, territoires et zones d'origine, telles que fournies par les répondants. Le rapport utilise les noms de pays et de zones ainsi que la méthodologie utilisée à des fins de traitement statistique et dans ses publications par la Division des statistiques du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat des Nations Unies (<https://unstats.un.org/unsd/methodology/m49/>). Les appellations employées dans ce rapport et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

RÉPARTITION DES RÉPONDANTS AU SONDAGE DE L'UN75

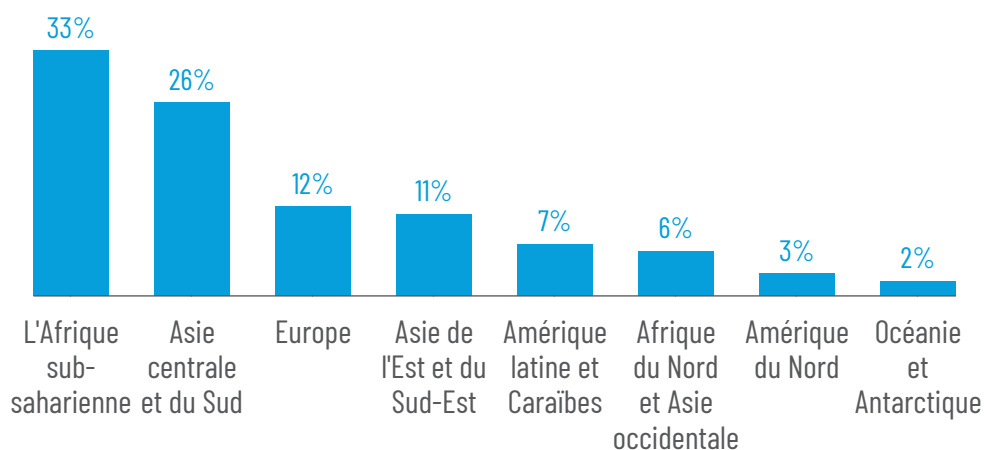
RÉPONDANTS TOTAUX

1.2M

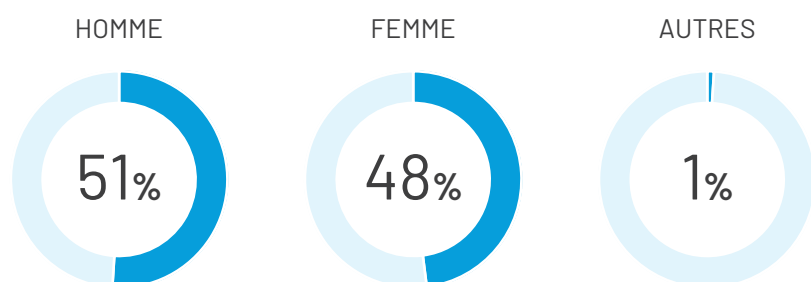
D'ÉTATS MEMBRES

193

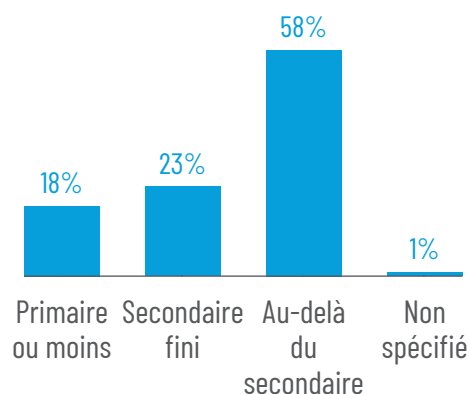
PAR REGION



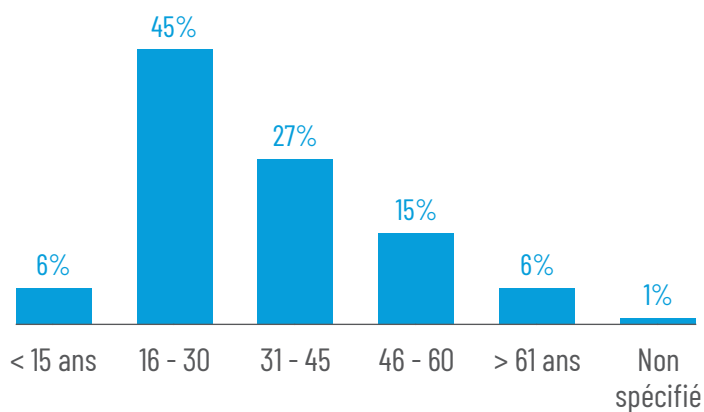
PAR SEXE



PAR ÉDUCATION

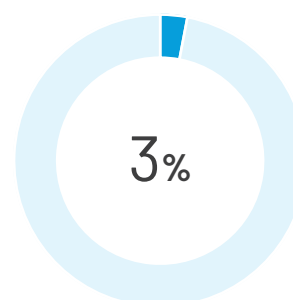


PAR ÂGE



PERSONNES HANDICAPÉES

34K





RESULTATS : PRIORITÉS POUR MIEUX SE RELEVER DE LA PANDÉMIE

EN RÉPONSE À LA COVID-19, DE NOMBREUX CITOYENS DONNENT LA PRIORITÉ À UN MEILLEUR ACCÈS AUX SERVICES DE BASE ET À UNE SOLIDARITÉ MONDIALE ACCRUE À COURT TERME

La pandémie COVID-19 est une menace commune au monde entier, indépendamment de la nationalité, de l'ethnie ou de l'appartenance religieuse. Elle a un impact dévastateur sur les personnes âgées, les femmes et les jeunes filles, les communautés à faibles revenus, les personnes marginalisées et isolées. Elle fait peser de nouvelles menaces sur l'agenda 2030 et les objectifs de développement durable.

Dès le début de la pandémie, le système des Nations Unies s'est mobilisé rapidement et de manière globale pour aider les pays à faire face aux aspects socio-économiques, humanitaires et des droits de l'homme dévastateurs de cette crise. L'Organisation des Nations unies a prit la tête de la réponse sanitaire mondiale, a fourni une aide humanitaire vitale aux plus vulnérables, a mis en place des instruments de réponse rapide à l'impact socio-économique et a défini un vaste programme d'action politique sur tous les fronts. Elle a également fourni une logistique, des services communs et un soutien opérationnel aux gouvernements et aux autres partenaires du monde entier qui se trouvent en première ligne

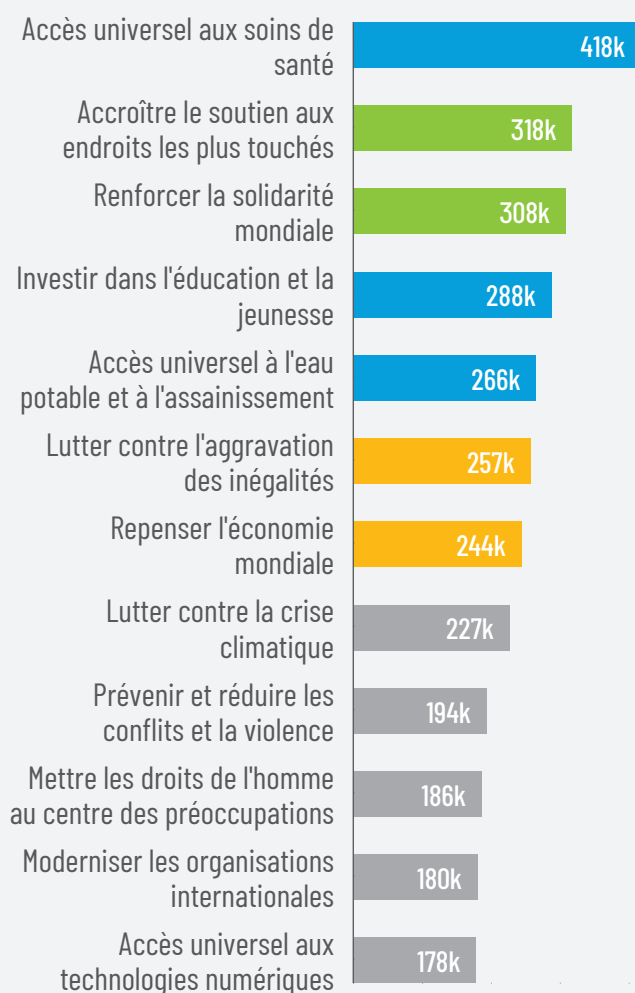
de la pandémie, alors qu'ils mettent en place des réponses nationales à ce nouveau virus et à ce défi mondial sans précédent.

La sortie de cette crise est l'occasion de renforcer notre engagement à mettre en œuvre l'agenda 2030 et les 17 objectifs de développement durable, à lutter contre la crise climatique conformément à l'accord de Paris, les inégalités, l'exclusion, les lacunes des systèmes de protection sociale et les nombreuses autres injustices qui ont été exposées et exacerbées. Le secrétaire général a demandé à plusieurs reprises que le vaccin COVID-19 soit un bien public mondial accessible à tous, partout, et qu'un plan de relance d'urgence représentant au moins 10 % du PIB mondial soit mis en place, ainsi qu'un allègement de la dette pour tous les pays qui en ont besoin. Au-delà de la santé, le Secrétaire général a lancé en mars un appel en faveur d'un cessez-le-feu mondial afin que les pays puissent se concentrer sur la lutte contre le virus. Cet appel a été repris dans son discours à l'Assemblée générale en septembre. Il a également appelé à un nouvel engagement pour faire taire les armes d'ici à la fin de 2020.³



Les priorités immédiates sont l'accès aux services de base, l'aide et la solidarité internationales, la lutte contre les inégalités

- 1. Accès aux services de base ■ 2. Soutien international
■ 3. Lutte contre les inégalités et solidarité



Sondage UN75 Q1 : Quelles devraient être les priorités de la communauté internationale pour mieux se relever de la pandémie ? Base : 1 133 501 (tous les répondants ont répondu cette question à partir du 22 avril). 3.064.111 réponses : les participants pouvaient choisir jusqu'à trois réponses.

Alors que les populations du monde entier continuent de subir les effets sanitaires, sociaux et économiques de COVID-19, la priorité immédiate et à court terme de la plupart des gens partout dans le monde est d'améliorer l'accès aux services de base : soins de santé, éducation, eau et assainissement. Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a tiré la sonnette d'alarme en mai dernier en indiquant que le développement humain avait pris un virage à la baisse pour atteindre des niveaux jamais vus depuis l'introduction de l'indice de développement humain en 1990.⁴

LES CINQ PILIERS DE LA RÉPONSE DU SYSTÈME DE DÉVELOPPEMENT DES NATIONS UNIES COVID-19

- 1 LA SANTÉ D'ABORD**
Protéger les services et les systèmes de santé pendant la crise
- 2 PROTÉGER LES PERSONNES**
Protection sociale et services de base
- 3 RÉACTION ET REPRISE ÉCONOMIQUES**
Protéger l'emploi, les petites et moyennes entreprises et les travailleurs du secteur informel
- 4 RÉPONSE MACROÉCONOMIQUE ET COLLABORATION MULTILATÉRALE**
- 5 COHÉSION SOCIALE ET RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS**



Le cadre du système de développement des Nations unies pour la réponse socio-économique immédiate à la COVID-19 s'aligne sur ces priorités. Il offre un ensemble complet de réponses du système de développement des Nations unies, selon cinq axes de travail, liés par la durabilité environnementale. L'égalité des sexes est impérative, tout comme la priorité accordée aux services de santé, la protection des personnes par la protection sociale et les services de base, la protection des emplois, la réponse macroéconomique et la collaboration multilatérale, ainsi que la cohésion sociale et la résilience des communautés.

L'accès universel aux soins de santé est la première priorité immédiate des répondants de UN75, alors que les systèmes de santé du monde entier font face à la pression

COVID-19 a mis en lumière l'énorme déficit d'accès aux soins de santé pour les populations du monde entier. En avril 2020, les Nations unies ont indiqué qu'au moins la moitié du monde ne disposait

toujours pas d'une couverture complète des services de santé essentiels, et qu'environ 100 millions de personnes étaient encore poussées dans l'extrême pauvreté en raison des coûts de la santé.⁵

Dans ce contexte, "l'accès universel aux soins de santé" est la première priorité immédiate des répondants au sondage de l'UN75 dans toutes les régions sauf deux. Cela reflète la triste réalité rapportée par le PNUD, à savoir que les décès quotidiens liés à la COVID-19 ont dépassé les autres causes de décès courantes pendant une grande partie de l'année 2020. Les services d'urgence, les systèmes de santé et les travailleurs de la santé sont soumis à d'énormes pressions dans le monde entier, avec des impacts indirects sur la santé qui devraient également augmenter.⁶

L'accès universel aux soins de santé n'arrive qu'en deuxième position dans deux régions - l'Afrique subsaharienne et l'Asie de l'Est et du Sud-Est - où les personnes interrogées ont classé respectivement "l'augmentation du soutien aux pays et territoires les plus touchés" et "le renforcement de la solidarité mondiale" à un niveau légèrement supérieur.

RÉSUMÉ DES DISCUSSIONS DES PARTICIPANTS AU DIALOGUE DE L'UN75 SUR LA PRÉPARATION, LA GESTION, LE RÉTABLISSEMENT ET LES POSSIBILITÉS EN CAS DE PANDÉMIE



Les participants ont massivement observé que la pandémie de Covid-19 était un rappel irréfutable de notre fragilité et de notre interdépendance.

Seule une coopération multilatérale suffirait pour régner sur la pandémie, s'en remettre et en tirer les leçons. Vous pouvez consulter leurs suggestions nombreuses et détaillées sous l'engagement 12 "Nous serons préparés". Voici quelques-unes des principales solutions proposées :

Sur la préparation

- Les États membres de l'ONU peuvent renforcer la coopération internationale, y compris le rôle de l'OMS au sein de l'ONU.
- Les pays devraient consacrer davantage de ressources à la surveillance des zoonoses émergentes et partager les informations de manière transparente et opportune.
- Les États membres des Nations unies et les fonds multilatéraux devraient aider les pays en développement à renforcer leurs systèmes de santé nationaux afin de garantir la mise en place d'infrastructures permettant de gérer les futures pandémies.
- Des structures et des plates-formes devraient être mises en place pour aider les pays à coopérer en matière de recherche, à développer des vaccins et à les distribuer équitablement. Les États et les fabricants privés doivent s'entendre pour que le vaccin soit distribué de manière équitable, sans préférence pour un pays en particulier.

- Il convient d'évaluer à l'avance les éléments de la préparation, de la gestion et du rétablissement en cas de pandémie qui doivent être réalisés au niveau central, par opposition aux éléments qu'il est préférable de réaliser au niveau local.

Sur la gestion actuelle de la pandémie

- Les pays devraient prendre la responsabilité de veiller à ce que des politiques de prévention et des mesures de santé publique adéquates, conformes aux lignes directrices de l'OMS, soient mises en place et appliquées avec fermeté.
- Il convient de renforcer les systèmes de partage de l'information afin que les pays puissent échanger de manière transparente des informations en temps réel sur leur situation actuelle en matière de pandémie.
- Des partenariats avec des agences de développement devraient être créés pour garantir que tous les avis et informations sanitaires de Covid-19 atteignent les gens à tous les niveaux, y compris dans les communautés éloignées et défavorisées.

Sur le recouvrement

- Les États membres des Nations unies qui en ont les moyens devraient aider les pays les plus pauvres à investir pleinement leurs ressources pour atténuer les effets secondaires économiques, sociaux, sanitaires et psychologiques de la crise actuelle sur les groupes les plus vulnérables.
- En ce qui concerne l'éducation, la communauté internationale devrait

- Poursuite du résumé des discussions des participants au dialogue de l'ONU75 sur la préparation, la gestion, le rétablissement et les possibilités en cas de pandémie

donner la priorité à la fourniture d'une éducation de qualité et à l'accès à l'apprentissage en ligne et à distance, en particulier dans les pays où l'accès à l'internet est faible. Les banques d'ordinateurs portables et de tablettes pourraient aider les étudiants les plus pauvres à accéder à la technologie.

- En ce qui concerne la réponse au niveau communautaire, des initiatives et des collaborations multi-institutionnelles devraient être établies entre pour fournir des services bien réfléchis aux communautés locales, sur la base de leur propre identification de ce dont elles ont besoin.
- Le secteur caritatif et à but non lucratif, si essentiel pour soutenir le rétablissement des communautés, a également été touché par la pandémie, les particuliers et les gouvernements étant appelés à veiller à ce que ce secteur se rétablisse lui-même afin qu'il puisse jouer le rôle important dans le rétablissement qu'il est autrement particulièrement bien placé pour jouer.

Tirer parti des possibilités offertes par la pandémie

- Les investissements et le développement futurs des technologies médicales ont été considérés comme susceptibles de contribuer à la santé et à la sécurité publiques et de réduire les risques associés aux pandémies et aux

crises sanitaires. La recherche et le développement dans ces domaines et dans d'autres devraient être une priorité des collaborations et du soutien à la recherche internationale.

- La pandémie a démontré que la santé publique est l'un des principaux avantages de la technologie sans contact et que des efforts doivent être faits pour poursuivre sur la lancée de la culture numérique.
- Pour beaucoup, Covid-19 a transformé le lieu de travail. Outre les risques, les leçons de la pandémie peuvent entraîner des changements à un rythme jusqu'alors imprévu : une plus grande visibilité de ce que suppose la prestation de soins, une répartition plus égale des responsabilités et un accès aux opportunités entre les sexes, un meilleur accès aux opportunités pour les personnes vivant dans des endroits éloignés, la revitalisation potentielle des régions en voie de disparition et l'atténuation des pressions environnementales sur les centres urbains denses.
- La pandémie, grâce à l'utilisation croissante des outils de réunion virtuelle comme moyen de communication standard, a rassemblé des personnes du monde entier qui n'auraient pas pu partager leurs expériences auparavant, renforçant ainsi la compréhension, la tolérance et le sens de la communauté mondiale au cœur de la mission de l'ONU.

Comme COVID-19 force les enfants à quitter l'école, l'accès à l'éducation apparaît comme l'une des principales priorités des répondants de l'UN75, en particulier dans les pays à faible développement humain

L'augmentation des investissements dans les programmes d'éducation et de jeunesse, un autre service de base essentiel, s'est classée au quatrième rang de toutes les priorités immédiates pour se relever de la pandémie. Il s'agissait de la troisième priorité pour les personnes interrogées dans les pays d'Afrique subsaharienne et d'Asie centrale et du Sud, où il existe de nombreux pays à faible développement humain.

Cela reflète les conclusions du PNUD selon lesquelles le "taux effectif de déscolarisation" - le pourcentage ajusté d'enfants en âge d'aller à l'école primaire confrontés à la fermeture des écoles, représentant les ménages ayant un accès à Internet et la possibilité de poursuivre un apprentissage structuré - en mai 2020 était le plus élevé dans les pays à faible développement humain (86 %, soit une augmentation de 59 points de pourcentage), suivis des pays à développement humain moyen (74 %, soit une augmentation de 67 points de pourcentage) et des pays à développement humain élevé (47 %, soit une augmentation de 41 points de pourcentage). La majorité des enfants d'âge scolaire dans les pays à développement humain très élevé ont eu la possibilité de poursuivre un apprentissage structuré, avec un taux effectif de déscolarisation de 20 % (bien qu'il y ait encore une augmentation de 19 points de pourcentage).⁷



INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN

En collaboration avec le PNUD, nous avons recoupé nos données UN75 avec l'indice de développement humain (IDH) afin d'observer les schémas et les corrélations entre les réponses des répondants et les niveaux de développement humain de leur pays. L'Indice de développement humain a été créé pour souligner que les personnes et leurs capacités devraient être le critère ultime d'évaluation du développement d'un

pays, et non la seule croissance économique. L'IDH est une mesure agrégée des résultats moyens dans les dimensions clés du développement humain : une vie longue et saine, le fait d'être bien informé et d'avoir un niveau de vie décent. [Pour en savoir plus.](#)

BURKINA FASO UNICEF/Frank Dejongh

TIRÉ DES DIALOGUES UN75

“

Il existe des preuves solides que l'inégalité et l'exclusion peuvent être combattues efficacement par la fourniture d'une santé et d'une éducation complètes et universelles.

”

Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies, New York University Center on International Cooperation, USA, dialogue avec des femmes.

“

Nous devons être à l'écoute des jeunes, qui sont un partenaire clé pour faire avancer l'Agenda 2030. Il est important à la fois d'élargir leur accès au meilleur de la technologie numérique, de les protéger contre les dangers en ligne et de leur donner les moyens de savoir comment se protéger.

”

Bureau du coordinateur résident des Nations unies, Chine, dialogue avec les étudiants, 16-30 ans.



Au-delà de l'accès aux soins de santé, les deuxième et troisième priorités immédiates des répondants au sondage de l'UN75 varient selon les régions


CLASSEMENT DES PRIORITÉS 1ER 2E 3E	Mondial	Asie centrale & du Sud	Asie de l'Est & du Sud-Est	Europe	Amérique latine & Caraïbes	Afrique du Nord & Asie occidentale	Amérique du Nord	Océanie & Antarctique	L'Afrique subsaharienne
Accès universel aux soins de santé	37%	34%	36%	42%	48%	46%	47%	49%	32%
Accroître le soutien aux endroits les plus touchés	28	25	26	24	26	31	24	34	32
Renforcer la solidarité mondiale	27	22	36	28	23	28	23	24	29
Investir dans l'éducation & la jeunesse	25	22	24	24	26	27	20	27	29
Accès universel à l'eau potable & à l'assainissement	23	20	27	26	29	23	31	27	22
Lutter contre l'aggravation des inégalités	23	16	30	20	29	20	27	25	25
Repenser l'économie mondiale	22	14	20	32	27	20	21	19	24
Lutter contre la crise climatique	20	16	21	31	24	16	31	21	18
Prévenir et réduire les conflits et la violence	17	13	20	16	12	20	17	19	20
Mettre les droits de l'homme au centre des préoccupations	16	13	14	21	19	19	22	15	18
Moderniser les organisations internationales	16	13	14	11	9	14	11	16	22
Accès universel aux technologies numériques	16	15	16	8	11	13	9	14	21

Sondage UN75 Q1 : Quelles devraient être les priorités de la communauté internationale pour mieux se remettre de la pandémie ? La base : 1 129 006 (tous les répondants à partir du 22 avril, à l'exclusion des "autres" pays). Asie centrale et méridionale (303 450), Asie de l'Est et du Sud-Est (118 379), Europe (125 255), Amérique latine et Caraïbes (77 241), Afrique du Nord et Asie occidentale (70 085), Amérique du Nord (32 889), Océanie et Antarctique (17 524), Afrique subsaharienne (384 200). 3 051 757 réponses au total : les répondants pouvaient choisir jusqu'à trois réponses.

L'accès à l'eau potable et à l'assainissement est une priorité immédiate pour les personnes interrogées dans le cadre de l'UN75, quel que soit le niveau de développement humain de leur pays

Selon le PNUD, 785 millions de personnes n'ont toujours pas accès à des sources d'eau potable de base, et environ 3 milliards de personnes n'ont pas d'installations de base pour se laver les mains avec de l'eau et du savon dans leur foyer⁸. Alors que l'Organisation mondiale de la santé et les gouvernements du monde entier ont mené des campagnes pour promouvoir le lavage des mains au savon comme moyen de défense essentiel contre le virus, il n'est pas étonnant que l'accès à l'eau potable et à l'assainissement soit une priorité essentielle pour les populations des pays à développement humain élevé et faible. C'était la troisième priorité pour les populations d'Amérique du Nord, d'Amérique latine et des Caraïbes, d'Océanie et d'Antarctique.

En Amérique du Nord, le pourcentage de personnes interrogées qui ont choisi "Accès universel à l'eau potable et à l'assainissement" n'était que légèrement inférieur à celui qui a choisi "Lutte contre la crise climatique" - la deuxième priorité immédiate pour se remettre de la pandémie dans la région. En examinant les réponses des personnes interrogées en fonction du niveau de développement de leur pays, on constate que les pays à très haut niveau de développement humain ont choisi "Assurer l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement" comme deuxième priorité immédiate pour mieux se remettre de la pandémie.

 Dans leur sondage, dans une conclusion connexe, Edelman a constaté que les personnes interrogées dans les pays à revenu national brut (RNB) élevé et faible considéraient que la pauvreté et les mauvaises conditions de vie étaient le deuxième problème le plus important aujourd'hui, après la pandémie

Classement des plus grands problèmes dans le monde aujourd'hui

	1ER	2ÈME	3ÈME	4ÈME	5ÈME
Grande affluence	Pandémies telles que COVID-19	La pauvreté et le faible niveau de vie	Changement climatique	Le terrorisme international	Pays utilisant des armes nucléaires
Faible affluence	Pandémies telles que COVID-19	La pauvreté et le faible niveau de vie	Manque de sécurité de l'emploi/ chômage	Des soins de santé médiocres et une faible espérance de vie	Le terrorisme international

Source : Edelman. Q3. Selon vous, quels sont les trois plus grands problèmes dans le monde aujourd'hui ? La base : Toutes les réponses sélectionnent un enjeu majeur dans le monde (35 149), Faible affluence (13 926), Forte affluence (8 869). Revenu national brut (RNB) basé sur la [classification du RNB de la Banque mondiale](#).

UN RNB ÉLEVÉ		RNB MOYEN-SUPÉRIEUR		RNB MOYEN INFÉRIEUR	
Chili	Pologne	Argentine	Indonésie	Angola	Nigeria
République tchèque	Portugal	Brésil	Malaisie	Bangladesh	Pakistan
Hongrie	Arabie Saoudite	Chine	Mexique	Cameroun	Sénégal
Israël	Singapour	Colombie	Russie	Égypte	Tanzanie
Norvège	Émirats arabes unis	République dominicaine	Afrique du Sud	Inde	Ukraine
		Gabon	Turquie	Kenya	Ouzbékistan
				Maroc	Vietnam

Au-delà des services de base, de nombreux répondants de l'UN75 se sont tournés vers la communauté internationale pour qu'elle soutienne les personnes et les communautés les plus touchées, et ont appelé à une solidarité accrue entre les personnes et les nations

Les personnes interrogées dans les régions où la proportion de pays à faible développement humain est plus élevée, notamment en Asie centrale et méridionale, en Afrique du Nord et en Asie occidentale, ainsi qu'en Océanie, ont placé le "soutien accru aux personnes et aux communautés les plus touchées" en deuxième priorité pour que la communauté internationale se relève mieux de la pandémie. Les répondants d'Asie de l'Est et du Sud-Est, d'Afrique du Nord et d'Asie occidentale ont donné la priorité au "renforcement de la solidarité entre les peuples et les nations", respectivement en deuxième et troisième position.

De nombreuses personnes interrogées dans les pays à très haut niveau de développement humain sont moins enclines à considérer le "soutien aux endroits les plus touchés" comme une grande priorité. Cela peut refléter la tendance à se replier sur soi-même au milieu de la pandémie, car tous les pays, y compris les pays à très haut niveau de développement, sont aux prises avec les chocs sanitaires et socio-économiques de COVID-19.



Priorités immédiates pour mieux se remettre de la pandémie, selon le niveau de développement humain du pays

CLASSEMENT DES PRIORITÉS 1ER 2E 3E	Mondial	CATÉGORIE DE L'INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN			
		Très élevé	Haut	Moyen	Faible
Accès universel aux soins de santé	37%	42%	44%	33%	33%
Accroître le soutien aux endroits les plus touchés	28	22	30	29	30
Renforcer la solidarité mondiale	27	29	30	24	29
Investir dans l'éducation & la jeunesse	25	22	27	24	29
Accès universel à l'eau potable & à l'assainissement	23	29	22	21	22
Lutter contre l'aggravation des inégalités	23	26	23	19	25
Repenser l'économie mondiale	22	27	22	18	23
Lutter contre la crise climatique	20	28	20	16	19
Prévenir et réduire les conflits et la violence	17	17	17	15	21
Mettre les droits de l'homme au centre des préoccupations	16	19	18	13	18
Moderniser les organisations internationales	16	11	13	15	24
Accès universel aux technologies numériques	16	10	15	16	21

Sondage UN75 Q1 : Quelles devraient être les priorités de la communauté internationale pour mieux se remettre de la pandémie ? La base : 1 125 857 (tous les répondants à partir du 22 avril). Analyse croisée avec les groupes de pays de l'indice de développement humain : IDH très élevé (244 712), IDH élevé (215 931), IDH moyen (386 992), IDH faible (278 222), aucune donnée IDH disponible (7 644). 3 042 981 réponses au total : les répondants pouvaient choisir jusqu'à trois réponses.

De nombreux répondants de l'UN75 se sont inquiétés des inégalités aggravées par la pandémie COVID-19 et les mesures d'endiguement

L'accent mis par les répondants sur l'accès aux services de base et le renforcement de la solidarité et du soutien aux personnes les plus touchées peut être vu à travers le prisme des inégalités. Les répondants du monde entier ont ensuite donné la priorité à la lutte contre les inégalités qui se sont aggravées à la suite de la COVID-19 et à la refonte de l'économie mondiale.

Si aucun pays ou région n'a été épargné par les effets néfastes de la pandémie, les pays à développement humain faible et moyen et les

groupes minoritaires et à faible revenu ont été bien plus touchés par les effets sanitaires de la pandémie, ainsi que par les répercussions socio-économiques, qui ont accru les inégalités au sein des pays et entre eux.⁹ Les populations d'Amérique latine et des Caraïbes, et d'Asie de l'Est et du Sud-Est ont donné la priorité à la "lutte contre les inégalités qui se sont creusées à la suite de la COVID-19", en tant que deuxième et troisième priorités respectivement. Les personnes interrogées en Amérique du Nord, en Océanie et en Antarctique ainsi qu'en Afrique subsaharienne ont également classé la lutte contre les inégalités en quatrième, cinquième et cinquième position, respectivement.

Au-delà de l'accès aux services de base, le PNUD signale que les inégalités d'accès à ces "capacités renforcées" entre les populations du monde entier se sont déjà creusées dans les années précédant la COVID-19.¹⁰

TIRÉ DES DIALOGUES UN75



L'ONU a contribué de manière significative à la construction d'un monde plus pacifique et plus égalitaire, mais chaque personne qui n'est pas encore scolarisée, qui vit encore dans la pauvreté ou qui ne sait pas d'où viendra son prochain repas devrait nous rappeler qu'il reste beaucoup à faire



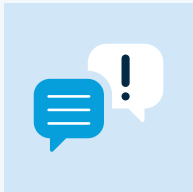
L'ONU Brésil dialogue avec des professionnels du monde des affaires, âgés de 31 à 45 ans, pour la plupart des hommes.

Une part importante des répondants de l'UN75 dans les pays et régions à développement humain élevé place la lutte contre la crise climatique parmi leurs principales priorités immédiates

En Amérique du Nord et en Europe, où l'accès à la plupart des services de base est généralement plus élevé que dans d'autres régions, les personnes interrogées ont donné la priorité à la "lutte contre la crise climatique avec une plus grande urgence" (classée deuxième en Amérique du Nord et troisième en Europe) après "l'accès universel aux soins de santé".

Le PNUD souligne, dans son Rapport sur le développement humain 2020, que les déséquilibres planétaires et sociaux s'exacerbent mutuellement. Les profondes inégalités qui existent déjà sont aggravées par le changement climatique, la dégradation de l'environnement, ainsi que par des effets d'entraînement tels que les pandémies de santé, et devraient continuer à s'aggraver.¹¹

RÉSUMÉ DES DISCUSSIONS DES PARTICIPANTS AU DIALOGUE DE L'UN75 SUR LES INÉGALITÉS



Veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte signifie, pour les participants au dialogue, s'engager à mettre pleinement

en œuvre l'Agenda 2030 en abordant le développement durable dans toutes ses dimensions. Les participants veulent un monde où les richesses sont réparties plus équitablement, avec un soutien aux plus défavorisés, comme le reflète l'engagement 1 "Nous ne laisserons personne à la traîne". Les participants ont convenu que des approches intégrées et des actions progressives menées par diverses parties prenantes sont essentielles pour s'assurer que personne n'est laissé pour compte. Voici quelques-unes des principales solutions proposées :

Inclusion des groupes marginalisés et vulnérables

- Les gouvernements nationaux et le système des Nations unies devraient donner la priorité à l'inclusion des groupes vulnérables dans le processus décisionnel en élaborant des politiques appropriées, en particulier les communautés autochtones et LGBTQI+.
- Les gouvernements devraient prendre des mesures pour ratifier et soutenir les droits universels des personnes handicapées et promouvoir la création d'une convention des Nations unies pour protéger les droits des personnes âgées.
- Le secteur privé devrait jouer un rôle dans la lutte contre le racisme et la création d'opportunités économiques pour les femmes et les minorités ethniques.

L'accès aux services de base pour tous

- L'accès universel aux soins de santé, y compris les soins de santé mentale, devrait être assuré par les gouvernements nationaux dans le monde entier.
- Établir un accord international pour garantir la gratuité de l'eau et de l'assainissement.

Se concentrer sur l'accès équitable à une éducation de qualité

- Les gouvernements devraient promouvoir la réforme de l'éducation pour répondre aux besoins de l'avenir, et veiller à ce que l'éducation soit abordable pour tous les niveaux de revenus, et à ce qu'elle soit inclusive.
- Les écoles peuvent améliorer la formation des enseignants et assurer un matériel pédagogique et des programmes de développement des compétences actualisés et pertinents.

Promouvoir l'inclusion socio-économique

- L'introduction d'un revenu de base universel, ainsi que des politiques de soutien économique et une réforme fiscale peuvent atténuer la pauvreté et réduire les inégalités.
- Le système des Nations unies devrait donner la priorité à l'aide aux communautés les plus touchées par COVID-19 et aux communautés rurales mal desservies.

► Suite du résumé des discussions des participants au dialogue UN75 sur les inégalités

Faire face à la crise des réfugiés et des migrants

- Les gouvernements nationaux devraient s'efforcer d'améliorer les politiques de migration, notamment en assurant une gestion meilleure et plus humaine des arrivées de réfugiés et de migrants, et en garantissant la sécurité des voyages pour tous.
- Le système des Nations unies et les États membres devraient s'efforcer d'améliorer la gestion des flux migratoires

internationaux, de revoir le champ d'application de la Convention sur les réfugiés afin de prendre en compte les personnes contraintes de migrer en raison de facteurs climatiques et environnementaux, et d'améliorer les conditions de vie dans les camps de réfugiés grâce à des possibilités d'éducation et d'emploi, et de réduire la durée de séjour dans les camps grâce à l'augmentation du nombre de visas humanitaires et à des possibilités de réinstallation plus rapides.



AFGHANISTAN Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan



RESULTATS : PERSPECTIVES POUR 2045 : MENACES ET DÉFIS

LA PLUPART DES RÉPONDANTS SONT PLUS OPTIMISTES POUR L'AVENIR

Globalement, les personnes interrogées sont beaucoup plus nombreuses à penser que la situation des gens sera meilleure en 2045 qu'aujourd'hui (49 %) que celles qui pensent qu'elle sera pire (32 %). Des tendances fortes sont visibles au niveau régional, ainsi que lorsque l'on examine les opinions des répondants au sondage de l'UN75 en fonction du niveau de développement humain de leurs pays respectifs.

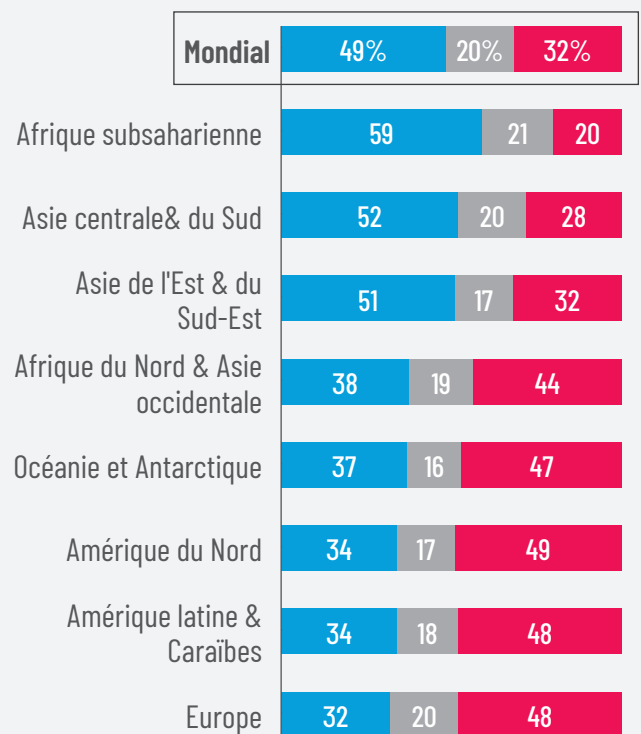
Les personnes interrogées en Afrique subsaharienne sont, de loin, les plus optimistes quant à l'avenir, 59 % d'entre elles estimant que la situation des gens sera meilleure en 2045 qu'elle ne l'est aujourd'hui. Viennent ensuite l'Asie centrale et du Sud (52 %) et l'Asie de l'Est et du Sud-Est (51 %).

En revanche, les personnes interrogées dans le cadre du sondage de l'UN75 en Europe étaient pour la plupart pessimistes quant à l'avenir, 48 % d'entre elles estimant que la situation des gens sera pire qu'aujourd'hui (contre 32 % qui ont répondu mieux). De même, 49 % des personnes interrogées en Amérique du Nord pensent que la situation des gens sera pire à l'avenir, suivies par l'Amérique latine et les Caraïbes (48 % de pessimistes), et l'Océanie et l'Antarctique (47 % de pessimistes).



Les perspectives d'avenir des répondants au sondage de l'UN75 varient selon les régions

■ Mieux ■ Les mêmes ■ Pires

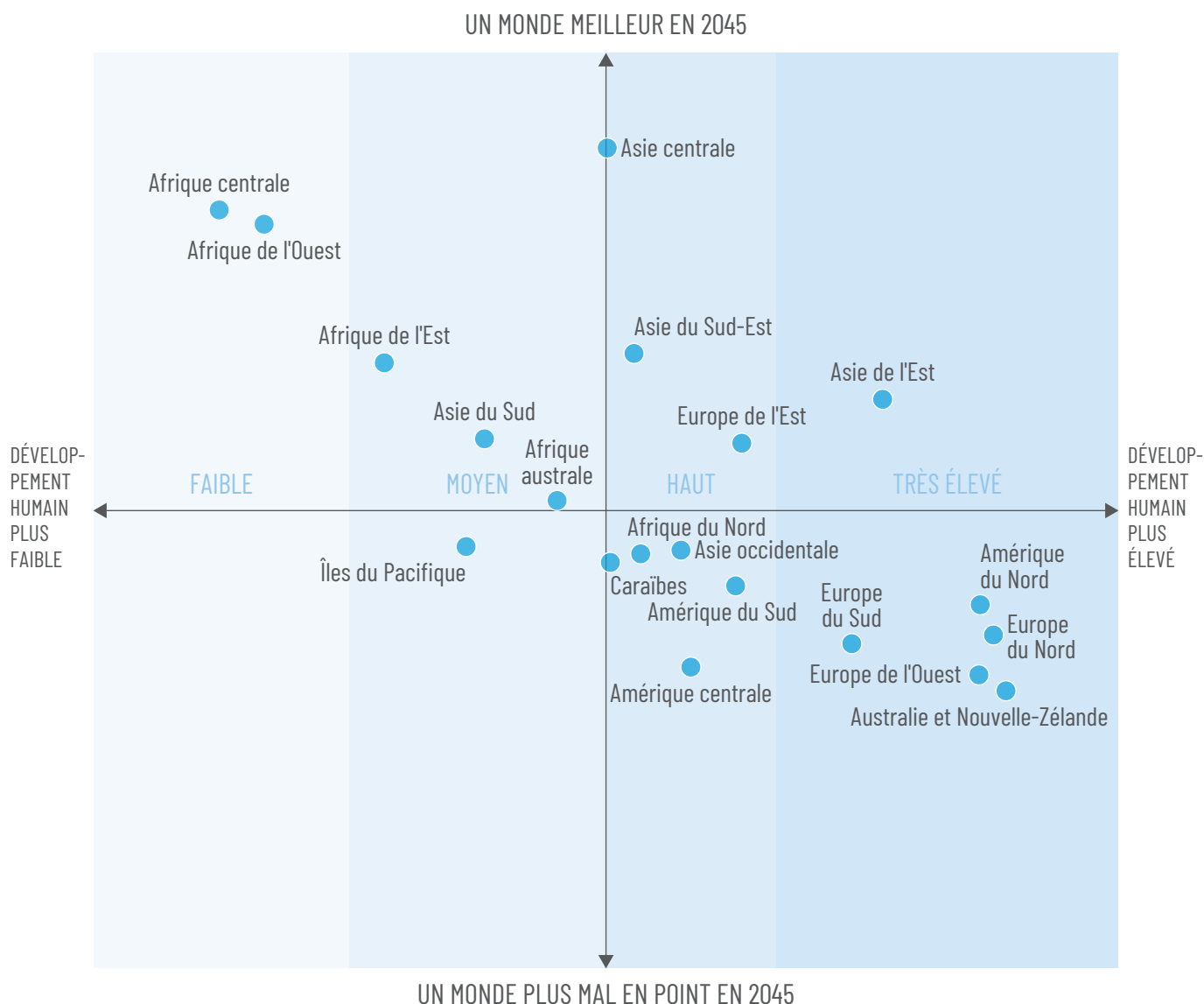


Sondage UN75 Q6 : Dans l'ensemble, pensez-vous que les personnes 2045 sera mieux, moins bien, comme vous aujourd'hui ? La base : 1 216 333 (tous les répondants, à l'exclusion des "autres" pays). Afrique subsaharienne (400 171), Afrique centrale & Asie du Sud (314 701), Asie de l'Est et du Sud-Est (130 706), Afrique du Nord et Asie occidentale (77 563), Océanie & Antarctique (18 673), Amérique du Nord (40 559), Amérique latine et Caraïbes (88 821), Europe (145 139).



Les personnes interrogées dans les régions où le développement humain est le plus faible sont plus optimistes pour l'avenir

En ce qui concerne le développement humain, les personnes interrogées dans le cadre du sondage UN75 dans les régions comptant un nombre plus élevé de pays à faible développement humain étaient beaucoup plus optimistes quant à l'avenir que les personnes interrogées dans les régions comptant un nombre plus élevé de pays à développement humain élevé.



Sondage UN75 Q6 : Dans l'ensemble, pensez-vous que les gens en 2045 seront mieux, moins bien lotis, comme vous l'êtes aujourd'hui ? Base : 1 213 107 (tous les répondants, à l'exclusion de ceux qui n'ont pas de données sur l'IDH). Moyenne régionale pour les "perspectives pour 2045" (échelle de l'axe des y : -0,7 à 0,7), de "Pire en 2045" (-1) à "Meilleur en 2045" (+1). Analyse croisée avec la moyenne régionale de l'IDH (échelle de l'axe des x : 0,4 à 1 IDH). Les moyennes régionales de l'IDH sont pondérées par le nombre d'observations de chaque pays respectif.

Une relation similaire peut être observée entre les niveaux de conflit et de violence et l'optimisme quant à l'avenir.

Nous avons procédé à une analyse croisée des données de notre enquête sur l'UN75 avec l'indice mondial de la paix (GPI) de l'Institut for Economics and Peace.

Le GPI couvre 99,7 % de la population mondiale, en utilisant 23 indicateurs qualitatifs et quantitatifs, et mesure l'état de la paix dans trois domaines : le niveau de sûreté et de sécurité de la société, l'étendue des conflits nationaux et internationaux en cours et le degré de militarisation. Le GPI classe les pays selon leur niveau de paix en fonction de leur score global pour le GPI 2020 : Paix très élevée, paix élevée, paix moyenne, paix faible et paix très faible. [Plus d'information ici](#).

Les Nations unies n'ont pas approuvé ce concept ou indice des pays en paix.

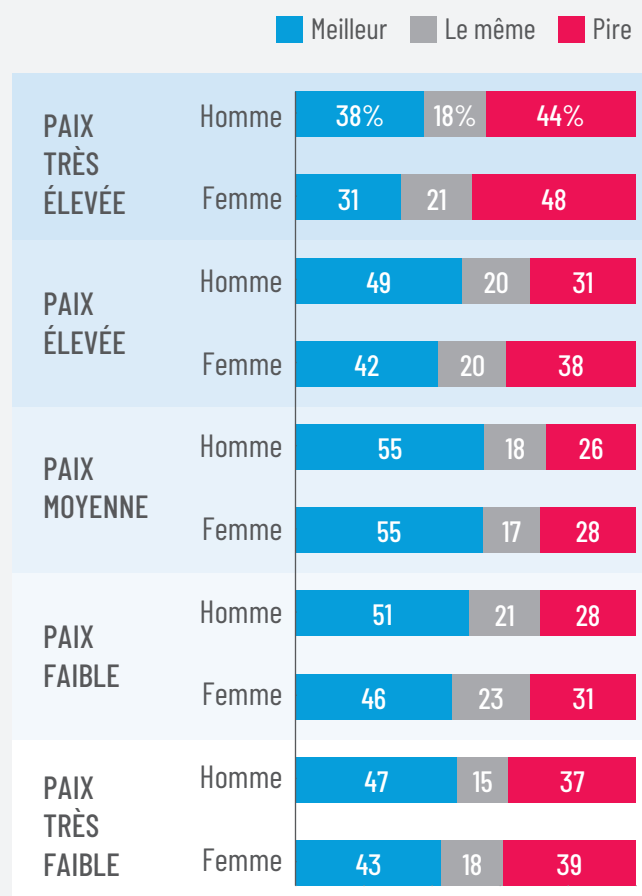
Les répondants de l'UN75 vivant dans des situations de conflit - dans ce que l'Institut pour l'économie et la paix (IEP) définit comme des "pays moins pacifiques" - sont plus susceptibles d'anticiper un avenir meilleur.

Dans tous les niveaux de "tranquillité" définis par l'IEP, les femmes interrogées sont moins optimistes quant à l'avenir que les hommes.

Parmi tous les niveaux de "paix" définis par l'IEP, les personnes interrogées dans la catégorie des "pays à paix moyenne" étaient les plus optimistes quant à l'avenir, 55 % des hommes et des femmes interrogés estimant que la situation des gens sera meilleure en 2045.



À tous les niveaux de conflit, les femmes sont moins optimistes quant à l'avenir que les hommes, en particulier dans la catégorie des "pays à paix élevée" définie par l'Institut pour l'économie et la paix



Source : IEP. Sondage UN75 Q6. Dans l'ensemble, pensez-vous que les gens en 2045 seront mieux, moins bien lotis, comme vous l'êtes aujourd'hui ? Analyse croisée avec le programme "Global Peace" de l'IEP Index. Pays classés par niveau de tranquillité comme mesuré par l'indice de paix mondiale (GPI) de l'IEP. Exclut les répondants de 82 États ou territoires non inclus dans l'IPM et les répondants dont le pays n'a pas été spécifié..

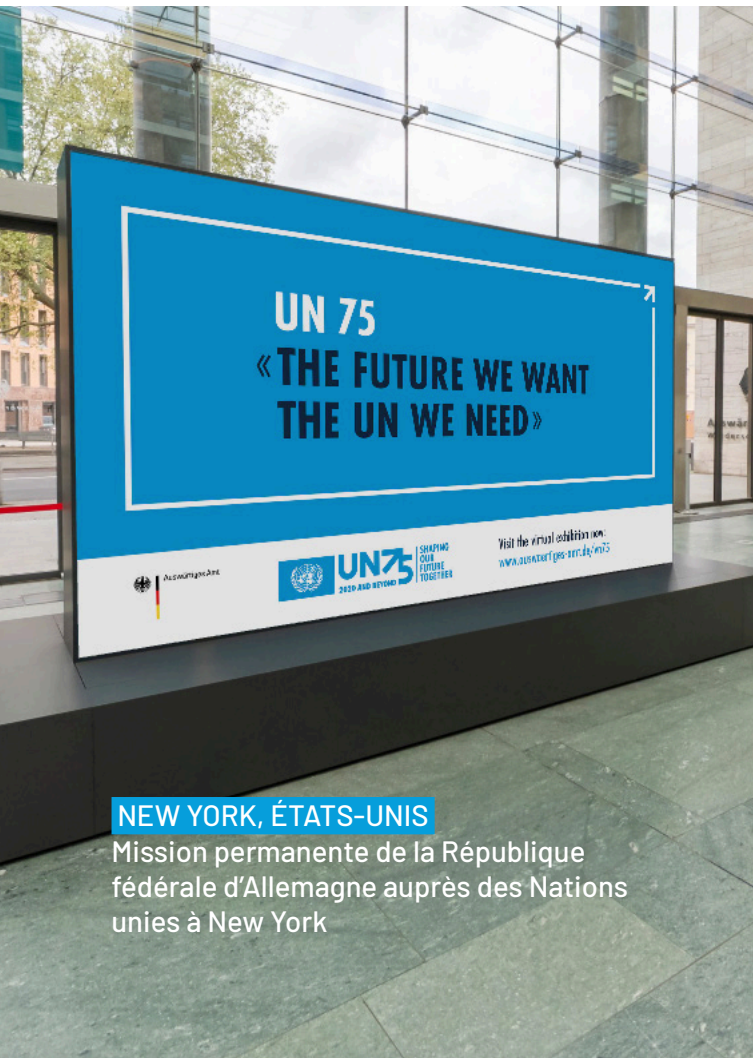
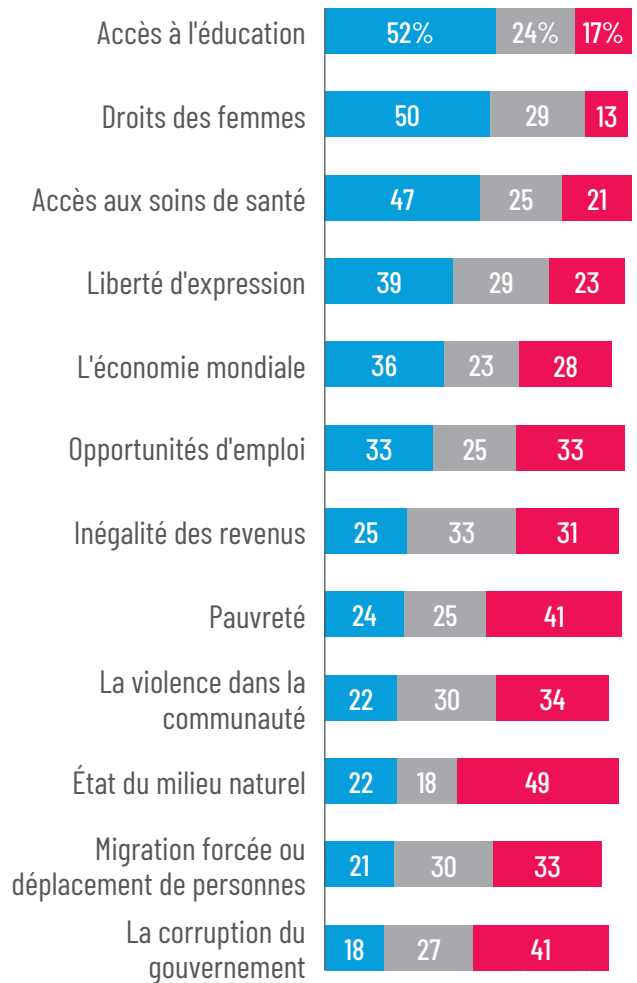
Si l'« accès aux soins de santé » est la première priorité immédiate des répondants de l'UN75, beaucoup s'attendent à ce que l'accès aux soins de santé s'améliore au cours des 25 prochaines années

47 % des personnes interrogées dans le cadre du sondage Edelman mené dans 36 pays pensent que l'accès aux soins de santé s'améliorera, tandis que 52 % pensent que l'accès à l'éducation s'améliorera et 50 % que les droits des femmes s'amélioreront. En revanche,

les personnes interrogées pensent que les conditions de l'environnement naturel vont se détériorer, de même que la pauvreté, la corruption du gouvernement, la violence dans la communauté et les possibilités d'emploi.

L'accès à l'éducation, aux soins de santé et aux droits des femmes devrait s'améliorer, tandis que l'environnement, la corruption gouvernementale et la pauvreté devraient s'aggraver

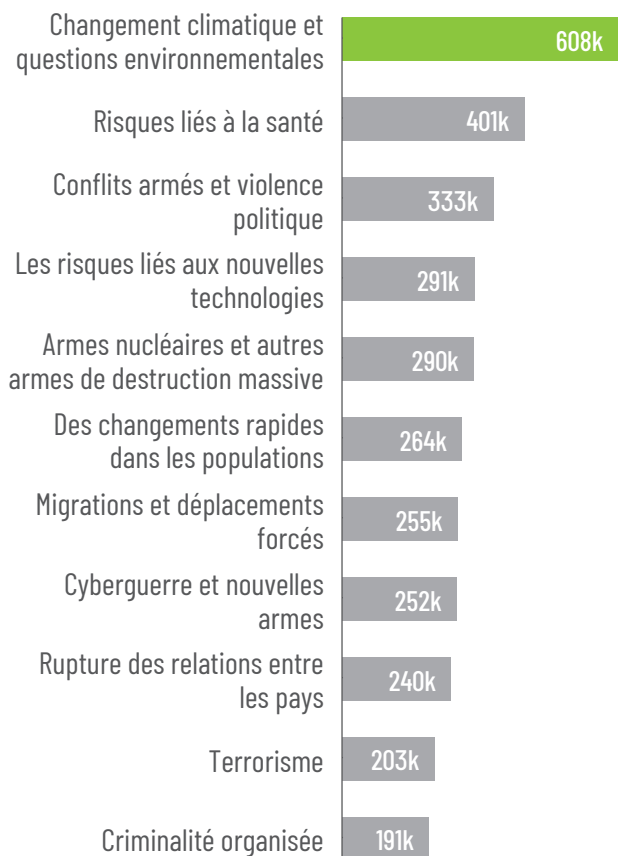
■ Meilleur ■ Le même ■ Pire



Source : Edelman : Q4. Au niveau mondial, comment vous pensez que chacune des choses suivantes se produira en 2045 par rapport à la situation actuelle? La base : 35 777 (tous les répondants). Pourcentage de personnes interrogées ayant répondu "ne sait pas" non inclus.

Les répondants au sondage UN75 dans toutes les régions ont identifié le changement climatique et les questions environnementales comme la menace mondiale numéro un à long terme

Conformément aux conclusions d’Edelman, une majorité écrasante des personnes interrogées dans le cadre du sondage UN75 ont identifié le changement climatique comme la menace numéro un pour notre avenir, suivi par la santé (sans surprise, dans le contexte de COVID-19).



Sondage UN75 Q3 : Laquelle de ces tendances mondiales affectera le plus notre avenir ? La base : 1 220 848 (tous les répondants), 3 328 162 réponses : les participants pouvaient sélectionner jusqu’à trois réponses.

Le Secrétaire général António Guterres s’est fait l’écho de cette préoccupation dans son discours de décembre 2020 sur l’état de la planète, en déclarant : “Faire la paix avec la nature est la tâche déterminante du XXIe siècle. Elle doit être la première, la première priorité pour tous, partout”.



L’humanité fait la guerre à la nature. C’est suicidaire. La nature riposte toujours - et elle le fait déjà avec une force et une fureur croissantes. La biodiversité est en train de s’effondrer. Un million d’espèces sont menacées d’extinction. Les écosystèmes disparaissent sous nos yeux. Les déserts s’étendent. Les zones humides disparaissent. Chaque année, nous perdons 10 millions d’hectares de forêts. Les océans sont surpêchés - et s’étouffent avec les déchets plastiques. Le dioxyde de carbone qu’ils absorbent acidifie les mers. Les récifs coralliens sont blanchis et meurent. La pollution de l’air et de l’eau tue 9 millions de personnes chaque année, soit plus de six fois le nombre de victimes de la pandémie. Et comme les hommes et le bétail empiètent de plus en plus sur les habitats des animaux et perturbent les espaces sauvages, nous pourrions voir davantage de virus et d’autres agents pathogènes passer des animaux aux hommes.



Secrétaire général des Nations unies,
António Guterres, 2 décembre 2020.



Les répondants au sondage UN75 dans toutes les régions ont identifié le changement climatique et les questions environnementales comme le défi mondial numéro un à long terme

Dans le sondage UN75, le changement climatique et l'environnement et les risques pour la santé se sont constamment classés en tête des deux préoccupations dans toutes les régions. Mais la proportion de personnes interrogées citant ces menaces varie considérablement : en Amérique latine et dans les Caraïbes, 73 % ont choisi le changement climatique et l'environnement comme principale menace, tandis qu'en Afrique subsaharienne, 37 % l'ont classé comme la menace la plus importante.

CLASSEMENT DES PRIORITÉS	Mondial	Asie centrale & du Sud	Asie de l'Est & du Sud-Est	Europe	Amérique latine & Caraïbes	Afrique du Nord & Asie occidentale	Amérique du Nord	Océanie & Antarctique	L'Afrique subsaharienne
Changement climatique & questions environnementales	50%	41%	64%	71%	73%	45%	71%	64%	37%
Risques liés à la santé	33	27	36	36	43	35	38	40	32
Conflits armés & violence politique	27	19	26	27	32	34	31	22	32
Les risques liés aux nouvelles technologies	24	21	26	22	19	23	20	29	28
Armes nucléaires & autres armes de destruction massive	24	23	22	18	22	32	18	21	27
Des changements rapides dans les populations	22	19	27	19	15	13	16	29	26
Migrations et déplacements forcés	21	14	14	30	25	19	27	21	24
Cyberguerre & nouvelles armes	21	19	25	20	20	24	24	19	20
Rupture des relations entre les pays	20	18	28	20	12	21	22	21	20
Terrorisme	17	16	12	11	7	21	10	11	23
Criminalité organisée	16	12	8	11	20	13	10	15	23

Sondage UN75 Q3 : Selon vous, laquelle de ces tendances mondiales affectera le plus notre avenir ? La base : 1 216 336 (tous les répondants, à l'exclusion des "autres" pays). Asie centrale et du Sud (314 701), Asie de l'Est et du Sud-Est (130 709), Europe (145 139), Amérique latine et Caraïbes (88 821), Afrique du Nord et Asie occidentale (77 563), Amérique du Nord (40 559), Océanie et Antarctique (18 673), Afrique subsaharienne (400 171). 3 315 377 réponses : les répondants pouvaient choisir jusqu'à trois réponses.

RÉSUMÉ DES DISCUSSIONS DES PARTICIPANTS AU DIALOGUE DE L'UN75 SUR LA PROTECTION DE LA PLANÈTE



Les participants ont identifié le changement climatique et la perte de biodiversité comme les crises les plus urgentes auxquelles l'humanité

est confrontée. Au milieu de la pandémie, les jeunes se sont inquiétés du fait que les dirigeants mondiaux ont détourné leur attention de la crise climatique et de l'impact que les humains ont sur la biodiversité terrestre, marine et aquatique, la santé des océans et les ressources en eau. Les participants ont noté que seul un changement fondamental et transformationnel à tous les niveaux et par tous les acteurs nous permettra de protéger notre planète. Voici quelques-unes des principales solutions proposées :

Reconnaître que la pandémie est un signal d'alarme de la fragilité de notre espèce

- Les liens entre la destruction des habitats, le changement climatique et la santé humaine sont désormais plus clairs.
- Les réactions rapides des gouvernements face à la pandémie montrent que des changements radicaux sont possibles. De courts et périodiques blocages pourraient nous rappeler qu'il est possible de réduire notre empreinte écologique.

Sensibiliser et renforcer le rôle de la science dans la protection de la planète

- Construire une conscience sociale pour la protection de l'environnement par l'éducation scolaire ; l'enseignement secondaire peut mettre l'accent sur la culture scientifique et les impacts environnementaux ; aider les enseignants à élaborer des programmes d'études sur le climat et l'environnement ; l'enseignement de la durabilité dans l'enseignement supérieur peut transformer l'architecture, le design et l'ingénierie.

- Sensibiliser le public aux questions environnementales par l'intermédiaire des médias et des responsables des communautés locales, et par une information transparente des consommateurs sur les coûts environnementaux et sociaux des biens et services.
- Le secteur privé peut sensibiliser les employés et les consommateurs pour encourager l'innovation.
- Développer une meilleure connaissance des questions environnementales au sein des groupes vulnérables et marginalisés afin de mieux les préparer à participer aux dialogues locaux, nationaux et internationaux.
- Veiller à ce que les décisions politiques visant un changement transformateur soient fondées sur des données, des preuves scientifiques et des analyses ; lutter contre la désinformation qui s'est accrue grâce aux médias sociaux.

Mettre en place des systèmes durables et une consommation et une production durables

- Les gouvernements devraient cesser de subventionner les combustibles fossiles ; les fonds de pension et les investisseurs devraient donner la priorité aux fonds éthiques et durables.
- Un changement systémique est nécessaire pour une consommation et une production durables, secteur par secteur : régimes alimentaires ; mode ; énergie ; transports ; infrastructures bâties et design industriel ; emballages ; réduction des déchets et de l'obsolescence ; gestion éthique des déchets ; consumérisme éthique et réduit ; commerce réglementé et durable des espèces sauvages ; recherche, développement, politique et réglementation en matière de technologies propres ; villes.

► Suite du résumé des discussions des participants au dialogue de l'ONU75 sur la protection de la planète

Reconnaître les liens entre le changement climatique, la perte culturelle et la résilience culturelle

- Les Nations unies et les gouvernements peuvent travailler en étroite collaboration avec les communautés pour reconnaître ce qui est et pourrait encore être perdu, et pour protéger leurs intérêts, en particulier lorsque leurs cultures sont touchées par le changement climatique.

Mieux gérer les écosystèmes et l'utilisation durable des ressources naturelles, des océans et des ressources en eau

- Prévenir et gérer les catastrophes naturelles ; mettre un terme à la perte de forêts et d'autres écosystèmes ; tenir compte des incendies alarmants de 2019-2020 et mettre en œuvre de meilleures pratiques d'atténuation et de gestion des incendies.
- Établir des partenariats multilatéraux et multisectoriels pour protéger les océans et créer un "blue new deal" ; instituer des politiques et une législation de gestion durable de l'eau.
- Donner la priorité aux solutions indigènes et communautaires basées sur la nature, en respectant les systèmes de connaissances des peuples indigènes.

Insister sur l'obligation de rendre compte de l'utilisation excessive des ressources et de la destruction de l'environnement

- Développer de nouveaux concepts des droits de l'homme et de l'environnement, par exemple pour le changement climatique et la pollution de l'air.
- Introduire des sanctions pénales pour la destruction de l'environnement aux niveaux national et mondial.

- Renforcer les mécanismes de responsabilisation au sein des Nations unies, afin de demander des comptes aux États membres, par exemple pour les plastiques et les pratiques de recyclage ; et au sein des États membres, comme des réglementations plus strictes pour la gestion de l'environnement et du climat, des réglementations plus strictes pour les industries.

Renforcer le rôle de chef de file des Nations unies pour l'action internationale et environnementale

- Renforcer les engagements multilatéraux (CCNUCC, accord de Paris, etc.) ; élaborer de nouveaux accords/politiques.
- Les Nations unies peuvent faciliter le partage entre les États membres de pratiques efficaces de conservation et d'atténuation du changement climatique ; créer une plateforme pour partager les solutions innovantes et les avancées technologiques ; fournir des mécanismes de suivi clairs ; encourager les stratégies d'adaptation régionales.

Valoriser les actions communautaires et individuelles aux niveaux local et régional et inclure les communautés vulnérables et les jeunes comme voix clé dans les négociations internationales sur le climat

- Mobiliser les groupes environnementaux locaux/régionaux pour renforcer les réseaux internationaux et le partage des connaissances.
- Il ne s'agit pas d'une simple participation symbolique, mais d'écouter et d'apprendre de leurs expériences, de leur expertise, de leurs préoccupations et de leurs solutions.

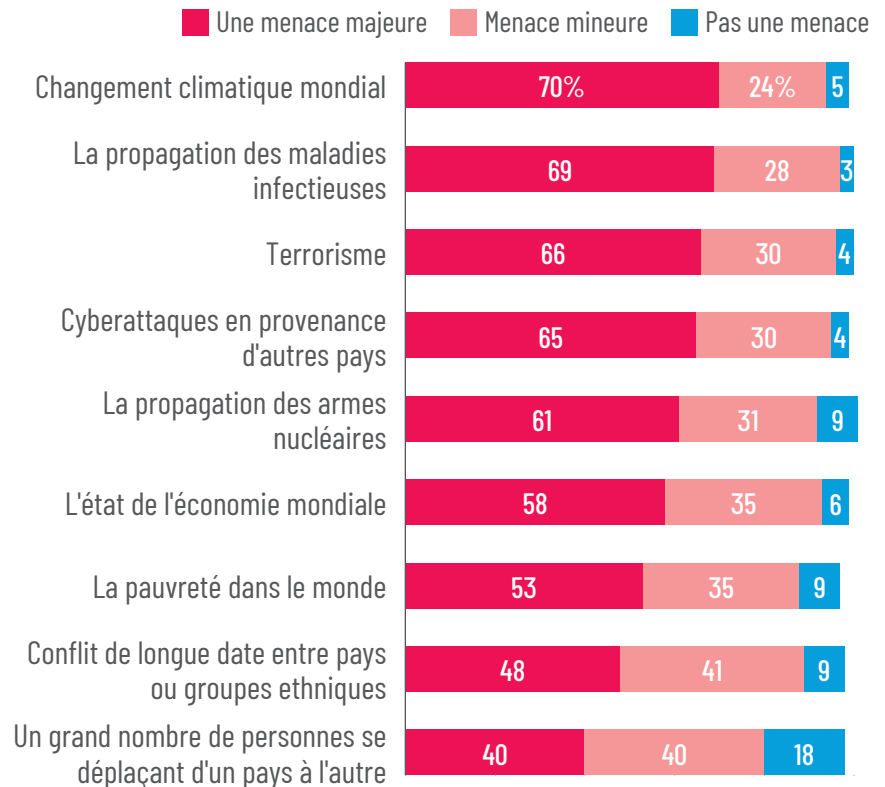
Dans l'étude du Pew Research Center portant sur 14 économies avancées, le terrorisme, les cyber-attaques et la prolifération des armes nucléaires sont également considérés comme des menaces majeures

Une médiane de 61 % ou plus des 14 pays interrogés a décrit ces menaces comme des menaces majeures pour leur pays.

Les résultats du sondage d'Edelman dans les pays à développement humain majoritairement faible ont montré que l'accent était davantage mis sur la pauvreté, la corruption et la violence dans la communauté. Voir l'annexe 2 pour une liste complète des pays inclus dans les sondage de Pew et Edelman.



Dans les pays interrogés par le Pew Research Center, le changement climatique et les maladies infectieuses figurent en tête de liste des menaces mondiales



Source : Enquête sur les attitudes mondiales de l'été 2020 du Pew Research Center. Les pourcentages sont des médianes basées sur 14 pays.

DES DIALOGUES DE L'UN75



Les progrès de la technologie numérique peuvent soutenir et accélérer la réalisation des 17 objectifs de développement durable [...]. La technologie, d'autre part, peut menacer la vie privée, affaiblir la sécurité et accroître les inégalités [...] Comme les générations précédentes, nos gouvernements, nos entreprises et nos citoyens peuvent choisir comment exploiter et gérer les nouvelles technologies.



République de Corée, groupe d'âge non précisé, étudiants, mixte.

RÉSUMÉ DES DISCUSSIONS DES PARTICIPANTS AU DIALOGUE DE L'UN75 SUR LA COOPÉRATION NUMÉRIQUE



Les participants du monde entier étaient convaincus que la technologie numérique a grandement favorisé une communication accrue entre les pays et une meilleure coopération internationale. Cependant, ils étaient également préoccupés par l'utilisation croissante et non éthique de la technologie, la fracture numérique croissante et l'impact de la technologie sur l'avenir du travail. Ils ont fait de nombreuses suggestions pour construire une vision commune de la coopération numérique, comme indiqué dans l'engagement 7 "Nous améliorerons la coopération numérique".

Voici quelques-unes des solutions clés proposées dans le cadre des dialogues :

Gouvernance numérique

- Les gouvernements devraient réformer les droits de propriété intellectuelle dans les conventions de l'OMC, afin d'améliorer le soutien public à la recherche et à la conception (R&D) et la libre circulation des ressources de R&D.
- Mettre en place un mécanisme de suivi et d'évaluation pour examiner régulièrement l'évolution de la technologie numérique.

Améliorer l'infrastructure des technologies de l'information et de la communication (TIC)

- Le Secrétaire général devrait plaider pour l'universalisation de l'accès à l'internet comme moyen de combler le fossé numérique, et le système des Nations unies devrait agir pour fournir aux groupes vulnérables un accès à une connectivité internet cohérente et abordable.
- Les Nations unies, y compris la CNUCED, l'ONUDI et le CCI, devraient donner la priorité à l'introduction de nouvelles

technologies dans les pays à faible et moyen revenu, en favorisant un transfert de technologie efficace.

La technologie pour les GSD et l'avenir du travail

- Des programmes et des actions solides doivent être élaborés pour combler la fracture numérique à laquelle sont confrontés les jeunes et les personnes âgées, notamment en améliorant l'accès à l'internet et en investissant dans le développement des compétences numériques.
- Les gouvernements nationaux devraient offrir des protections à ceux qui perdent leur emploi à cause de l'automatisation et du changement technologique.
- Les plateformes de médias sociaux doivent garantir la confidentialité des données personnelles des personnes. Les gouvernements devraient convenir de lois plus strictes en matière de protection de la vie privée et de cadres de responsabilité.
- Les Nations unies et les entreprises devraient travailler davantage ensemble et s'accorder sur un engagement commun en faveur d'une expérience en ligne sûre et positive pour tous les enfants.
- Les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et les SDG devraient être mis à jour et alignés sur le progrès numérique, afin d'inclure les questions émergentes telles que la cybersécurité et le cyberespionnage.
- L'ONU devrait mieux tirer parti de l'utilisation des technologies de l'information pour améliorer la réactivité, l'efficacité et la transparence des opérations de maintien de la paix de l'ONU.

Les personnes interrogées dans le cadre du sondage de l'UN75 dans les pays les mieux classés dans l'indice des bons pays ont tendance à se concentrer davantage sur la durabilité

Nous avons recoupé les données du sondage de l'UN75 avec l'indice des bons pays (Good Country Index, GCI), qui mesure le niveau d'engagement de chaque pays avec le monde extérieur à ses propres frontières : son "bilan" vis-à-vis de l'humanité et de la planète. Il exclut les facteurs internes parce qu'ils sont mesurés dans d'autres indicateurs réputés, dont l'indice de développement humain. [Plus d'informations ici.](#)

Les Nations unies n'approuvent en aucune façon l'indice de bon pays ou son concept d'engagement avec le monde en dehors de ses propres frontières.

Les répondants qui vivent dans les pays les mieux classés - ce que l'AGC définit comme très engagés sur le plan international - accordent une plus grande importance à la production et à la consommation durables que les répondants qui vivent dans les pays les moins bien classés - ce que l'AGC définit comme moins engagés sur le plan international.



Les répondants au sondage UN75 dans les pays définis comme plus engagés sur le plan international par l'indice des bons pays, mettent davantage l'accent sur la durabilité

CLASSEMENT DES PRIORITÉS



	Mondial	Les plus engagés	Engagé	Quelque peu engagé	Peu engagé
Protection de l'environnement	36%	49%	35%	33%	32%
Accès aux soins de santé	30	25	27	40	32
Respect des droits de l'homme	30	37	28	27	34
Accès à l'éducation	29	26	27	31	32
Moins de conflits	28	36	24	28	31
Opportunités d'emploi	25	15	22	33	30
Consommation & production durables	25	38	23	24	20
Égalité entre les pays	20	18	20	18	21
Égalité au sein des pays	19	15	19	21	20
Égalité entre hommes & femmes	17	21	16	16	17
Gestion des migrations internationales	13	10	10	15	14

Sondage UN75 Q2 : Si l'on prend une vision à plus long terme, si vous vous imaginez le monde que vous voulez dans 25 ans, quelles sont les trois choses que vous souhaiteriez le plus voir ? La base : 999 863 (tous les répondants, à l'exclusion de ceux qui ne disposent pas de données sur les AGC). Les participants pourraient sélectionner jusqu'à trois réponses. Analyse croisée avec les groupes de pays de l'indice des bons pays : Le plus engagé (182 498), Engagé (427 921), Assez engagé (225 663), Pas très engagé (163 781). 2 708 317 réponses au total : les répondants pouvaient choisir jusqu'à trois réponses.

“

... Ce que la pandémie a fait, c'est approfondir et aggraver les problèmes préexistants en matière de droits de l'homme, en particulier pour les plus vulnérables... Nous avons vu beaucoup d'excès. Nous avons vu des États qui ont renforcé leur pouvoir de surveillance, menaçant la vie privée, allant au-delà de ce qui est nécessaire pour la santé publique... harcelant les journalistes et les défenseurs des droits de l'homme ou restreignant la liberté d'expression, la liberté de la presse... Il n'y a aucune excuse pour les pouvoirs d'urgence de faire cela.

”

RESULTATS : PRIORITÉS À LONG TERME POUR L'AVENIR QUE NOUS VOULONS

LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT EST UNE PRIORITÉ ABSOLUE À LONG TERME, LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ÉTANT EN HAUSSE DEPUIS SEPTEMBRE

Dans le monde entier, les répondants au sondage UN75 estiment que "plus de protection de l'environnement" est la priorité numéro un à long terme, à l'horizon 2045. Tout au long de l'année 2020, les résultats du sondage de l'UN75 ont révélé que "plus de protection de l'environnement" était la première priorité à long terme dans le monde, suivie par l'accès aux soins de santé.

Un plus grand respect des droits de l'homme" est désormais la troisième priorité à long terme parmi les répondants de l'UN75

Au niveau régional, "plus de respect pour les droits de l'homme" est la première priorité des répondants en Afrique du Nord et en Asie occidentale, la deuxième priorité en Amérique du Nord et en Europe, et la troisième priorité en Asie de l'Est et du Sud-Est.

En octobre 2020, le Haut Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme a averti que la politisation de la pandémie de coronavirus sapait

TIRÉ DES DIALOGUES UN75



COVID-19 a eu un impact notable sur le respect des normes des droits de l'homme et les violations des droits de l'homme sont devenues plus fréquentes.



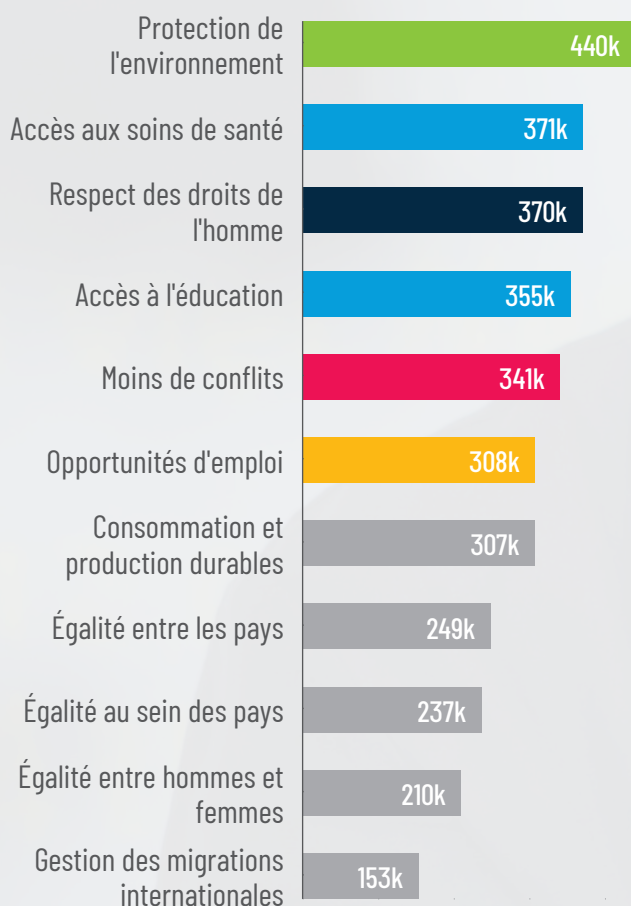
Bureau des Nations unies à Bakou, Azerbaïdjan, dialogue avec les professions mixtes, 16-30 ans.

encore plus toute une série de droits de l'homme, notamment les droits économiques, sociaux et culturels et les droits civils et politiques.¹²



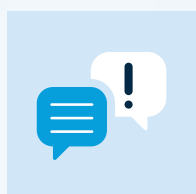
Dans le sondage de l'UN75, l'accès aux soins de santé et le respect des droits de l'homme ont été classés de la même manière comme des priorités à long terme

- 1. Protection de l'environnement
- 2. Accès aux services de base
- 3. Respect des droits de l'homme
- 4. Moins de conflits
- 5. Opportunités d'emploi



Sondage UN75 Q3 : Dans le monde que vous souhaitez dans 25 ans, quelles sont les trois choses que vous souhaiteriez le plus voir ? La base : 1 220 848 (tous les répondants). 3 342 219 réponses : les répondants pouvaient choisir jusqu'à trois réponses.

RÉSUMÉ DES DISCUSSIONS DES PARTICIPANTS AU DIALOGUE DE L'UN75 SUR LE RESPECT POUR LA DÉMOCRATIE ET LES DROITS DE L'HOMME



Les participants du monde entier ont imaginé un monde de justice sociale et de respect des droits de l'homme, exempt de corruption, de flux financiers illicites et

d'évasion fiscale. Ils ont fait de nombreuses suggestions pour aider à créer un monde qui promeut le respect de la démocratie et des droits de l'homme, comme indiqué dans l'engagement 4 "Nous respecterons le droit international et assurerons la justice".

Voici quelques-unes des principales solutions proposées :

Gouvernance démocratique, État de droit et démocratie

- Le Secrétaire général et les gouvernements nationaux devraient plaider en faveur de l'engagement civique et du vote en tant que piliers et outils démocratiques clés permettant aux citoyens d'apporter de réels changements.

Renforcer le droit et les traités internationaux

- Les États membres des Nations unies doivent promouvoir des ambitions accrues dans le cadre de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et de l'accord de Paris.
- Les gouvernements sont invités à mettre à jour la Charte des Nations unies afin qu'elle reflète mieux les défis auxquels la communauté internationale est

confrontée au XXI^e siècle, en mettant l'accent sur la crise climatique.

Droits de l'homme et justice sociale

- Le système des Nations unies doit renforcer les efforts de réconciliation et de décolonisation. Une priorité en matière de justice devrait être le respect des droits de l'homme et des droits et intérêts spécifiques des peuples autochtones, y compris la protection et la promotion des connaissances indigènes et traditionnelles.
- Les gouvernements devraient actualiser et renforcer les instruments relatifs aux droits de l'homme afin de mieux aborder des sujets tels que le racisme systémique, la responsabilité des entreprises en matière de violations des droits de l'homme et la protection des pratiques et des visions du monde autochtones.
- Les gouvernements nationaux sont invités à garantir l'égalité des droits pour les femmes et les personnes LGBTQI+, notamment en interdisant toute forme de harcèlement et de discrimination.

Corruption et politique fiscale

- Le Secrétaire général devrait préconiser une action internationale contre la corruption, les flux de capitaux illicites et l'évasion fiscale internationale.
- Les gouvernements nationaux devraient adopter des politiques anticorruption fortes au niveau national, convenir d'une réponse multilatérale aux flux de capitaux illicites et à l'évasion fiscale et combler les lacunes juridiques qui les rendent possibles.

Alors que les personnes interrogées dans le cadre du sondage UN75 dans les pays à développement humain élevé donnent la priorité à l'environnement et aux droits de l'homme sur le long terme,

celles des pays à développement humain faible donnent la priorité à moins de conflits et aux besoins fondamentaux : emploi, soins de santé et éducation.

Les préoccupations croissantes en matière d'emploi parmi les personnes interrogées dans le cadre du sondage de l'UN75 peuvent refléter les fermetures de lieux de travail, les pertes d'heures de travail et les pertes de revenus dramatiques liées à la COVID-19

L'augmentation des possibilités d'emploi est devenue une priorité à long terme pour les personnes interrogées, à l'horizon 2020. Depuis notre mise à jour d'avril, "Plus d'opportunités d'emploi" est passé de la dixième à la sixième priorité à long terme, dépassant également "Une consommation et une production plus durables" depuis notre rapport de septembre.

L'Organisation internationale du travail a indiqué qu'en septembre 2020, 94 % de l'ensemble des travailleurs résidaient dans des pays



Différences entre les priorités à long terme des répondants à l'enquête de l'ONU75 dans les pays à développement humain élevé et faible

CLASSEMENT DES PRIORITÉS 1ER 2E 3E	Mondial	CATÉGORIE DE L'INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN			
		Très élevé	Haut	Moyen	Faible
Protection de l'environnement	36%	47%	42%	31%	28%
Accès aux soins de santé	30	28	30	32	31
Respect des droits de l'homme	30	38	36	23	28
Accès à l'éducation	29	27	35	26	31
Moins de conflits	28	34	27	21	33
Opportunités d'emploi	25	17	25	27	31
Consommation & production durables	25	34	24	21	23
Égalité entre les pays	20	18	23	17	25
Égalité au sein des pays	19	16	20	18	25
Égalité entre hommes & femmes	17	19	16	15	19
Gestion des migrations internationales	13	10	10	12	18

SONDAGE UN75 Q2 : Si l'on prend une vision à plus long terme, si vous vous imaginez le monde que vous voulez dans 25 ans, quelles sont les trois choses que vous souhaiteriez le plus voir ? La base : 1 213 107 (tous les répondants, à l'exclusion de ceux qui ne disposent pas de données sur l'IDH). L'analyse croisée avec les groupes de pays de l'indice de développement humain : IDH très élevé (277 109), IDH élevé (244 082), IDH moyen (401 862), IDH faible (290 054). 3 320 329 réponses : les répondants pouvaient choisir jusqu'à trois réponses.

ayant connu une sorte de fermeture de leur lieu de travail.¹³ Parmi les pays à revenu intermédiaire supérieur, environ 70 % des travailleurs vivaient dans des pays qui exigeaient la fermeture de tous les lieux de travail sauf les plus essentiels, tandis que dans les pays à faible revenu, les mesures strictes antérieures étaient assouplies, malgré l'augmentation des cas de COVID-19.

Le chômage préoccupe davantage les répondants dans certaines régions que dans d'autres. Davantage de possibilités d'emploi" est désormais la deuxième priorité à long terme en Afrique subsaharienne et la quatrième en Afrique du Nord et en Asie occidentale, ainsi qu'en Océanie et en Antarctique.

CLASSEMENT DES PRIORITÉS 1ER 2E 3E	Mondial	Asie centrale & du Sud	Asie de l'Est & du Sud-Est	Europe	Amérique latine & Caraïbes	Afrique du Nord & Asie occidentale	Amérique du Nord	Océanie & Antarctique	L'Afrique subsaharienne
Protection de l'environnement	36%	31%	47%	48%	49%	35%	45%	39%	29%
Accès aux soins de santé	30	27	28	30	25	26	35	39	35
Respect des droits de l'homme	30	24	35	37	34	43	41	34	27
Accès à l'éducation	29	26	28	25	43	30	28	36	30
Moins de conflits	28	17	40	31	19	35	30	26	31
Opportunités d'emploi	25	23	19	20	20	27	13	35	32
Consommation & production durables	25	19	29	33	36	17	35	26	24
Égalité entre les pays	20	18	25	19	17	25	14	15	22
Égalité au sein des pays	19	16	19	15	19	20	16	15	24
Égalité entre hommes & femmes	17	15	21	16	19	14	18	17	18
Gestion des migrations internationales	13	10	9	12	7	10	10	10	18

Sondage UN75 Q2 : Si vous vous imaginez le monde dans lequel vous voulez vivre dans 25 ans, quelles sont les trois choses que vous aimeriez le plus voir ? La base : 1 216 336 (tous les répondants, à l'exclusion des "autres" pays). Asie centrale et du Sud (314 701), Asie de l'Est & Asie du Sud-Est (130 709), Europe (145 139), Amérique latine & Caraïbes (88 821), Afrique du Nord & Asie occidentale (77 563), Amérique du Nord (40 559), Océanie & Antarctique (18 673), Afrique subsaharienne (400 171). 3.329.519 réponses : les répondants pouvaient choisir jusqu'à trois réponses.

La réduction des conflits est une priorité essentielle parmi les répondants de l'UN75 dans les pays classés par l'IEP comme ayant un niveau de paix "très élevé" et "très faible", ce qui indique un objectif commun pour un avenir pacifique

La "réduction des conflits" reste une préoccupation majeure dans les deux catégories de pays en paix "très élevé" et "très faible" de l'IEP.

Les personnes interrogées dans la catégorie définie par l'IEP des "pays plus pacifiques" sont plus préoccupées par les tensions entre les pays, tandis que celles de la catégorie définie par l'IEP des "pays moins pacifiques" sont plus préoccupées par la violence à l'intérieur de leurs frontières.

La réduction des conflits est une priorité absolue dans les régions où un grand nombre de pays sont touchés par des conflits, notamment en Asie de l'Est et du Sud-Est, en Afrique du Nord, en Asie occidentale et en Afrique subsaharienne.



La réduction des conflits est la deuxième priorité à long terme pour les personnes interrogées dans le cadre du sondage de l'UN75 dans les pays à "très forte paix" et la troisième priorité dans les pays à "très faible paix"...

CLASSEMENT DES PRIORITÉS	Niveau de paix du pays				
	+ ←				→ -
1ER 2E 3E DERNIER	Une paix très élevée	Une paix élevée	Une paix moyenne	Une paix faible	Une paix très faible
Plus de protection de l'environnement	47%	40%	34%	31%	37%
Plus de respect pour les droits de l'homme	38	30	30	26	40
Moins de conflits	45	28	26	23	35
Un meilleur accès à l'éducation	28	27	30	27	33
Un meilleur accès aux soins de santé	23	36	31	25	28
Une consommation & une production plus durables	36	32	23	22	21
Plus de possibilités d'emploi	12	26	28	23	23
Une plus grande égalité entre les pays	19	20	20	19	25
Une plus grande égalité au sein des pays	14	20	20	19	19
Une plus grande égalité entre les hommes et les femmes	21	17	17	17	14
Une meilleure gestion des migrations internationales	9	15	15	12	11

Source : IEP. Sondage UN75 Q2. A plus long terme, si vous imaginez le monde que vous voulez dans 25 ans, quelles sont les trois choses que vous souhaiteriez le plus voir ? Analyse croisée avec l'indice mondial de la paix (GPI) de l'IEP. Pays classés par niveau de paix, mesuré par l'IEP. Exclut les répondants de 82 États ou territoires non inclus dans l'IEP et les répondants dont le pays n'a pas été spécifié.



...Mais les personnes interrogées dans les pays où la paix est très élevée se soucient davantage de la rupture des relations entre les pays, tandis que les personnes interrogées dans les pays où la paix est très faible se soucient davantage des conflits armés et de la violence à motivation politique.

CLASSEMENT DES PRIORITÉS	Niveau de paix du pays				
	+ ←				→ -
	1ER	2E	3E	DER-NIER	
	Une paix très élevée	Une paix élevée	Une paix moyenne	Une paix faible	Une paix très faible
Changement climatique & questions environnementales	71%	57%	47%	39%	50%
Risques liés à la santé	33	39	34	26	35
Conflit armé & violence à motivation politique	29	28	26	25	38
Armes nucléaires & autres armes de destruction massive	22	21	24	23	31
Les risques liés aux nouvelles technologies	21	24	25	22	22
Rupture des relations entre les pays	31	19	21	17	21
Cyberguerre et nouvelles formes d'armes	26	19	20	20	22
L'évolution rapide de nos populations	27	27	20	19	14
Migrations et déplacements forcés	17	25	20	20	23
Risque de terrorisme	8	14	18	18	20
Criminalité organisée	6	18	16	15	13

Source : IEP. SONDAGE UN75 Q3. Selon vous, laquelle de ces tendances mondiales affectera le plus notre avenir ? Analyse croisée avec l'Indice mondial de la paix (GPI) de l'IEP. Les pays sont classés par niveau de paix tel que mesuré par l'IEP. Exclut les répondants de 82 États ou territoires non inclus dans l'IPM et les répondants dont le pays n'a pas été spécifié.

DES DIALOGUES DE L'UN75



Le groupe que nous voulons le plus voir à l'avenir, surtout en Syrie, c'est la sécurité. Ils veulent voir un monde et un pays sûrs où ils n'auront pas à se préoccuper de l'air qu'ils respirent (pollution ou pandémie), de la nourriture qu'ils mangent (pauvreté et faim), de l'eau qu'ils boivent (accès à de l'eau propre). Les participants veulent vivre dans un pays plein d'amour et de paix, et non de haine et de guerre. Ils veulent se sentir en sécurité dans leurs maisons, ils veulent se sentir en sécurité en marchant à ciel ouvert et ne pas être touchés par un obus, et ils veulent pouvoir dormir en toute sécurité la nuit, en sachant qu'ils seront en vie le lendemain matin. Les participants veulent voir une Syrie pacifique en l'an 2045.



Jeune Chambre Internationale - Syrie (JCI), République arabe syrienne, 16-30 ans, origines sectorielles ou professionnelles mixtes, mixité des sexes.

RÉSUMÉ DES DISCUSSIONS DES PARTICIPANTS AU DIALOGUE DE L'UN75 SUR LA PROMOTION DE LA PAIX ET LA PRÉVENTION DES CONFLITS

Les dialogues à travers le monde, y compris les nombreux dialogues tenus avec les jeunes, envisageaient de vivre dans un monde qui assure la paix et la sécurité pour



tous. Ils ont proposé des stratégies concrètes que les individus, les organisations de la société civile, les gouvernements nationaux et le système des Nations unies devraient mettre en œuvre pour construire une planète plus pacifique et plus sûre, comme le décrit l'engagement 3 "Nous favoriserons la paix et préviendrons les conflits".

Voici quelques-unes des principales solutions proposées :

Promouvoir une culture de coexistence pacifique

- Les individus, la société civile et les établissements d'enseignement supérieur devraient encourager une culture de coexistence pacifique et s'engager dans davantage d'activités d'éducation à la paix pour sensibiliser aux conflits internationaux.

Améliorer la gestion des conflits et l'aide humanitaire

- Les Nations unies devraient s'efforcer d'améliorer la gestion des conflits et la fourniture de l'aide humanitaire, en accordant la priorité aux droits de

- Suite du résumé des discussions des participants au dialogue de l'ONU75 sur la promotion de la paix et la prévention des conflits

l'homme dans les situations de conflit et de post-conflit, et en allouant davantage de fonds, notamment dans les zones de conflit des pays les moins avancés.

Promouvoir le désarmement et la maîtrise des armements

- Les gouvernements et le Secrétaire général des Nations unies devraient mettre davantage l'accent sur le désarmement et le contrôle des armements, limiter la fabrication d'armes et l'utilisation d'armes non conventionnelles et d'armes fortement endommagées.
- Les États membres devraient renouveler les accords de désarmement, et les Nations unies devraient travailler en collaboration plus étroite avec des experts en armes nucléaires de différents domaines.

Renforcer la résolution des conflits par la diplomatie et la médiation

- Le Secrétaire général des Nations unies devrait renforcer le rôle de médiateur de l'ONU, notamment en organisant des dialogues aux niveaux local et national pour améliorer la coopération et la compréhension des efforts de médiation internationaux.
- La Charte des Nations unies devrait être mise à jour pour inclure les conflits intra-étatiques.

Réviser les interventions de maintien et de consolidation de la paix

- Les mandats des interventions de maintien de la paix devraient être améliorés, ainsi que la sélection et la formation des soldats de la paix.

- L'UNESCO peut contribuer à la reconstruction de la paix et à la restauration sociale par la préservation et la restauration des sites historiques détruits pendant la guerre.

Agir contre le terrorisme

- Le gouvernement devrait s'entendre sur une définition globale du terrorisme et préciser des mécanismes clairs pour y faire face.

Protéger les groupes vulnérables dans les situations de conflit

- Les groupes vulnérables dans les situations de conflit et de post-conflit doivent être protégés, en particulier les femmes et les enfants.
- Les Nations unies et les gouvernements devraient lutter contre la traite des êtres humains, en particulier celle des enfants et des femmes, et fournir des services de base, des moyens de réadaptation et de conseil aux victimes.

Continuer à plaider en faveur de la promulgation du cessez-le-feu mondial pendant la COVID-19

- Un cessez-le-feu mondial et des réductions des dépenses militaires seront essentiels pour réorienter les ressources vers la lutte contre COVID-19 et la mise en place de programmes sociaux et éducatifs pour soutenir les populations vulnérables les plus touchées par la pandémie.



SAINT-KITTS-ET-NEVIS Nations unies, Barbade et Caraïbes orientales

RESULTATS : POINTS DE VUE SUR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE ET LES NATIONS UNIES

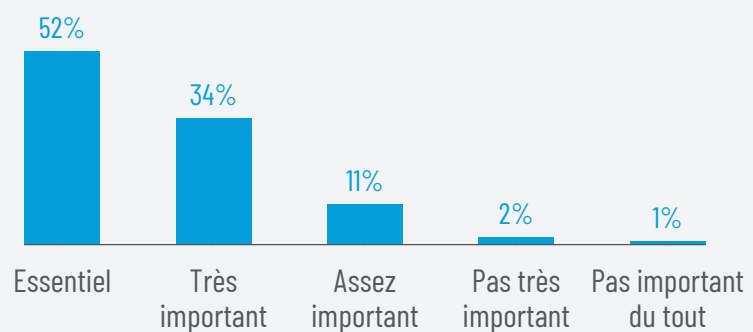
97% DES PERSONNES INTERROGÉES DANS LE CADRE DU SONDAGE UN75 ESTIMENT QUE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE EST AU MOINS "ASSEZ IMPORTANTE" POUR RELEVER LES DÉFIS MONDIAUX ; PLUS DE LA MOITIÉ D'ENTRE ELLES DÉCLARENT QU'ELLE EST "ESSENTIELLE"

La majorité des personnes interrogées estiment que la coopération internationale est essentielle (52 %) pour relever les défis mondiaux, environ un tiers la juge très importante (34 %) et 11 % la jugent assez importante. Seuls 3 % des répondants estiment que la coopération internationale n'est pas importante ou pas importante du tout.

L'idée que la coopération internationale est essentielle est plus répandue en Amérique du Nord, en Amérique latine et dans les Caraïbes, et en Europe. C'est en Afrique subsaharienne qu'elle est la moins répandue.



La plupart des gens pensent que la coopération internationale est importante pour relever les défis mondiaux



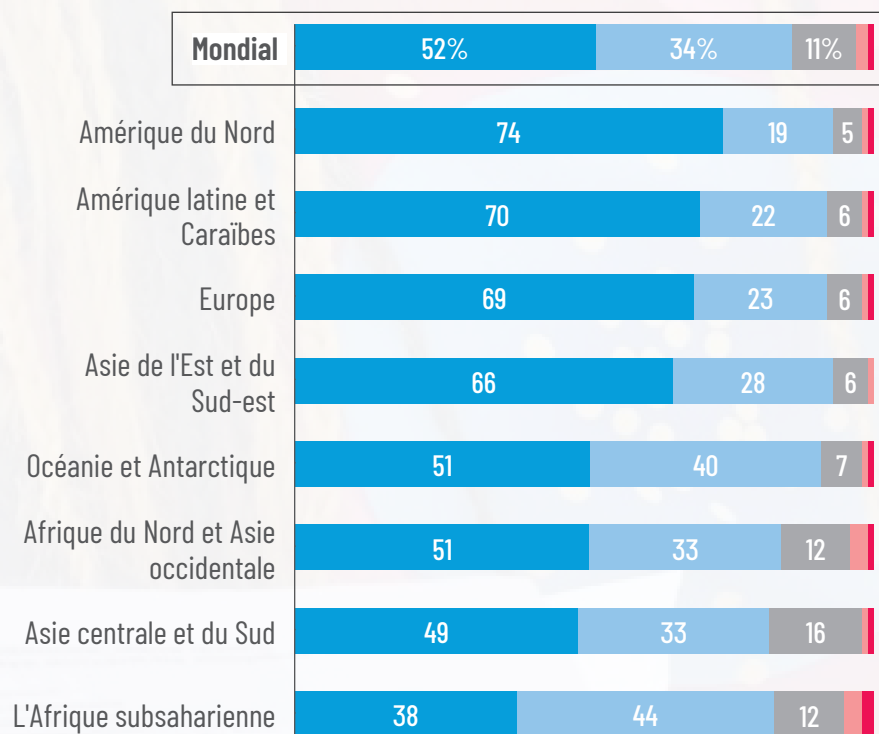
Sondage UN75 Q4 : Dans quelle mesure est-il important - ou non - que les pays travaillent ensemble pour gérer les tendances ci-dessus ? Base : 1 220 848 (tous les répondants).



Le degré d'importance de la coopération internationale varie selon les régions

Sondage UN75
Q4 : Quelle est l'importance - ou non - du travail des pays ensemble pour gérer les tendances ci-dessus ? Base : 1 216 326 (tous les répondants, à l'exclusion des "autres" pays). Amérique du Nord (40 559), Amérique latine et Caraïbes (88 821), Europe (145 139), Asie de l'Est et du Sud-Est (130 709), Océanie et Antarctique (18 673), Afrique du Nord et Asie occidentale (77 563), Asie centrale et du Sud (314 701), Afrique subsaharienne (400 171).

■ Essentiel ■ Très important ■ Assez important
■ Pas très important ■ Pas important du tout

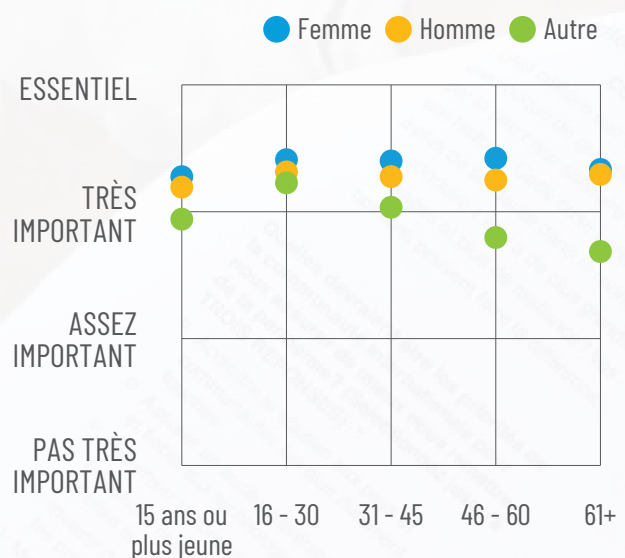




Le degré d'importance de la coopération internationale varie selon le sexe dans le sondage de l'UN75

L'importance que les répondants au sondage de l'UN75 accordent à la coopération internationale varie en fonction du sexe et non de l'âge

La perception moyenne de l'importance de la coopération internationale est constamment élevée dans toutes les tranches d'âge. Les hommes interrogés pensent que la coopération internationale est moins importante que les femmes.

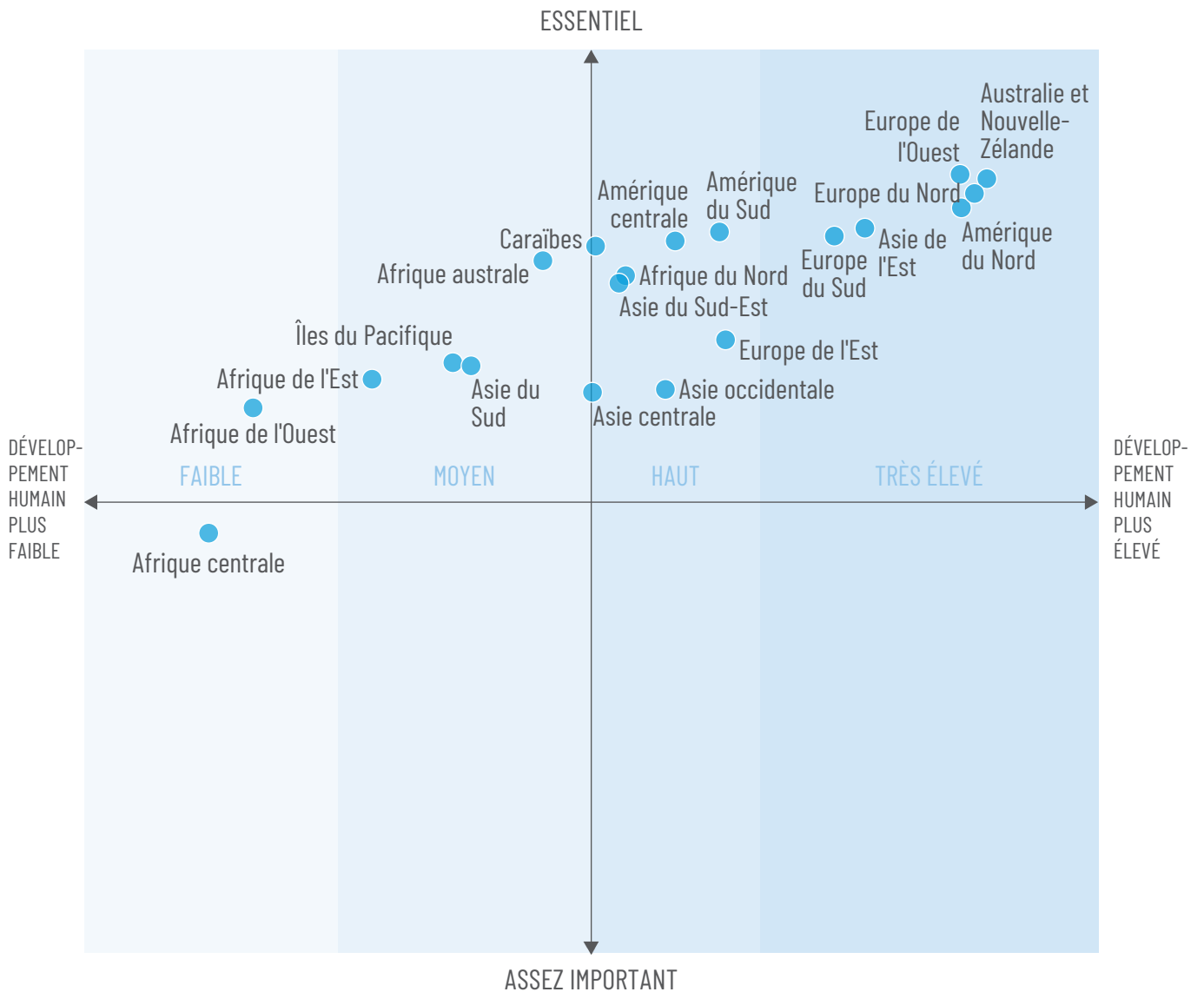


Sondage UN75 Q4 : Dans quelle mesure est-il important - ou non - que les pays travaillent ensemble pour gérer les tendances ci-dessus ? Base : 1 206 360 (tous les répondants, à l'exclusion des données collectées par certaines applications de téléphonie mobile qui ne permettaient pas la collecte de données démographiques).



Les répondants au sondage UN75 dans les régions où le développement humain est plus élevé perçoivent le besoin de coopération internationale comme plus important que ceux des régions où le développement humain est plus faible

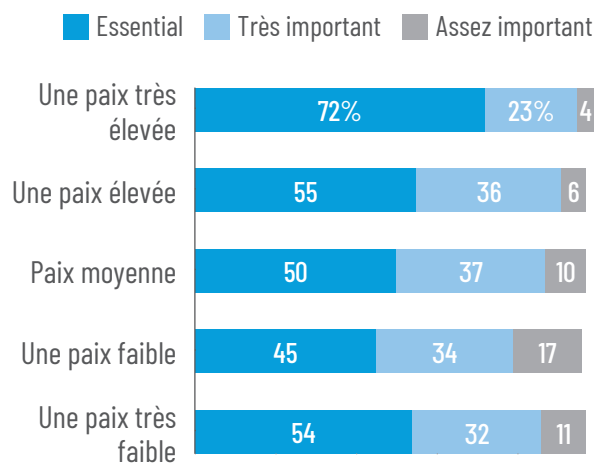
Plus le niveau de développement humain est élevé, plus les répondants sont nombreux à penser que la coopération internationale est importante.



Sondage UN75 Q4 : Dans quelle mesure est-il important - ou non - que les pays travaillent ensemble pour gérer les tendances ci-dessus ? Base : 1 212 743 (tous les répondants, à l'exclusion de ceux qui n'ont pas de données sur l'IDH). Moyenne régionale pour "l'importance perçue de coopération internationale" (échelle de l'axe des y de 0 à 2) de "Assez important" (0) à "Essentiel" (+2). Analyse croisée avec la moyenne régionale de l'IDH (échelle de l'axe des x de 0,4 à 1 IDH). Les moyennes régionales de l'IDH sont pondérées par le nombre d'observations de chaque pays respectif.



La majorité des personnes interrogées vivant dans des situations de conflit ou non estiment que la coopération internationale est essentielle ou très importante pour relever les défis futurs



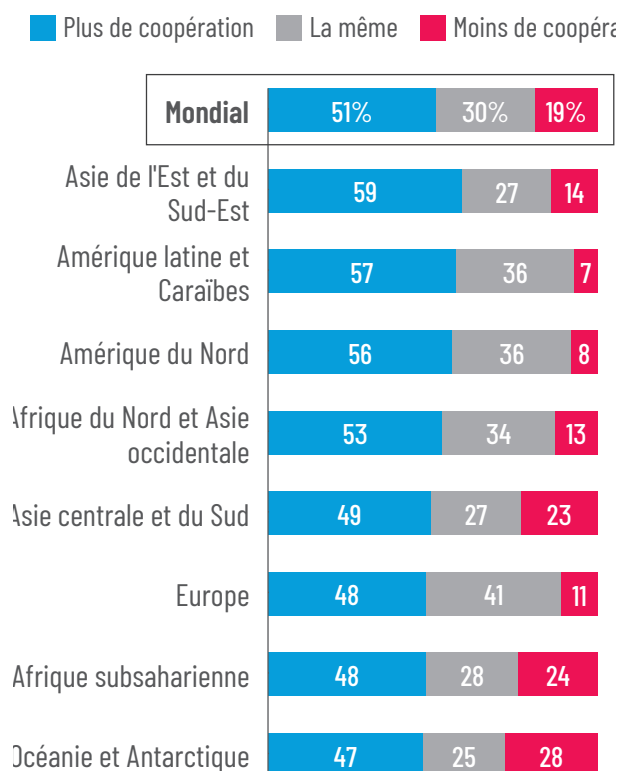
Source : IEP. Sondage UN75 Q4. Dans quelle mesure est-il important - ou non - que les pays travaillent ensemble pour gérer les tendances ci-dessus ? Analyse croisée avec l'indice mondial de la paix (GPI) de l'IEP. Pays classés par niveau de paix, tel que mesuré par l'IEP. Exclut les répondants de 82 États ou territoires non inclus dans l'IPM et les répondants dont la localisation du pays n'a pas été précisée.



Au milieu de COVID-19, les répondants au sondage de l'UN75 soutiennent la coopération internationale

Les résultats du sondage de l'UN75 suggèrent que COVID-19 a renforcé le soutien populaire à la coopération internationale

COVID-19 a bouleversé de nombreuses vies et changé l'opinion des gens. 50 % de l'ensemble des personnes interrogées dans le monde déclarent que COVID-19 a renforcé leur opinion sur la nécessité d'une coopération entre les pays, tandis que 19 % disent qu'ils ont tendance à moins coopérer qu'auparavant.

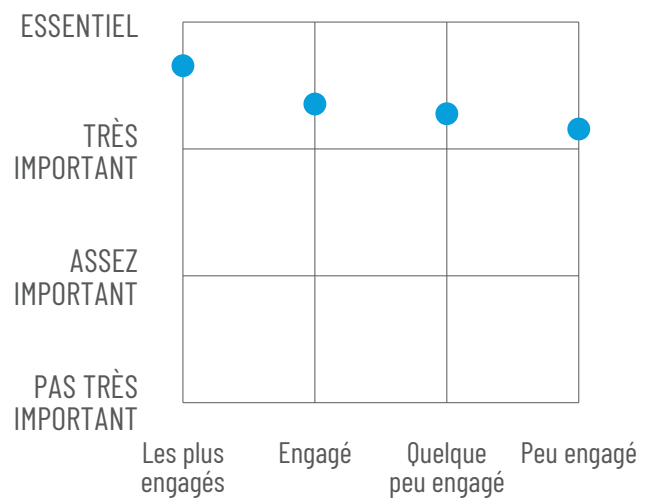


Sondage UN75 Q5. COVID-19 a-t-il modifié votre point de vue sur la coopération entre les pays ? Base : 1 129 006 (tous les répondants à partir du 22 avril ayant répondu à cette question, à l'exclusion des "autres" pays). Asie de l'Est et du Sud-Est (118 379), Amérique latine et Caraïbes (77 241), Amérique du Nord (32 872), Afrique du Nord et Asie occidentale (70 085), Asie centrale et méridionale (303 450), Europe (125 255), Afrique subsaharienne (384 200), Océanie et Antarctique (17 524).

Les personnes interrogées vivant dans des pays définis par l'AGC comme étant plus engagés dans le monde en dehors de ses frontières sont plus favorables à la collaboration internationale

Lors de l'analyse croisée du sondage de l'UN75 avec l'indice des bons pays (Good Country Index, GCI), les personnes interrogées dans les pays ayant un classement GCI plus élevé, défini par le GCI comme s'engageant davantage avec le monde extérieur à leurs frontières, favorisent davantage la collaboration internationale que les personnes interrogées dans les pays ayant un classement GCI plus bas.

Sondage UN75 Q4. Dans quelle mesure est-il important - ou non - que les pays travaillent ensemble pour gérer les tendances ci-dessus ? Base : 999 863 (tous les répondants, à l'exclusion de ceux qui n'ont pas de données sur l'AGC). Analyse croisée avec les groupes de pays de l'indice des bons pays : les plus engagés (182 498), les engagés (427 921), les assez engagés (225 663), les peu engagés (163 781).



Le sondage du Pew Research Center dans 14 économies avancées a révélé que beaucoup pensent qu'une plus grande coopération mondiale aurait pu réduire le bilan humain de COVID-19

Les personnes interrogées dans le cadre du sondage du Pew Research Center se sont également montrées très favorables à la prise en compte des intérêts des autres pays, même lorsqu'un compromis était nécessaire. Les personnes interrogées dans les 14 pays ont généralement une opinion favorable des Nations unies.¹⁴

Les jeunes répondants et ceux qui ont fait des études supérieures dans le sondage du Pew Research Center étaient encore plus susceptibles d'avoir une opinion favorable des Nations Unies.¹⁵



Un soutien public fort en faveur de la coopération internationale et de la gouvernance multilatérale

Pourcentage médian :

Coronavirus et coopération mondiale

Si notre pays avait coopéré davantage avec d'autres pays, le nombre de coronavirus les cas auraient été moins nombreux dans ce pays

59%

Aucune coopération n'aurait réduit le nombre de cas de coronavirus dans ce pays

36%

Compromis sur la question internationale

Notre pays devrait tenir compte de la intérêts d'autres pays, même si cela signifie faire des compromis avec eux

58

Notre pays devrait suivre ses propres intérêts même lorsque d'autres pays ne sont pas du tout d'accord

40

Soutien à la communauté mondiale*

Les pays du monde entier devraient agir en tant que faire partie d'une communauté mondiale qui fonctionne ensemble pour résoudre les problèmes

81

Les pays du monde entier devraient agir en tant que nations indépendantes qui sont en concurrence avec d'autres pays et de poursuivre leurs propres intérêts

17

Source : Sondage sur les attitudes mondiales de l'été 2020 du Pew Research Center. Sondage sur les attitudes mondiales du printemps 2019. *Données de 2019 : La Belgique et le Danemark n'ont pas été interrogés en 2019 et ne sont pas inclus dans cette médiane. Les pourcentages sont des médianes basées sur 14 pays. En Australie et au Canada, la question portait sur "COVID-19". Au Japon, la question portait sur le "nouveau coronavirus". Dans Corée du Sud, a posé des questions sur "Corona19".

RÉSUMÉ DES DISCUSSIONS DES PARTICIPANTS AU DIALOGUE DE L'UN75 SUR L'ÉCOUTE ET LE TRAVAIL AVEC LES JEUNES



Les jeunes se sont engagés dans des dialogues avec clarté de vue, idéalisme et espoir, parallèlement à un profond pessimisme et à une préoccupation pour le sort

de la planète et l'avenir de leur vie au sein de celle-ci. Plus que tout autre groupe, les plus jeunes d'entre nous ont cru en la capacité de l'espèce humaine à agir avec compassion et empathie pour les uns et les autres et pour la planète, et à travailler ensemble en tant que famille mondiale pour construire un monde juste et équitable. De plus amples détails sont fournis dans l'engagement 11 "Nous écouterons les jeunes et travaillerons avec eux".

Parmi les principales solutions proposées aux Nations unies pour écouter les jeunes et travailler avec eux, citons :

Une participation réelle à la politique et à la prise de décision

- Les jeunes ont exigé une participation significative (et non symbolique) à la prise de décision et aux débats, en particulier sur les questions qui les concernent.

Les jeunes veulent des moyens permanents de partager leurs points de vue et leurs idées

- Exploiter leurs compétences technologiques, leur créativité et leur tendance à innover - une ressource inexploitée pour réaliser les SDG.

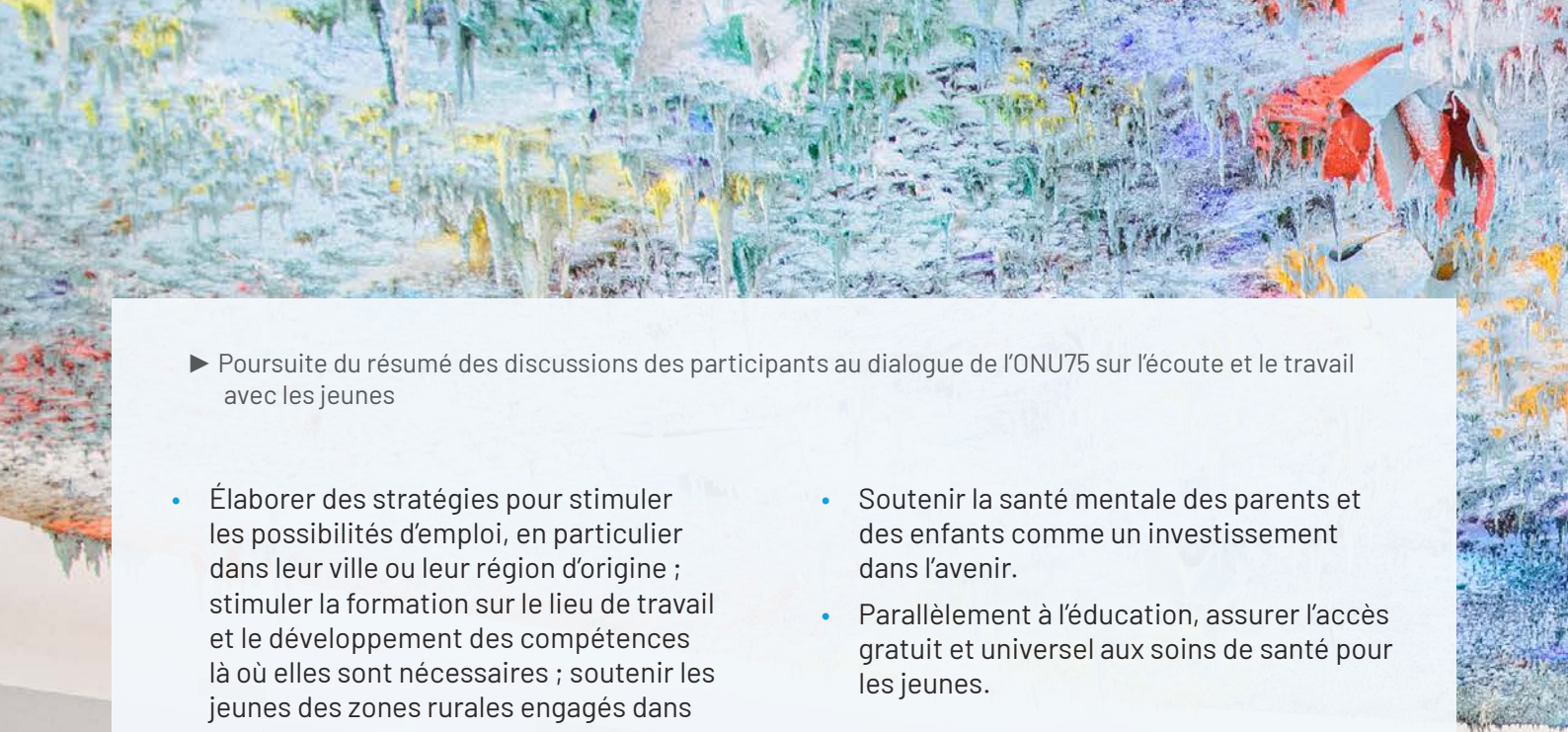
- Créer des plateformes qui permettent aux jeunes de collaborer entre eux dans le monde entier, en partageant leurs expériences, en développant des idées et en défendant une force mondiale.
- Mettre en place des mécanismes de participation des jeunes qui ont intégré l'équité et l'égalité, en particulier pour les jeunes des pays et des communautés à faibles et moyens revenus.

L'éducation - universelle, gratuite et numérique

- Les jeunes de toutes les régions ont souligné que l'éducation est la clé de tout, y compris leur capacité à participer de manière significative aux grands débats qui façonnent leur avenir.
- Les ambassadeurs des Nations unies pourraient se rendre dans les écoles, et les Nations unies peuvent s'associer à des personnes influentes dans les médias sociaux pour élargir leur portée.
- Les processus d'engagement par le biais de partenariats de médias sociaux avec des établissements d'enseignement et des associations d'étudiants doivent être authentiques et doivent viser à encourager les jeunes à participer aux processus politiques et internationaux.

Soutenir les opportunités - les jeunes et le travail

- Les jeunes veulent avoir la chance de vivre une vie pleine et prospère - actuellement hors de portée pour beaucoup.



► Poursuite du résumé des discussions des participants au dialogue de l'ONU75 sur l'écoute et le travail avec les jeunes

- Élaborer des stratégies pour stimuler les possibilités d'emploi, en particulier dans leur ville ou leur région d'origine ; stimuler la formation sur le lieu de travail et le développement des compétences là où elles sont nécessaires ; soutenir les jeunes des zones rurales engagés dans l'agriculture et mettre leur énergie au service des SDG.
- Aider les jeunes à s'adapter aux nouveaux marchés du travail numérisés et étudier le statut et l'avenir des travailleurs à bas salaire et l'évolution rapide du marché du travail.

Soutenir la santé des jeunes et les protéger et les soutenir dans leur foyer

- Assurer la protection des jeunes qui sont vulnérables à la violence dans leur propre foyer.
- Les systèmes de protection sociale doivent accorder la priorité au bien-être économique et social des enfants.

- Soutenir la santé mentale des parents et des enfants comme un investissement dans l'avenir.
- Parallèlement à l'éducation, assurer l'accès gratuit et universel aux soins de santé pour les jeunes.

Protéger les jeunes dans les situations de conflit et soutenir leur rétablissement

- Protéger les jeunes en situation de conflit et d'après-conflit, qui sont particulièrement vulnérables. Se concentrer sur les programmes de redressement dans les sociétés post-conflit, ou pour les enfants et les jeunes déplacés.

Respecter les différences entre les sexes et protéger les droits fondamentaux des enfants et des jeunes

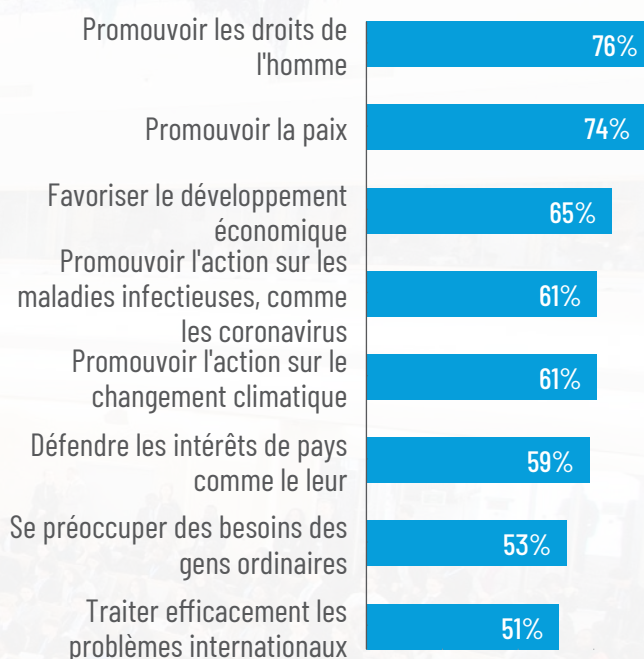


Les réponses au sondage du Pew Research Center indiquent que l'ONU doit faire plus pour s'assurer que les gens ordinaires savent que l'ONU se soucie de leurs besoins

Le Pew Research Center a également constaté que dans les 14 pays étudiés, l'ONU est considérée favorablement pour remplir sa mission principale de promotion de la paix et des droits de l'homme. Et dans une certaine mesure, les Nations unies sont également créditées pour promouvoir le développement économique, lutter contre les maladies infectieuses et agir sur le changement climatique.¹⁶ Mais les réponses montrent clairement que les Nations unies doivent s'efforcer davantage de faire connaître le travail qu'elles ont accompli au cours des dernières années, en mettant les besoins des gens ordinaires au premier plan.

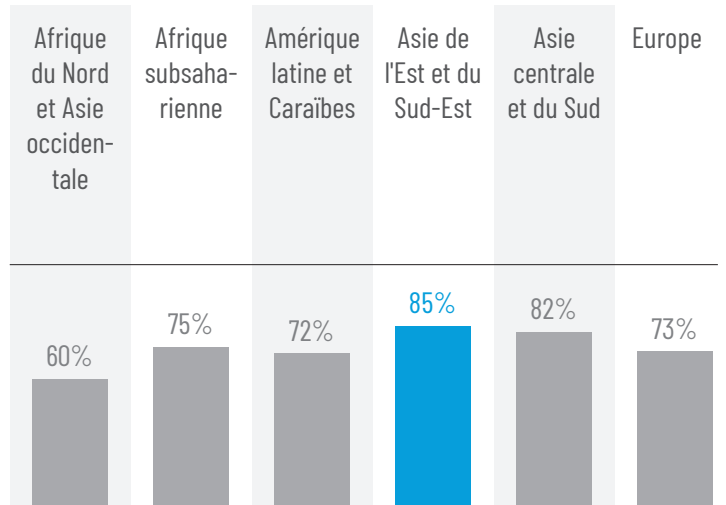
Source : Sondage sur les attitudes mondiales de l'été 2020 du Pew Research Center. Les pourcentages sont des médianes basées sur 14 pays. En Australie et au Canada, la question portait sur "COVID-19". Au Japon, question posée sur le "nouveau coronavirus". En Corée du Sud, interrogé sur "Corona19".

➤ L'ONU est considérée comme un promoteur des droits de l'homme et de la paix, mais rares sont ceux qui disent qu'elle s'occupe efficacement des questions internationales ou qu'elle se soucie des besoins des gens ordinaires



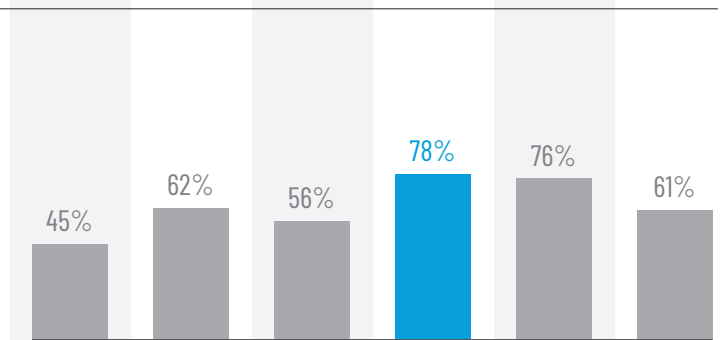
Dans le sondage Edelman, 74% des personnes interrogées estiment que les Nations unies sont une organisation essentielle pour aider à résoudre les plus grands problèmes auxquels le monde est confronté aujourd’hui

% des personnes interrogées déclarent que l’ONU est une organisation essentielle pour aider à résoudre les plus grands problèmes auxquels le monde est confronté aujourd’hui



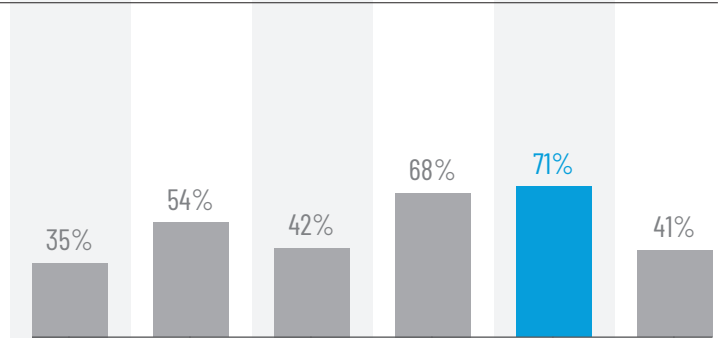
62 % des répondants estiment que les Nations unies ont rendu le monde meilleur

% qui déclarent être d’accord avec le fait que l’ONU a rendu le monde meilleur



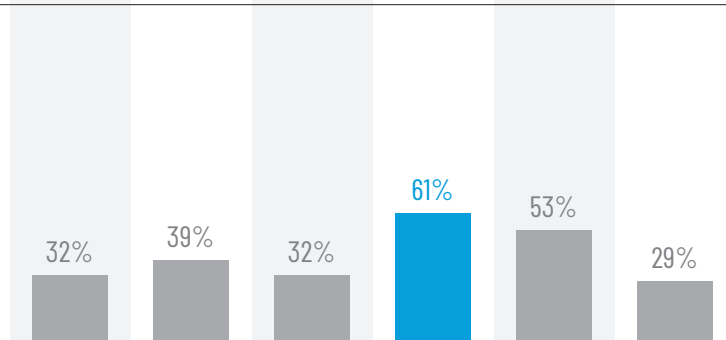
Plus de 50 % d’entre eux voient l’impact positif des Nations unies sur leur pays ou sur eux-mêmes

% qui disent que l’ONU a amélioré la vie des gens dans mon pays



Plus de 50 % d’entre eux voient l’impact positif des Nations unies sur leur pays ou sur eux-mêmes

% qui disent que l’ONU a amélioré la vie de personnes que je connais personnellement



Source : Sondage Edelman Q17. Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec les déclarations suivantes concernant les Nations Unies ? NET sont tout à fait/plutôt d’accord. Base : Tous connaissent l’ONU (33 768), l’Afrique du Nord et l’Asie occidentale (5 819), l’Afrique subsaharienne (7 688), l’Amérique latine et les Caraïbes (6 058), l’Asie du Sud et du Sud-Est (4 759), l’Asie centrale et du Sud (3 557), l’Europe (5 887).

Le sondage d'Edelman auprès de 36 pays en développement révèle que six personnes interrogées sur dix estiment que les Nations unies ont rendu le monde meilleur, tandis que 74% considèrent l'ONU comme essentielle pour relever les défis mondiaux

74 % des personnes interrogées conviennent que les Nations unies sont une organisation essentielle pour aider à résoudre les plus grands problèmes auxquels le monde est confronté aujourd'hui. Les opinions les plus fortes en faveur du rôle des Nations unies proviennent de l'Asie de l'Est et du Sud-Est (85 % des personnes interrogées) et de l'Asie centrale et du Sud (82 %).

La majorité des personnes interrogées (62 %) s'accordent à dire que les Nations unies ont rendu le monde meilleur, avec là encore un soutien accru en Asie de l'Est et du Sud-Est (78 %). Seuls 45 % des répondants d'Afrique du Nord et d'Asie occidentale sont de cet avis.

Plus de 50 % des personnes interrogées sont d'accord pour dire que les Nations unies ont amélioré la vie des gens dans leur pays et 40 % sont d'accord pour dire que les Nations unies ont amélioré la vie des gens qu'elles connaissent.

Quatre personnes interrogées sur dix disent qu'elles connaissent peu ou pas du tout les Nations unies, et considèrent que l'ONU est loin de leur vie.

Si de nombreux répondants au sondage de l'UN75 sont favorables à la coopération internationale et attendent des Nations unies qu'elles jouent un rôle moteur, ils souhaitent également que l'ONU innove et prenne davantage en compte la diversité des acteurs au XXIe siècle

Des centaines de milliers de participants à plus de 3000 dialogues UN75 organisés dans le monde entier ont appelé les Nations unies à innover et à changer leur mode de fonctionnement. Les participants aux dialogues ont souhaité un Conseil

de sécurité plus représentatif et plus équilibré, une plus grande implication des parties prenantes des minorités, une amélioration de la transparence, de la responsabilité et de la neutralité, et un meilleur engagement local pour la mise en œuvre des programmes de l'ONU.

Parmi les idées les plus fréquemment partagées et les plus importantes proposées par les participants au dialogue pour renouveler l'ONU, citons :

Le leadership moral de l'ONU

- Le Secrétaire général devrait plaider en faveur du multilatéralisme et défendre l'impartialité de l'ONU.

Réforme du Conseil de sécurité des Nations unies

- Les gouvernements devraient élargir la participation et la représentativité du Conseil de sécurité des Nations unies, par exemple en augmentant le nombre de ses membres issus du continent africain.
- Les règles de la Charte des Nations unies sur le droit de veto devraient être révisées : plusieurs participants du monde entier, dont une majorité d'étudiants, sont d'accord pour que les gouvernements abolissent le droit de veto des membres permanents et accordent des voix égales à tous les membres du Conseil de sécurité.

Autres réformes organisationnelles

- Les gouvernements devraient mettre à jour la Charte des Nations unies afin de tenir compte des tendances nouvelles et prévues qui affectent la communauté mondiale, y compris les mentions du changement climatique et d'autres questions environnementales émergentes.
- Une conférence intergouvernementale mondiale devrait être convoquée pour reformuler les principaux aspects et mécanismes de la gouvernance mondiale, et le modèle de gouvernance devrait être réformé, les régions, plutôt que les pays, constituant l'unité de base de la prise de décision.

- Il est également important de démocratiser l'ONU par d'autres réformes, telles que la création d'une assemblée parlementaire des Nations unies en tant qu'organe subsidiaire de l'Assemblée générale en vertu de l'article 22 de la Charte, ou l'introduction d'une "initiative de proposition citoyenne" à l'Assemblée générale des Nations unies ou d'un autre outil de consultation permanent.
- Il est nécessaire de renforcer les agences spécialisées, les organes et les bureaux des Nations unies existants - comme le Programme des Nations unies pour l'environnement - ou d'en créer de nouveaux.

Réforme de la gestion et du leadership

- Les participants ont exhorté les Nations unies à développer des pratiques d'embauche plus inclusives et plus efficaces, en menant une analyse complète des processus d'embauche, en fixant des objectifs de représentation proportionnelle aux échelons supérieurs et en recrutant davantage d'experts indépendants issus d'organisations de la société civile et de membres de communautés défavorisées.
- Le Secrétariat de l'ONU et les organisations du Système des Nations unies devraient introduire des objectifs et des critères stricts pour évaluer la transparence de leurs opérations de gestion, et augmenter les dons de la société civile et des entreprises.

Une meilleure compréhension du travail des Nations unies

- L'ONU devrait améliorer et renforcer ses efforts de relations publiques afin que les citoyens du monde entier soient plus conscients de sa mission, de ses objectifs et des mandats des entités.

Un système des Nations unies inclusif et participatif

- Les organes et bureaux des Nations unies et le Secrétariat des Nations unies devraient s'efforcer de renforcer la participation globale des citoyens et des communautés locales aux processus de prise de décision et de formulation des politiques.
- Des plateformes en ligne et des dialogues annuels devraient être promus pour cet objectif. Une assemblée parlementaire représentative de la voix du peuple pourrait être créée pour servir d'organe consultatif des citoyens auprès de l'Assemblée générale.
- Le Secrétaire général des Nations unies devrait agir pour renforcer la participation des groupes autochtones, des minorités, des femmes, des jeunes et des personnes handicapées aux processus des Nations unies. En particulier, la promotion de l'égalité des sexes dans la main-d'œuvre des Nations unies et l'inclusion des femmes dans le processus décisionnel devraient être une priorité.

Améliorer la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation

- Le système des Nations unies devrait travailler en coopération plus étroite avec les organisations de la société civile locales, les ONG et les communautés vulnérables pour la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des projets locaux.
- Le Secrétaire général des Nations unies devrait tenir les États membres responsables de la mise en œuvre des conventions et des protocoles, au niveau infranational et local. L'élaboration d'un plan d'action pour la mise en œuvre des résultats de l'initiative UN75 est également considérée comme une priorité.

Pour plus de détails sur les propositions avancées par les participants au dialogue de l'UN75, voir l'engagement 8 sur la modernisation des Nations unies.

RÉSUMÉ DES DISCUSSIONS DES PARTICIPANTS AU DIALOGUE DE L'UN75 SUR LA GARANTIE D'UN FINANCEMENT DURABLE



Les participants à certains dialogues ont proposé des stratégies concrètes pour minimiser l'impact de COVID-19 sur l'aide au développement, pour assurer le programme

d'action d'Addis-Abeba, pour faciliter une répartition plus égale des infrastructures TIC, et pour augmenter le budget des Nations unies et diversifier ses sources de financement, comme décrit dans l'engagement 9 "Nous assurerons un financement durable".

Voici quelques-unes des principales solutions proposées :

Financement du développement

- Investir dans les technologies vertes, l'économie circulaire, la recherche et la conception et le développement des infrastructures, y compris la connectivité internet dans les pays à faible et moyen revenu.
- Rendre écologiques les investissements de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations unies dans le cadre des engagements du programme d'action d'Addis-Abeba visant à promouvoir la durabilité des entreprises. Améliorer les rapports sur les impacts environnementaux, sociaux et de gouvernance et accélérer les efforts de désinvestissement des combustibles fossiles.
- Mobiliser de nouvelles sources de financement pour les organisations de la société civile.

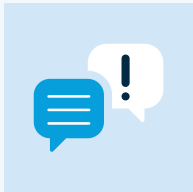
Financement des Nations unies

- Augmenter le budget de l'ONU et diversifier les financements.
- Examiner plus en détail les effets produits par les différents types de financement de l'ONU sur le pouvoir, le contrôle et la responsabilité au sein de l'organisation, en particulier avec le financement privé. Examiner les différents types d'activités menées avec les différentes sources de financement, et étudier si certains types de financement ne risquent pas de détourner l'organisation de l'accomplissement de son mandat.
- Tenir les États membres responsables s'ils ne s'acquittent pas de leurs contributions.
- Accroître la transparence et la responsabilité dans l'utilisation des ressources au sein du système des Nations unies.

Soutenir les petites entreprises et l'esprit d'entreprise

- Encourager davantage d'investissements dans les petites et moyennes entreprises et les innovations menées par les jeunes.
- Faciliter les ressources des entreprises, le mentorat professionnel.

RÉSUMÉ DES DISCUSSIONS DES PARTICIPANTS AU DIALOGUE DE L'UN75 SUR LE FAIT DE PLACER LES FEMMES ET LES FILLES AU CENTRE



Les participants aux dialogues organisés dans le monde entier ont démontré que les femmes ne sont plus prêtes à être marginalisées. Ils ont

exprimé une large préoccupation concernant la marginalisation sociale et économique actuelle des femmes. Ils ont décrit comment COVID-19 exacerbe encore les inégalités entre les sexes et les structures patriarcales existantes, en notant l'influence dramatique de COVID-19 sur la charge des femmes en matière de soins à domicile, et comment le verrouillage a déclenché l'augmentation des cas de violence domestique et de la demande d'aide. De plus amples détails sont fournis dans l'engagement 5 "Nous placerons les femmes et les filles au centre".

Voici quelques-unes des principales solutions proposées :

La lutte contre la violence fondée sur le sexe

- Le système des Nations unies et le Secrétaire général peuvent donner la priorité à l'éradication de la violence sexiste, au niveau mondial, en canalisant les ressources vers les initiatives existantes, comme l'initiative conjointe "Spotlight" des Nations unies et de l'Union européenne sur l'élimination de toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles, et en encourageant l'adoption de la Convention d'Istanbul.
- Les participants au dialogue ont appelé les gouvernements nationaux à réformer le système de justice pénale et à renforcer les mécanismes de lutte contre les crimes sexistes.

Un marché du travail ouvert à tous les hommes et à toutes les femmes et une rémunération égale pour tous

- Les gouvernements nationaux et les entreprises ont été invités à réduire l'écart de rémunération entre les sexes.
- De nombreux participants ont demandé des politiques de l'emploi et du marché du travail plus inclusives, notamment en soutenant les femmes entrepreneurs, en améliorant la formation professionnelle, en particulier dans les zones rurales, en adoptant des stratégies nationales d'inclusion financière qui valorisent et rémunèrent le travail non rémunéré des femmes en matière de soins, en exploitant les plateformes numériques et les réseaux locaux pour encadrer les femmes et les filles.
- Les établissements d'enseignement supérieur peuvent promouvoir et soutenir le talent professionnel et le développement du leadership des femmes.

Assurer une participation égale à la politique et au leadership

- Les gouvernements nationaux peuvent inclure davantage de femmes dans les postes politiques et de direction.
- Le Secrétaire général des Nations unies et les États membres peuvent donner aux femmes les moyens de diriger l'avenir.

Mettre en place des systèmes éducatifs inclusifs et des stratégies visant à combler l'écart entre les sexes dans l'éducation

- Éliminer le tabou des menstruations : en sensibilisant davantage le public, la

- Suite du résumé des discussions des participants au dialogue de l'ONU75 sur la place centrale des femmes et des filles

recherche, les décideurs politiques et les débats culturels ; et en améliorant l'accès aux produits d'hygiène sanitaire et aux toilettes propres, privées et sûres pour les femmes dans les écoles, les institutions publiques et les communautés en général.

- Garantir l'éducation obligatoire des filles et des possibilités d'éducation pour tous.

Élaborer des politiques tenant compte de la dimension de genre

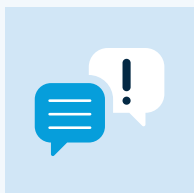
- Renforcer les données et les statistiques sur les questions liées aux femmes et introduire des évaluations de l'impact des politiques et de la planification budgétaire sur les femmes.
- Prendre des mesures supplémentaires

pour l'inclusion des femmes dans les postes d'encadrement supérieur et intermédiaire du personnel des Nations unies.

Promouvoir le rôle des femmes dans les opérations de maintien de la paix

- Reconnaître l'importance d'engager les femmes dans les discussions sur la paix et la sécurité et promouvoir des stratégies de maintien de la paix tenant compte de l'égalité des sexes.
- Renforcer la représentation des femmes dans les opérations de maintien de la paix et développer des stratégies de contrôle des armes légères et de petit calibre qui tiennent compte de la problématique hommes-femmes.

RÉSUMÉ DES DISCUSSIONS DES PARTICIPANTS AU DIALOGUE DE L'UN75 SUR LE RENFORCEMENT DES PARTENARIATS



Les participants du monde entier ont proposé des idées pour renforcer les partenariats, détaillées dans l'engagement 10 "Nous renforcerons les partenariats".

Voici quelques-unes des principales solutions proposées :

Inclusion et engagement de la société civile

- Formaliser le rôle de la société civile dans les processus internationaux de contrôle et de responsabilisation des accords et normes internationaux administrés par les Nations unies.
- Accroître les possibilités de promouvoir un plus grand engagement des Nations unies dans les secteurs de la culture et

- Suite du résumé des discussions des participants au dialogue de l'ONU75 sur le renforcement des partenariats

des arts en créant un bureau d'envoyé des Nations unies pour les arts et en organisant davantage de campagnes de communication qui utilisent la culture, la musique, le cinéma et les arts visuels pour toucher les gens.

- S'associer davantage et soutenir les organisations de la société civile au niveau national, y compris les groupes de services communautaires qui atténuent les effets de COVID-19.
- Élaborer des projets de politiques de données ouvertes et des propositions de législation sur l'accès à l'information afin d'accroître la transparence et de promouvoir le contrôle de la société civile.

Consultation publique et plateformes multipartites

- Élargir le rôle des consultations publiques internationales afin d'encourager une plus grande sensibilisation à l'égard des Nations unies et de soutenir un rôle plus actif des citoyens et de la société civile dans la gouvernance mondiale.
- Promouvoir les dialogues et les sondages en cours, comme l'UN75, pour recueillir les avis et les propositions de toutes les parties prenantes et de tous les pays.
- Explorer la création de comités/panels consultatifs de citoyens qui pourraient fournir régulièrement des contributions et des commentaires sur les activités de l'ONU.
- Prendre davantage d'initiatives pour établir des partenariats avec des acteurs des secteurs public et privé, ainsi qu'avec

des organisations philanthropiques et des start-ups, et mettre en place des concours et des prix de l'innovation.

Soutenir les petites entreprises et l'esprit d'entreprise

- Investir dans les petites et moyennes entreprises et les innovations menées par les jeunes.
- Faciliter les ressources des entreprises, le mentorat professionnel.

Impliquer les communautés locales et les autorités locales

- Exploiter le rôle des autorités et des communautés locales dans la résolution des problèmes de développement durable.

Coopérer avec et au sein du secteur universitaire

- Tirer parti de la diplomatie scientifique pour mettre en œuvre l'Agenda 2030.
- Établir des liens plus étroits entre la communauté scientifique et les décideurs de tous les pays.
- Encourager les établissements d'enseignement supérieur à s'engager davantage auprès des communautés locales, en soutenant la recherche participative ascendante sur la pauvreté, les moyens de subsistance et les compétences.



ANNEXES

IK HEB MIJN STEM
LATEN HOREN.

#IIN75

ANNEXE 1 - DONNÉES DÉTAILLÉES DES SONDAGES ET DES DIALOGUES ANALYSÉS DANS CE RAPPORT

Nous présentons ci-dessous la répartition de l'échantillon par pays, territoire, zone géographique, région et sous-région pour le sondage de l'UN75, les résumés des dialogues de l'UN75 reçus, le sondage indépendante du Pew Research Center, le sondage indépendante d'Edelman Intelligence, les sondages U-Report et 2030 Youth Force, et le nombre de fois où Kahoot ! a été joué.

Les données présentées dans ce rapport sont organisées par pays, territoires et zones d'origine tels que fournis par les répondants. Le rapport

utilise les noms de pays et de zones ainsi que la méthodologie utilisée à des fins de traitement statistique et dans ses publications par la Division des statistiques du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat des Nations Unies. Les appellations employées dans ce rapport et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones relevant de ses autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

PAYS, TERRITOIRE, ZONE GÉOGRAPHIQUE	SONDAGE UN75	DIALOGUES ET RÉSUMÉS UN75 REÇUS	SONDAGE DU CENTRE DE RECHERCHE PEW	SONDAGE EDELMAN	UNICEF UREPORT/ 2030 SONDAGE SUR LA FORCE DES JEUNES	KAHOOT!
Asie centrale et du Sud	314,701	222	0	4,005	5,420	13,488
Asie centrale	89,922	37	0	1,000	0	1,132
Kazakhstan	9,641	7				870
Kirghizistan	28,143	1				166
Tadjikistan	16,222	16				
Turkménistan	1,561	1				2
Ouzbékistan	34,355	12		1,000		94
Asie du Sud	224,779	185	0	3,005	5,420	12,356
Afghanistan	5,453	23				5
Bangladesh	7,537	3		1,002		104
Bhoutan	2,738					
Inde	147,601	151		1,000 *	5,420	10,646
Iran (République islamique d')	3,665	1				103
Maldives	1,284					511
Népal	53,516	4				79
Pakistan	1,931	2		1,003 **		399
Sri Lanka	1,054	1				509

PAYS, TERRITOIRE, ZONE GÉOGRAPHIQUE	SONDAGE UN75	DIALOGUES ET RÉSUMÉS UN75 REÇUS	SONDAGE DU CENTRE DE RECHERCHE PEW	SONDAGE EDELMAN	UNICEF UREPORT/ 2030 SONDAGE SUR LA FORCE DES JEUNES	KAHOOT!
Asie de l'Est et du Sud-Est	130,709	304	2,247	5,009	6,000	22,784
Asie de l'Est	99,703	290	2,247	1,001	0	2,873
Chine	30,115	27		1,001 *		377
Chine, Région administrative spéciale de Hong Kong	386					1,760
Chine, Région administrative spéciale de Macao	34					19
République populaire démocratique de Corée	674					
Japon	52,431	10	1,056			332
Mongolie	1,540	9				38
République de Corée	14,523	244	1,191			347
Asie du Sud-Est	31,006	14	0	4,008	6,000	19,911
Brunei Darussalam	76					73
Cambodge	2,035	1				245
Indonésie	3,980	5		1,002 *		9,526
République démocratique populaire lao	509					28
Malaisie	1,741			1,004 *		2,252
Myanmar	1,279	3				182
Philippines	5,616	5				1,841
Singapour	1,845			1,001 *		2,568
Thaïlande	5,683					3,192
Timor-Leste	1,150					2
Viêt Nam	7,092			1,001 **	6,000	2
Europe	145,139	75	8,973	6,009	0	130,143
Europe de l'Est	23,508	7	0	4,007	0	12,064
Biélorussie	1,882					72
Bulgarie	580	1				286
Tchéquie	460					1,619
Hongrie	363			1,000 *		770
Pologne	369	1		1,000 *		7,032
République de Moldavie	8,478					48
Roumanie	2,289					838
Fédération de Russie	7,150	2		1,001 **		709
Slovaquie	406	3				126
Ukraine	1,531			1,006 **		564

PAYS, TERRITOIRE, ZONE GÉOGRAPHIQUE	SONDAGE UN75	DIALOGUES ET RÉSUMÉS UN75 REÇUS	SONDAGE DU CENTRE DE RECHERCHE PEW	SONDAGE EDELMAN	UNICEF UREPORT/ 2030 SONDAGE SUR LA FORCE DES JEUNES	KAHOOT!
Europe du Nord	25,895	30	3,062	1,001	0	68,391
Îles Åland	334					
Danemark	621		1,043			8,062
Estonie	89	2				541
Îles Féroé	7					11
Finlande	473					6,052
Guernesey/Sark	22					22
Islande	217					150
Irlande	1,214	1				2,575
L'île de Man	11					5
Jersey	873					27
Lettonie	75					852
Lituanie	172					1,265
Norvège	2,023	7		1,001 *		10,051
Svalbard et îles Jan Mayen	13					
Suède	6,648		1,016			20,857
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	13,103	20	1,003			17,921
Europe du Sud	71,403	17	2,043	1,001	0	10,321
Albanie	6,539	2				72
Andorre	216					5
Bosnie-Herzégovine	1,399					77
Croatie	214					256
Gibraltar	11					2
Grèce	9,024					223
Vatican	14					
Italie	21,125	2	1,002			1,882
Kosovo	2,324					
Malte	74					136
Monténégro	7,138	1				17
Macédoine du Nord	3,279					89
Portugal	6,432	1		1,001 *		884
Saint-Marin	3					
Serbie	6,248	1				109
Slovénie	529	4				59
Espagne	6,834	6	1,041			6,510

PAYS, TERRITOIRE, ZONE GÉOGRAPHIQUE	SONDAGE UN75	DIALOGUES ET RÉSUMÉS UN75 REÇUS	SONDAGE DU CENTRE DE RECHERCHE PEW	SONDAGE EDELMAN	UNICEF UREPORT/ 2030 SONDAGE SUR LA FORCE DES JEUNES	KAHOOT!
Europe de l'Ouest	24,333	21	3,868	0	0	39,367
Autriche	1,808					8,264
Belgique	2,435	3	801			1,483
France	7,848	2	1,051			1,253
Allemagne	6,976	4	1,016			4,812
Liechtenstein	74					1
Luxembourg	271					94
Monaco	33					6
Pays-Bas	1,895	3	1,000			18,432
Suisse	2,993	9				5,022
Amérique latine et Caraïbes	88,821	126	0	6,240	0	24,196
Caraïbes	4,701	2	0	1,001	0	987
Anguilla	74					
Antigua-et-Barbuda	50	1				1
Aruba	67					19
Bahamas	63					83
Barbade	145					23
Bonaire, Saint-Eustache et Saba	20					
Îles Vierges britanniques	28					
Îles Caïmans	29					39
Cuba	104					1
Curaçao	27					21
Dominique	44					11
République dominicaine	947			1,001		294
Grenade	32					4
Guadeloupe	211					2
Haïti	1,083	1				1
Jamaïque	417					195
Martinique	29					2
Montserrat	6					1
Porto Rico	191					194
Saint Barthélemy	8					
Saint-Christophe-et-Nevis	37					9
Sainte-Lucie	32					2
Saint Martin (partie française)	4					

PAYS, TERRITOIRE, ZONE GÉOGRAPHIQUE	SONDAGE UN75	DIALOGUES ET RÉSUMÉS UN75 REÇUS	SONDAGE DU CENTRE DE RECHERCHE PEW	SONDAGE EDELMAN	UNICEF UREPORT/ 2030 SONDAGE SUR LA FORCE DES JEUNES	KAHOOT!
Saint Vincent et les Grenadines	17					2
Sint Maarten (partie néerlandaise)	27					5
Trinité-et-Tobago	953					44
Îles Turques et Caïques	11					9
Îles Vierges américaines	45					25
Amérique centrale	20,402	25	0	1,233	0	5,602
Belize	117					6
Costa Rica	1,678	3				188
Le Salvador	836					109
Guatemala	1,892					350
Honduras	1,146					48
Mexique	10,981	18		1,233 ****		4,747
Nicaragua	195					74
Panama	3,557	4				80
Amérique du Sud	63,718	99	0	4,006	0	17,607
Argentine	8,753	2		1,000 *		1,848
Bolivie (État plurinational de)	1,060					651
L'île Bouvet	16					
Brésil	15,847	13		1,002 *		8,583
Chili	8,224	3		1,001 *		505
Colombie	12,289	47		1,003 *		2,329
Équateur	1,612					564
Îles Malouines (Malvinas)	10					
La Guyane française	15					
Guyane	665	6				7
Paraguay	487					19
Pérou	4,922	4				2,969
Géorgie du Sud et les îles Sandwich du Sud	29					
Suriname	883	2				3
Uruguay	2,000	7				97
Venezuela (République bolivarienne du)	6,906	15				32

PAYS, TERRITOIRE, ZONE GÉOGRAPHIQUE	SONDAGE UN75	DIALOGUES ET RÉSUMÉS UN75 REÇUS	SONDAGE DU CENTRE DE RECHERCHE PEW	SONDAGE EDELMAN	UNICEF UREPORT/ 2030 SONDAGE SUR LA FORCE DES JEUNES	KAHOOT!
Afrique du Nord et Asie occidentale	77,563	80	0	6,513	0	24,512
Afrique du Nord	11,654	9	0	2,000	0	720
Algérie	2,798					43
Égypte	2,896	6		1,000 **		364
Libye	498					9
Maroc	1,091	1		1,000 **		188
Soudan	322					29
Tunisie	4,005	2				87
Sahara occidental	44					
Asie occidentale	65,909	71	0	4,513	0	23,792
Arménie	4,627					29
Azerbaïdjan	17,257	21				102
Bahreïn	209					248
Chypre	251					82
Géorgie	2,263	15				58
Irak	869	1				60
Israël	735			1,002 **		3,818
Jordanie	7,304	9				94
Koweït	562					288
Liban	6,961	17		504 ***		86
Oman	342					464
Qatar	285					283
Arabie Saoudite	3,293	4		1,000 **		2,064
État de Palestine	2,633					41
République arabe syrienne	5,900	1				8
Turquie	10,189	1		1,000 *		4,782
Émirats arabes unis	1,504	2		1,007 *		11,279
Yémen	725					6
Amérique du Nord	40,559	122	2,040	0	0	149,324
Amérique du Nord	40,559	122	2,040	0	0	149,324
Bermudes	38					111
Canada	7,982	4	1,037			20,356
Groenland	14					25
Saint-Pierre-et-Miquelon	7					
États-Unis d'Amérique	32,518	118	1,003			128,832

PAYS, TERRITOIRE, ZONE GÉOGRAPHIQUE	SONDAGE UN75	DIALOGUES ET RÉSUMÉS UN75 REÇUS	SONDAGE DU CENTRE DE RECHERCHE PEW	SONDAGE EDELMAN	UNICEF UREPORT/ 2030 SONDAGE SUR LA FORCE DES JEUNES	KAHOOT!
Océanie et Antarctique	18,673	15	1,016	0	0	23,832
Antarctique	81	0	0	0	0	
Antarctique	81					
Australie et Nouvelle-Zélande	4,476	3	1,016	0	0	23,806
Australie	3,699	2	1,016			16,235
L'île Christmas	22					
Îles Cocos (Keeling)	7					
Île Heard et îles McDonald	11					
Nouvelle-Zélande	725	1				7,571
L'île de Norfolk	12					
Îles du Pacifique	14,116	12	0	0	0	26
Samoa américaines	226					2
Îles Cook	24					2
Fidji	3,440	2				3
Polynésie française	14					
Guam	36					9
Kiribati	1,647	3				
Îles Marshall	822					
Micronésie (États fédérés de)	210					
Nauru	44					
Nouvelle-Calédonie	14					
Niue	5					
Îles Mariannes du Nord	13					
Palau	231					
Papouasie-Nouvelle-Guinée	6,462	4				1
Pitcairn	5					
Samoa	120					9
Îles Salomon	202					
Tokelau	12					
Tonga	69					
Tuvalu	61	3				
Îles mineures éloignées des États-Unis	52					
Vanuatu	397					
Îles Wallis et Futuna	10					

PAYS, TERRITOIRE, ZONE GÉOGRAPHIQUE	SONDAGE UN75	DIALOGUES ET RÉSUMÉS UN75 REÇUS	SONDAGE DU CENTRE DE RECHERCHE PEW	SONDAGE EDELMAN	UNICEF UREPORT/ 2030 SONDAGE SUR LA FORCE DES JEUNES	KAHOOT!
Afrique subsaharienne	400,171	86	0	8,001	110,916	2,378
Afrique de l'Est	82,694	30	0	2,000	64,478	728
Burundi	680	9				2
Archipel des Chagos	171					
Comores	868					
Djibouti	383	1				
Érythrée	48					
Éthiopie	1,460					14
Territoires français du Sud	10					
Kenya	3,533	7		1,000 **		444
Madagascar	1,122					40
Malawi	1,349	1			21,057	9
Maurice	1,136					47
Mayotte	49					
Mozambique	913				43,421	11
Réunion	63					7
Rwanda	11,311					17
Seychelles	99					11
Somalie	648					13
Sud-Soudan	875	3				
Ouganda	1,933	4				34
République-Unie de Tanzanie	1,520			1,000 **		41
Zambie	49,142	4				29
Zimbabwe	5,381	1				9
Afrique centrale	140,652	6	0	3,000	0	18
Angola	312			1,000		
Cameroun	54,963	6		1,000		3
République centrafricaine	269					
Tchad	78,375					1
Congo	3,955					10
République démocratique du Congo	2,366					
Guinée équatoriale	44					
Gabon	317			1,000		3
Sao Tomé et Príncipe	51					1

PAYS, TERRITOIRE, ZONE GÉOGRAPHIQUE	SONDAGE UN75	DIALOGUES ET RÉSUMÉS UN75 REÇUS	SONDAGE DU CENTRE DE RECHERCHE PEW	SONDAGE EDELMAN	UNICEF UREPORT/ 2030 SONDAGE SUR LA FORCE DES JEUNES	KAHOOT!
Afrique australe	11,922	9	0	1,000	0	1,001
Botswana	4,395	2				6
Eswatini	193	3				
Lesotho	2,380					6
Namibie	645					9
Afrique du Sud	4,309	4		1,000 *		980
Afrique de l'Ouest	164,903	41	0	2,001	46,438	631
Bénin	14,616					2
Burkina Faso	12,984					
Cap-Vert	115					2
Côte d'Ivoire	3,004				42,733	15
Gambie	985	11			2,627	2
Ghana	1,170	2				151
Guinée	21,194	3				
Guinée-Bissau	1,101					
Liberia	313					1
Mali	1,448					
Mauritanie	388					7
Niger	465					
Nigeria	6,069	17		1,001 **		432
Sainte-Hélène	9					
Sénégal	54,422	2		1,000		16
Sierra Leone	5,363	6			1,078	2
Togo	41,257					1
Autre	4,512	37			1,526	221
Mixte/en ligne		74				
Total général	1,220,848	1,141	14,276	35,777	123,862	390,878

^Les références au Kosovo s'entendent dans le contexte de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité.

^^Edelman regroupe la Turquie sous la rubrique Afrique du Nord et Asie occidentale dans les analyses régionales d'Edelman.

* Dans l'échantillon d'Edelman, les 29 pays marqués d'un * ont participé à un sondage en ligne de 15 minutes.

Pour les sept autres pays de l'échantillon d'Edelman, les participants ont participé à un sondage téléphonique assisté de 20 minutes enquête.

** Dans l'échantillon d'Edelman, les 12 pays marqués d'un ** ont été échantillonnés par Edelman en utilisant la

représentation en ligne, c'est-à-dire la représentation de ceux qui ont accès à l'internet. Les 24 autres pays du sondage Edelman ont été échantillonnés en utilisant une représentation nationale, c'est-à-dire représentative de la composition démographique de ce pays.

*** Dans l'échantillon d'Edelman, le Liban avait une taille d'échantillon réduite en raison de la situation nationale au moment du sondage, limitant le nombre d'individus disponibles pour participer.

**** Dans l'échantillon d'Edelman, d'autres personnes interrogées ont participé au sondage en raison d'un suréchantillonnage. Les données du sondage ont été pondérées

ANNEXE 2 - MÉTHODOLOGIE DÉTAILLÉE

Enquête UN75



Le sondage [UN75](#) était ouvert à tous. Il a été élaboré en partenariat avec la campagne d'action SDG, en s'appuyant sur les enseignements tirés du sondage MYWorld, réalisé en prévision de l'adoption des

objectifs de développement durable en 2015. Le bureau de l'UN75 a en outre sollicité les conseils d'experts en matière de sondage, tels que le Pew Research Centre et Misions Publiques. Le sondage a été traduit en 64 langues et adaptée pour une application de sondage hors ligne, un SMS, le U-Report de l'UNICEF et d'autres outils.

Ce rapport contient l'analyse de 1 220 848 réponses au sondage de l'UN75 recueillies entre le 2 janvier et le 3 novembre 2020 auprès des 193 États membres des Nations Unies. Voir page XX de ce rapport pour la répartition de l'échantillon par âge, sexe, niveau d'éducation et handicap. Pour la ventilation complète de l'échantillon par pays, territoire, zone géographique, région et sous-région, voir l'annexe 1.

Les données ont été analysées à l'aide de méthodes statistiques quantitatives, en partenariat avec l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement, avec les conseils du Pew Research Center et de l'Université de New York. Les données brutes du sondage UN75 sont disponibles pour téléchargement public sur la plate-forme de données UN75.

Au départ, le sondage comprenait cinq questions : deux questions à choix multiples, avec des réponses apparaissant dans un ordre aléatoire et la possibilité d'ajouter la vôtre ; deux questions à échelle mobile ; et une question facultative à texte libre.

Questions originales du sondage UN75 :

1. Si vous imaginez le monde dans 25 ans, quelles sont les TROIS choses que vous souhaiteriez le plus voir ? (Les répondants pouvaient choisir jusqu'à trois réponses, sans classement)
 - Moins de conflits
 - Une plus grande égalité au sein des pays
 - Une plus grande égalité entre les pays
 - Plus de respect pour les droits de l'homme
 - Plus de protection de l'environnement
 - Une consommation et une production plus durables
 - Plus de possibilités d'emploi
 - Un meilleur accès à l'éducation
 - Un meilleur accès aux soins de santé
 - Une plus grande égalité entre les hommes et les femmes
 - Une meilleure gestion des migrations internationales

2. Selon vous, laquelle de ces tendances mondiales affectera le plus notre avenir ? Sélectionnez jusqu'à TROIS. (Les répondants pouvaient choisir jusqu'à trois réponses, sans classement)
 - Les risques liés aux nouvelles technologies
 - Changement climatique et questions environnementales
 - Armes nucléaires et autres armes de destruction massive
 - Migrations et déplacements forcés
 - L'évolution rapide de nos populations
 - Conflit armé et violence à motivation politique
 - Risque de terrorisme
 - Cyberguerre et nouvelles formes d'armes
 - Criminalité organisée
 - Rupture des relations entre les pays
 - Risques liés à la santé
3. Dans quelle mesure est-il important - ou non - que les pays travaillent ensemble pour gérer les tendances susmentionnées ? (Les répondants pouvaient choisir une seule réponse)
 - Essentiel
 - Très important
 - Assez important
 - Pas très important
 - Pas important du tout
4. Dans l'ensemble, pensez-vous que les gens en 2045 seront mieux, moins bien lotis, comme vous l'êtes aujourd'hui ?
 - Mieux
 - Pire
 - Idem
5. Que conseilleriez-vous au Secrétaire général des Nations unies pour faire face à ces tendances mondiales ? (réponse ouverte facultative de 140 caractères maximum)

Le 22 avril, deux questions liées à COVID-19 ont été ajoutées. La première était une question à choix multiple, avec des réponses apparaissant dans un ordre aléatoire et la possibilité d'ajouter sa propre réponse. La seconde était une question à échelle mobile.

Autres questions relatives à COVID-19 :

6. Quelles devraient être les priorités de la communauté internationale pour mieux se remettre de la pandémie ? Sélectionnez jusqu'à TROIS. (Les répondants pouvaient choisir jusqu'à trois priorités non classées)

- Renforcer la solidarité entre les peuples et les nations
 - Accroître le soutien aux pays et communautés les plus touchés
 - Moderniser les organisations internationales pour obtenir de meilleurs résultats
 - Assurer un accès universel et abordable aux technologies numériques
 - Donner la priorité à l'accès universel aux soins de santé
 - Investir davantage dans les programmes d'éducation et de jeunesse
 - Assurer l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement
 - Faire face à la crise climatique avec plus d'urgence
 - Accroître les efforts pour prévenir et réduire les conflits et la violence
 - Repenser l'économie mondiale
 - Placer les droits de l'homme au centre des plans de relance
 - S'attaquer aux inégalités qui se sont creusées à la suite de Covid-19
7. Le Covid-19 a-t-il modifié votre point de vue sur la coopération entre les pays ? (Les répondants pouvaient en choisir un)
- Non - cela n'a pas changé mon point de vue
 - Oui - maintenant en faveur d'une PLUS grande coopération
 - Oui - maintenant en faveur de la coopération LESS

Dialogues de l'UN75



Les dialogues de l'UN75 étaient ouverts à tous. Ils ont permis à des personnes de tous horizons de discuter plus en détail de leurs priorités et préoccupations pour l'avenir, ainsi que des solutions aux défis mondiaux, et de

favoriser la confiance, les partenariats et l'action.

L'équipe de l'UN75 a élaboré une [boîte à outils](#) de dialogue en partenariat avec la campagne d'action des SDG, et avec les conseils d'organisations telles que les Missions Publiques et IPSOS, qui ont organisé des assemblées de citoyens. Un pilotage formel a été mené dans neuf pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine par Paragon Partnerships. Un pilotage informel a été mené par des équipes de pays des Nations Unies et des groupes de la société civile dans toutes les régions, en tant qu'utilisateurs clés. La boîte à outils a été mise à jour en avril 2020 afin d'inclure plus d'informations sur la manière d'organiser un dialogue en ligne, à la lumière de COVID-19, et de simplifier des éléments tels que l'enregistrement du dialogue et les formulaires de retour d'information sur le résumé du dialogue, basés sur les commentaires reçus des personnes qui ont organisé des dialogues. Nous avons également aligné plus étroitement les questions d'orientation des dialogues et les formulaires de retour d'information sur les résumés des dialogues avec le sondage d'une minute afin de permettre une meilleure analyse croisée des données recueillies par le biais des formulaires de retour d'information sur les résumés des dialogues.

Au 31 décembre, 3 500+ dialogues ont été enregistrés dans 120+ pays, et plus de 2 000 résumés de dialogues ont été reçus de 94 pays.

Ce rapport contient l'analyse de 1 140 résumés de dialogue reçus par le biais du [formulaire de retour d'information sur les résumés de dialogue](#), ou envoyés directement à l'équipe de l'UN75, entre le 2 janvier et le 7 novembre 2020, de 94 États membres et observateurs des Nations Unies. Les résumés des dialogues ont été analysés en partenariat avec l'Institut de hautes études

internationales et du développement, Genève. Une équipe spécialisée dans l'analyse qualitative a mis au point un système de codage pour identifier les thèmes et les modèles communs dans les priorités et les solutions proposées dans les dialogues.

Les données des dialogues ont été analysées et codées dans une base de données des dialogues, accessible via la plate-forme de données. Les données des dialogues ont été codées selon trois dimensions : 1) les 12 engagements de la déclaration de l'UN75 ; 2) les sous-sujets de chaque engagement ; 3) les solutions proposées pour chacun des 12 engagements. Nous avons en outre saisi les données démographiques suivantes : organisateur du dialogue, type de participants, pays, région, sexe et groupe d'âge.

Les 12 engagements de la déclaration de l'UN75 (voir tableau ci-dessous), qui couvrent de nombreux défis mondiaux actuels, ainsi que les Nations unies, leur structure, leur travail et leur réforme, ont été utilisés comme catégories de base pour l'analyse et le codage des données des dialogues. Nous avons ajouté deux autres catégories de base qui ont été discutées dans les dialogues, mais qui ne correspondaient à

aucun des 12 engagements : 1) la reprise en cas de pandémie, et 2) la coopération internationale / le multilatéralisme. Des catégories de sous-sujets ont été élaborées pour chacun des 12 engagements (voir tableau ci-dessous), à l'aide de méthodes fondées sur la théorie de base. Les solutions proposées pour aborder chacun des 12 sous-thèmes des engagements ont été saisies sous forme de texte libre, sous forme de points, de manière à conserver les détails des solutions proposées dans les rapports.

Le codage a été testé, et les catégories ont été affinées au cours de deux ateliers avec les membres de l'équipe d'analyse des dialogues et avec les commentaires fournis par le Pew Research Center. Les sous-sujets des 12 engagements sont devenus l'unité d'analyse. Des réunions bihebdomadaires ont été organisées par les membres de l'équipe d'analyse des dialogues afin d'assurer la fiabilité entre les codes et d'affiner l'analyse et les rapports. Pour l'établissement des rapports, les sous-sujets ont été regroupés et les résultats de chaque sous-sujet groupé ont été présentés sous trois rubriques : Où en sommes-nous ? Où voulons-nous aller ? Comment pouvons-nous y parvenir ?

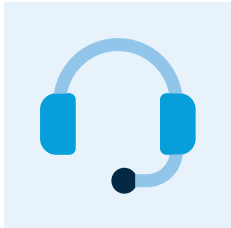
12 ENGAGEMENTS ET SOUS-SUJETS IDENTIFIÉS DANS LES DONNÉES DES DIALOGUES

1. NOUS NE LAISSERONS PERSONNE DERRIÈRE NOUS	2. NOUS ALLONS PROTÉGER NOTRE PLANÈTE	3. NOUS ALLONS PROMOUVOIR LA PAIX ET PRÉVENIR LES CONFLITS	4. NOUS RESPECTERONS LE DROIT INTERNATIONAL ET GARANTIRONS LA JUSTICE
<ul style="list-style-type: none"> • Accès à l'éducation et qualité de l'éducation • Accès aux services de base • Changements démographiques • Droits de propriété intellectuelle • Fossé urbain/rural • Inclusion des minorités (religieuses, ethniques, de handicap, d'orientation sexuelle) • Intégration commerciale • Les populations autochtones • Les réfugiés et l'immigration • Prévention de la maltraitance des enfants • Sécurité alimentaire • Statut socio-économique et structures sociales 	<ul style="list-style-type: none"> • Action pour le climat • Les océans et les ressources marines • Accords internationaux sur le climat • La croissance durable • Partage des connaissances scientifiques et coopération • Technologies propres • L'éducation à l'environnement • Production et consommation durables • Prévention et gestion des catastrophes naturelles • Biodiversité • Eau • Gestion des ressources naturelles • Villes durables 	<ul style="list-style-type: none"> • Consolidation et maintien de la paix • Cyberguerre • Groupes vulnérables dans les situations de conflit • Les armes nucléaires • Médiation • Réparations • Terrorisme • Tolérance religieuse • Trafic d'armes • Violence/guerre 	<ul style="list-style-type: none"> • Corruption • Gouvernance démocratique • Les droits de l'homme • Renforcer le droit et les traités internationaux

► Suite des 12 engagements et sous-sujets identifiés dans les données des dialogues

5. NOUS PLACERONS LES FEMMES ET LES JEUNES FILLES AU CENTRE	6. NOUS ÉTABLIRONS LA CONFIANCE	7. NOUS ALLONS AMÉLIORER LA COOPÉRATION NUMÉRIQUE	8. NOUS ALLONS MODERNISER LES NATIONS UNIES
<ul style="list-style-type: none"> • Accès des femmes et des filles à l'éducation • Droits en matière de reproduction • Égalité d'accès au marché du travail • Égalité de rémunération • Élimination des stéréotypes sexistes • Éliminer la violence fondée sur le sexe • Inclure les considérations d'impact sur le genre dans l'élaboration des politiques et la préparation du budget • Les femmes dans la consolidation de la paix • Participation égale à la politique 	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de la communication et de la compréhension de l'ONU • Avenir des travaux • Désinformation et désinformation • Protéger les journalistes et la liberté d'information • Responsabilité des gardiens de la paix • Responsabilité pour les objectifs mondiaux (corruption et évasion fiscale) • Utilisation éthique de la technologie 	<ul style="list-style-type: none"> • Accès équitable et sûr aux technologies • Améliorer l'infrastructure des TIC • Avenir des travaux • Cyber-sécurité (protection des données, etc.) • Gouvernance numérique • Isolement accru • Technologie pour les GSD • Un accès numérique abordable pour l'éducation • Un accès numérique abordable pour le travail 	<ul style="list-style-type: none"> • Accroître l'inclusion des groupes vulnérables et des minorités • Accroître la transparence et la responsabilité • Agenda 2030 • Coordination entre les agences • Défendre le multilatéralisme • La direction morale de l'ONU • La réforme du Conseil de sécurité • Mise en œuvre, suivi et évaluation • Participation (Participation des citoyens) • Participation (participation infranationale) • Réforme de la gestion et de la direction • Réforme du maintien de la paix • Réforme institutionnelle
9. NOUS ASSURERONS UN FINANCEMENT DURABLE	10. NOUS ALLONS RENFORCER LES PARTENARIATS	11. NOUS ÉCOUTERONS ET TRAVAILLERONS AVEC LES JEUNES	12. NOUS SERONS PRÊTS
<ul style="list-style-type: none"> • Agenda d'Addis-Abeba • Caisse commune des pensions du personnel des Nations unies • Diversification du financement des Nations unies • Financement du développement • Fondation de l'ONU • Soutien aux petites entreprises et à l'esprit d'entreprise 	<ul style="list-style-type: none"> • Collaboration intersectorielle • Consultations publiques et plateformes multipartites • Coopération avec le monde universitaire • Inclusion/engagement de la société civile • Partenariats avec la communauté scientifique • Partenariats avec les femmes et les jeunes • Partenariats public-privé • Participation des collectivités locales et des autorités locales • Participation des entreprises 	<ul style="list-style-type: none"> • Entrepreneurat et innovation chez les jeunes • L'éducation des jeunes • La jeunesse et la consolidation de la paix • Le chômage des jeunes • Participation des jeunes • Participation des jeunes à la prise de décision • Santé et éducation sexuelle des jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> • Coopération et solidarité internationales • Préparation aux risques et chocs futurs • Redressement en cas de pandémie - accès universel aux soins de santé • Redressement en cas de pandémie - Campagnes d'information • Redressement en cas de pandémie - santé mentale • Reprise après une pandémie - aide financière • Reprise après une pandémie - investissement dans la santé, l'éducation et la création d'emplois • Reprise de la pandémie - coopération internationale pour le vaccin

Pew Research Center, méthodologie de sondage indépendante



Le sondage indépendant "Summer 2020 Global Attitudes Survey" du Pew Research Center s'est concentrée sur les points de vue transnationaux sur les principes multilatéraux, les menaces mondiales

perçues, les points de vue des Nations unies, les caractéristiques de la manière dont les Nations unies remplissent leur mission et l'évaluation de la manière dont l'Organisation mondiale de la santé a géré l'épidémie de coronavirus.

Elle a été menée dans des pays où des sondages téléphoniques représentatifs au niveau national sont possibles. En raison de l'épidémie de coronavirus, les entretiens en face à face n'ont pas été possibles. Pour les résultats cités dans ce rapport, le Pew Research Center a utilisé des données provenant de sondages représentatifs au niveau national auprès de 14 276 adultes, du 10 juin au 3 août 2020, dans 14 économies avancées. Tous les sondages ont été réalisés par téléphone auprès d'adultes en Australie, en Belgique, au

Canada, au Danemark, en France, en Allemagne, en Italie, au Japon, aux Pays-Bas, en République de Corée, en Espagne, en Suède, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Voir l'annexe 1 de ce rapport pour la taille de l'échantillon par pays.

Les résultats ont été obtenus par le biais d'entretiens téléphoniques menés sous la direction d'Abt Associates et de Gallup. L'échantillon a été pondéré d'abord pour corriger les probabilités de sélection inégales, puis pour ajuster les distributions sociodémographiques clés afin de s'aligner le plus possible sur des statistiques démographiques fiables. La marge d'erreur a varié selon l'échantillon national de plus ou moins 3,1 points de pourcentage à plus ou moins 4,2 points. Au total, 14 276 adultes âgés de 18 ans et plus ont été interrogés pour l'étude.

La méthodologie complète du Pew Research Center, les questions du sondage et les réponses sont disponibles dans un article publié par le Pew Research Center en septembre 2020 : "[International Cooperation Welcomed Across 14 Advanced Economies](#)", pages 39-49.

Edelman Intelligence, méthodologie de sondage indépendante

Entre le 16 juin et le 20 juillet 2020, Edelman a mené une enquête en ligne de 15 minutes dans 29 pays, et une enquête téléphonique de 20 minutes dans sept pays. Au total, 35 777 personnes ont été interrogées dans les 36 pays. Ils ont été sélectionnés pour les sondages sur la base d'un échantillon représentatif national ou en ligne en fonction de leur âge, de leur sexe, de leur niveau d'éducation, de leur niveau de revenu et de leur région. Les sondages ont été menés dans la langue locale préférée de chaque pays.

24 pays ont été échantillonnés en utilisant une représentation nationale, c'est-à-dire représentative de la composition démographique de ce pays, et les 12 autres pays ont été échantillonnés en utilisant une représentation en ligne, c'est-à-dire représentative de ceux qui ont

accès à l'internet. Voir l'annexe 3 pour la répartition complète de l'échantillon.

Les données des sondages d'Edelman ont été analysées plus en détail selon les regroupements suivants :

GENRE	ÂGE	NIVEAU D'ÉDUCATION	NIVEAU DE REVENU*
<ul style="list-style-type: none"> • Homme • Femme 	<ul style="list-style-type: none"> • 18-30 ans • 31 à 45 ans • 46-60 ans • 61 ans et plus 	<ul style="list-style-type: none"> • Ecole primaire ou moins • L'école secondaire terminée • Au-delà de l'école secondaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Haut • Moyen • Faible

*Le niveau de revenu a été déterminé sur la base de la moyenne de tous les répondants interrogés dans chaque pays.

Edelman Intelligence, méthodologie d'analyse des médias



Edelman Intelligence a analysé le paysage médiatique mondial afin de mieux comprendre comment les mégatendances sont couvertes, y compris le rôle perçu de la coopération internationale - et plus

particulièrement des Nations unies - pour y faire face. Ils ont analysé la presse écrite, la radiodiffusion et les médias en ligne, y compris les

médias sociaux, dans 70 pays, couvrant la période de mai 2019 à mai 2020.

Edelman a mené une recherche préliminaire sur l'aménagement paysager, en s'appuyant sur les mégatendances couvertes par le sondage de l'UN75, pour produire la taxonomie suivante des questions et sous-questions mondiales :

CHANGEMENT CLIMATIQUE / ENVIRONNEMENT	LES CONFLITS ET LA VIOLENCE	L'ÉVOLUTION DE LA DÉMOGRAPHIE	INÉGALITÉS	LES OPPORTUNITÉS ET LES MENACES TECHNOLOGIQUES	SANTÉ
<ul style="list-style-type: none"> Le réchauffement climatique et ses conséquences Rareté/pénurie des ressources naturelles Biodiversité (faune et flore) Pollution de l'eau, de l'air et du sol Énergies renouvelables 	<ul style="list-style-type: none"> Relations entre les grandes puissances Armes Troubles La violence politique Criminalité organisée Violence contre les femmes et les filles Cyber violence (intimidation, harcèlement, brimades) Cyberconflit/ guerre 	<ul style="list-style-type: none"> Surpopulation Vieillesse de la population Population jeune Migration, y compris la migration de la main-d'œuvre, de la campagne à la ville Déplacement - y compris les personnes déplacées à l'intérieur du pays et les réfugiés Urbanisation - villes et mégapoles 	<ul style="list-style-type: none"> Inégalités entre les pays Inégalités économiques intérieures Inégalités fondées sur l'identité Accès aux services de base (santé, éducation, eau, alimentation et assainissement) Accès à la justice Accès à un travail décent avec un salaire juste et égal 	<ul style="list-style-type: none"> Technologies émergentes - biotechnologie, IA, chaîne de blocs, robo-tique/automatisation Accès aux technologies de l'information et des communications Désinformation Cybercriminalité/attaques cybernétiques Exploitation et abus sexuels des enfants 	<ul style="list-style-type: none"> Systèmes et (infra)structures de santé (accès aux) Nouvelles maladies, pandémie Maladies non transmissibles Résistance aux antimicrobiens Santé mentale Mortalité infantile et maternelle Soins sexuels et re-productifs, planning familial Des vaccins et des médicaments abordables Systèmes d'alerte précoce pour la santé mondiale

Chaque question et sous-question a été développée en une taxonomie booléenne afin de gratter les informations disponibles en ligne, dans la presse écrite, à la radio et à la télévision et dans les médias sociaux. Les taxonomies ont été testées et affinées afin d'en améliorer la pertinence tout en réduisant les données non pertinentes (par exemple, dans le sous-thème "Population", afin de se concentrer sur les articles

concernant la population humaine et non les populations d'insectes). Les analystes locaux ont traduit et adapté les taxonomies pour qu'elles reflètent les langues locales.

Les données ont été recueillies dans 70 pays, afin de refléter un large échantillon mondial couvrant différentes régions, langues, tailles géographiques et démographiques, et niveaux de développement économique et humain, et basé sur la faisabilité.

Échantillon de pays pour l'analyse des médias, regroupé par région d'Edelman :

AMÉRIQUE LATINE	EUROPE & ASIE CENTRALE	ASIE & AUSTRALIE	MOYEN-ORIENT / AFRIQUE DU NORD	AFRIQUE SUBSAHARIENNE	AMÉRIQUE DU NORD
<ul style="list-style-type: none"> • Argentine • Bolivie • Brésil • Chili • Colombie • Cuba • République dominicaine • Mexique • Pérou • Venezuela 	<ul style="list-style-type: none"> • Albanie • Autriche • République tchèque • France • Allemagne • Grèce • Hongrie • Irlande • Italie • Kazakhstan • Lettonie • Moldavie • Pays-Bas • Norvège • Pologne • Portugal • Roumanie • Russie • Suède • Ukraine • Royaume-Uni 	<ul style="list-style-type: none"> • Afghanistan • Australie • Cambodge • Chine • Inde • Indonésie • Japon • Philippines • République de Corée • Thaïlande • Vietnam 	<ul style="list-style-type: none"> • Égypte • Israël • Liban • Maroc • Tunisie • Turquie 	<ul style="list-style-type: none"> • Angola • Botswana • Cameroun • Côte d'Ivoire • Dem. Dém. du Congo • Éthiopie • Ghana • Kenya • Maurice • Namibie • Nigeria • Sénégal • Afrique du Sud • Tanzanie • Ouganda • Zimbabwe 	<ul style="list-style-type: none"> • Canada • États-Unis

Les données ont été recueillies au moyen de plusieurs outils : Talkwalker pour les publications en ligne (chiffres et contenu), Factiva pour les publications imprimées (chiffres uniquement), Mention critique pour la diffusion (chiffres uniquement). Les données ont été recueillies entre mai 2019 et mai 2020.

L'analyse s'est concentrée sur :

1. Les analyses effectuées à l'échelle mondiale se sont concentrées sur la manière dont la coopération internationale, y compris les Nations unies et d'autres organisations internationales, est discutée et perçue dans les médias. Des outils d'analyse d'intelligence artificielle ont été utilisés, notamment la plateforme exclusive du centre de commandement d'Edelman, qui est un outil de collecte de données et de mesure de premier ordre, pour saisir l'ensemble des nouvelles en ligne et des conversations des médias sociaux mentionnant les Nations unies ; et Quid, qui

est une plateforme analysant les thèmes des conversations des médias et cherchant à savoir comment divers sujets sont liés et s'influencent mutuellement. Les données des deux outils ont ensuite été agrégées et analysées par les analystes d'Edelman pour produire les enseignements des résultats de l'analyse des médias d'Edelman. Les thèmes clés comprenaient la prééminence des Nations Unies et son leadership dans la couverture médiatique, l'analyse des sentiments et les messages autour de priorités telles que la réponse à COVID-19, les objectifs de développement durable et le 75e anniversaire des Nations Unies.

2. 2) L'analyse quantitative a été effectuée via la plateforme Command Center d'Edelman, qui permet à Edelman de recueillir la couverture générale des actualités en ligne et des médias sociaux, autour de chacune des six grandes tendances analysées. Les données ont ensuite été utilisées pour tirer des enseignements clés sur l'ampleur de la conversation et la

part de celle-ci qui faisait référence aux Nations unies. La couverture a été ventilée par régions et autres catégories. Les résultats montrent une prise de conscience générale, le volume de la conversation et les niveaux d'engagement. Une analyse qualitative a ensuite été effectuée, comprenant un échantillonnage d'articles pour permettre une compréhension plus fine de la couverture par les analystes locaux. Pour chaque pays, 120 articles (20 par mégatendance) ont été échantillonnés, selon les critères suivants :

- a. Des articles triés sur le volet dans des publications de premier plan
- b. Articles recevant un fort engagement de la part des lecteurs (par exemple, somme des goûts, des parts et des commentaires)
- c. Articles sélectionnés parmi les moments où les conversations sur un sujet particulier ont connu un pic dans le pays

Pour chaque article, les analystes ont codé les mesures suivantes : sentiment général, perspective sur le problème (présent ou futur), cause du problème, priorité et/ou mention des solutions, mention de la coopération mondiale (si oui, quelles entités), mention des Nations unies ou des organismes des Nations unies et du sentiment associé, et mention des principaux leaders d'opinion.

Cartographie de la recherche



Reconnaissant l'important corpus de recherches et d'analyses existant au niveau mondial qui peut soutenir l'initiative UN75 et son suivi, l'un des cinq flux de données UN75 était une cartographie

complète de la recherche universitaire et politique axée sur le multilatéralisme, les Nations unies, la mise à niveau des Nations unies et les domaines clés du travail des Nations unies.

Pour garantir la pertinence, l'examen s'est concentré sur les publications des cinq dernières années (pour les publications universitaires, qui ont souvent des délais de publication plus longs), et sur deux ans pour la recherche politique. Afin d'assurer une représentation régionale, la revue a couvert les revues les plus citées publiées dans les langues suivantes arabe, chinois, anglais, français, russe et espagnol, ainsi que les publications publiées par les universités les mieux classées dans les pays et régions où les universités sont utilisées comme principales plateformes de publication.

La cartographie de la recherche comprenait un examen manuel des principales conclusions et propositions politiques publiées dans les revues académiques et les universités les mieux classées dans le domaine des relations internationales et par les groupes de réflexion les mieux classés, couvrant six langues : l'anglais, l'arabe, le chinois, l'espagnol, le français et le russe. Les publications ont été saisies dans une base de données et codées selon les 12 engagements de la déclaration de l'UN75 (le cas échéant), les sous-sujets, l'auteur, le pays de résidence de l'auteur, la date de publication, l'éditeur, la langue et le résumé.

Les "aperçus instantanés" de la cartographie de la recherche présentés dans ce rapport ne sont en aucun cas exhaustifs. Ils comprennent une sélection des recherches universitaires et politiques les plus citées en matière de multilatéralisme et de gouvernance mondiale, et de certains des engagements de la déclaration politique de l'UN75 (Modernisation des Nations unies, Partenariats, Financement durable des

Nations unies, Confiance dans les institutions et Coopération numérique). Organisée selon chacun des principaux domaines d'action identifiés dans la Déclaration politique de l'UN75, la cartographie de la recherche comprenait un examen manuel des principales conclusions et propositions politiques publiées dans les revues académiques de relations internationales les plus consultées, et publiées par les principaux groupes de réflexion,

instituts de recherche politique et au sein du système des Nations Unies. La cartographie de la recherche a été réalisée en collaboration avec l'Institut de hautes études internationales et du développement, à Genève.

L'ensemble de données plus large des publications identifiées dans la cartographie de la recherche est disponible sur la plate-forme de données publique.

ANNEXE 3 - PARTENAIRES DE FINANCEMENT

ÉTATS MEMBRES	FONDACTIONS	ENTITÉS DES NATIONS UNIES
<ul style="list-style-type: none"> • République populaire de Chine • Royaume du Danemark • République française • République fédérale d'Allemagne • Hongrie • République d'Islande • République d'Irlande • République d'Italie • République de Corée • Royaume des Pays-Bas • Royaume de Norvège • République portugaise (Portugal) • État du Qatar • République socialiste démocratique de Sri Lanka • Royaume de Suède • Confédération suisse (Suisse) • République de Turquie • Émirats arabes unis • Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord 	<ul style="list-style-type: none"> • Fondation Bill & Melinda Gates • Fondation pour Genève • Fondation Ford • Fondation pour les défis mondiaux • Fondations de la société ouverte • Centre de recherche Pew • Fondation Robert Bosch • Stiftung Mercator • Fondation des Nations unies • Fondation William et Flora Hewlett 	<ul style="list-style-type: none"> • Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) • Bureau des Nations unies pour la lutte contre le terrorisme (UNOCT) • Organisation mondiale de la santé (OMS)

Outre les efforts des États membres des Nations unies eux-mêmes, de nombreuses organisations du secteur privé et de la société civile du monde entier ont apporté une contribution importante à la sensibilisation pour assurer une large participation à l'initiative de l'UN75. Une liste complète des partenaires peut être consultée sur www.un75.online/our-community.

NOTES DE FIN

1. Nations unies, "Le Secrétaire général met en garde contre la poursuite de réponses ad hoc à des risques prévisibles, dans le document du Conseil de sécurité sur la gouvernance mondiale post-pandémie", SG/SM/20278 24 septembre 2020.
2. Nous avons publié des versions [imprimées](#) et [numériques](#) du rapport, dans les six langues officielles des Nations unies.
3. ONU 2020, "Réponse globale des Nations Unies à la COVID-19 : Saving Lives, Protecting Societies, Recovering Better", septembre 2020, disponible sur <https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/un-comprehensive-response-to-covid-19.pdf>.
4. PNUD 2020, "COVID-19 et le développement humain : Assessing the Crisis, Envisioning the Recovery", 2020 Human Development Perspectives, P6.
5. ONU 2020, "Un cadre de l'ONU pour la réponse socio-économique immédiate à COVID-19", Nations unies, avril 2020.
6. PNUD 2020, "COVID-19 et le développement humain : Assessing the Crisis, Envisioning the Recovery", 2020 Human Development Perspectives, P4.
7. PNUD 2020, "COVID-19 et le développement humain : Assessing the Crisis, Envisioning the Recovery", 2020 Human Development Perspectives, P15.
8. ONU 2019, Rapport sur les objectifs de développement durable 2019 New York. Dans PNUD 2020, "COVID-19 et le développement humain : Assessing the Crisis, Envisioning the Recovery", 2020 Human Development Perspectives, P15.
9. PNUD 2020, "COVID-19 et le développement humain : Assessing the Crisis, Envisioning the Recovery", 2020 Human Development Perspectives, P14 ; Banque mondiale 2020, "2020 Year in Review" : L'impact de COVID-19 en 12 tableaux", 14 décembre 2020.
10. PNUD 2019, "Rapport sur le développement humain 2019 : Au-delà des revenus, au-delà des moyennes, au-delà d'aujourd'hui : Inégalités dans le développement humain au XXIe siècle. New York.
11. PNUD 2020, "Rapport sur le développement humain 2020" : La prochaine frontière : le développement humain et l'anthropocène". New York. P4.
12. Lieberman 2020, "COVID-19 n'est pas une "excuse" pour les violations des droits de l'homme, selon le chef des droits de l'homme de l'ONU", Devex 2 octobre 2020.
13. OIT 2020, "ILO Monitor : COVID-19 et le monde du travail. Sixième édition. Estimations et analyses actualisées", P1.
14. Pew Research Center, septembre 2020, "International Cooperation Welcomed Across 14 Advanced Economies", P5.
15. Pew Research Center, septembre 2020, "International Cooperation Welcomed Across 14 Advanced Economies", P5.
16. Pew Research Center, septembre 2020, "International Cooperation Welcomed Across 14 Advanced Economies", P6.



**Le monde a parlé
L'ONU a écouté
Il est maintenant
temps d'agir**

un75.online/take-action



UN75 | FACONNONS
2020 ET AU-DELÀ | NOTRE
AVENIR
ENSEMBLE